
Temps critiques

De la nature des luttes
actuelles

Coups et à-coups de la
capitalisation

Une critique des poétiques
révolutionnaires



N° 19 – Automne 2018

Temps critiques

site : <http://tempscritiques.free.fr/>
blog : <http://blog.tempscritiques.net/>

Correspondance postale

Revue *Temps critiques*

11, rue Chavanne

69001 LYON

Correspondance électronique

tempscritiques@free.fr

Abonnement

Écrire en précisant votre nom, prénom et adresse complète.

Pour 2 numéros (y compris suppléments et hors-séries)

– abonnement simple : 15 € (port compris)

– abonnement de soutien : à partir de 35 €+ *Interventions*

Chèque à l'ordre de Jacques Wajnsztein

11, rue Chavanne / 69001 Lyon

SOMMAIRE

Les luttes : de la coexistence à la coextension ?	3
<i>Temps critiques</i>	
Grève et “besoin de grève”	9
<i>Temps Critiques</i>	
Immigration et salaires : un retour inattendu.....	13
<i>Jacques Wajnsztejn</i>	
Un 1 ^{er} Mai orphelin de sa cause	37
<i>Gzavier</i>	
Une thèse émeutiste.....	45
<i>Jacques Guigou</i>	
Lumpenprolétariat, luttes des années 1960-70 et révoltes des banlieues.....	49
<i>Jacques Wajnsztejn</i>	
Capitalisation et reproduction rétrécie	77
<i>Jacques Wajnsztejn</i>	
Sur la technique (et les nouvelles technologies) dans la société capitalisée.....	99
<i>Jacques Wajnsztejn</i>	
Poétiques révolutionnaires et poésie.....	119
<i>Jacques Guigou</i>	

LES LUTTES : DE LA COEXISTENCE À LA COEXTENSION ?

Temps critiques

NOUS L'AVONS AFFIRMÉ DÈS LA PREMIÈRE PÉRIODE DE *TEMPS CRITIQUES* (1990-1998), la référence à un « sujet historique », qu'il soit nation ou classe, pour sortir du capitalisme n'a plus de portée politique aujourd'hui. L'échec des mouvements mondiaux d'insubordination et de refus du monde du capital et de l'État qui se sont manifestés dans la décennie 1965-1975 sur quasiment toute la planète, a rendu impossible une nouvelle mise en continuité avec les révolutions prolétariennes antérieures. Le fil rouge du mouvement ouvrier révolutionnaire est irrémédiablement rompu. Certes, les formes de lutte qui émergent à partir des années 1980, « les nouveaux mouvements sociaux » des sociologues, ont tenté de maintenir ce fil historique (la grève des cheminots et des infirmières en 1986, avec leurs coordinations). En vain.

Ce qui a dès lors triomphé ce n'est pas l'universalisme d'un bouleversement « à titre humain » comme l'écrivait Marx dans ses écrits des années 1848, mais ce furent les multiples particularismes. Des particularismes qui, sous couvert de défense des minorités opprimées ou de luttes contre telle ou telle « discrimination », ont, *de facto*, contribué à développer la puissante combinatoire du capital. Mais dira-t-on, s'il n'y a plus de sujet historique pour guider l'action collective sur quoi la faire reposer aujourd'hui ? Certains militants et activistes qui ne se réfèrent plus à la classe, répondent : sur *les communautés de lutte*.

Cependant, des exemples aussi variés que les suites de la Place Tahrir au Caire ou les déchirements à Notre-Dame-des-Landes après l'annulation du projet d'aéroport, ne poussent pas à l'optimisme. Il ne s'agit pas de privilégier les anciens mouvements par rapport aux nouveaux, car il faut reconnaître que dans les deux cas se pose le problème de la nature des mouvements, de leurs objectifs et de la transcendance potentielle qu'ils contiennent pour un devenir révolutionnaire.

Dans les mouvements prolétariens et par exemple dans des grèves dures, les objectifs immédiats, même très limités, constituaient la base de l'unité quitte à ce qu'ils débouchent sur un dépassement révolutionnaire (de la grève partielle à la grève générale; de la grève générale à la grève insurrectionnelle). La transcendance du mouvement se situait, en partie, à l'extérieur du mouvement, dans son extension géographique, dans l'approfondissement qui découlait du processus de la lutte contre les patrons et l'État. Cela ne laissait pas trop de place à des illusions, car très rapidement on s'apercevait que ça fonctionnait ou pas. Il pouvait certes y avoir parfois conflit entre la maîtrise/contrôle d'un mouvement particulier qui s'auto-organisait avec un mouvement plus général qui semblait échapper aux protagonistes parce que géré d'en haut et bureaucratiquement, mais il y avait toujours la nécessité de maintenir le lien entre moyen et fin. L'auto-organisation ne pouvait donc sortir de son rôle de moyen et devenir une fin en elle-même. L'organisation faisait partie de la lutte contre l'ennemi de classe. Or dans les nouveaux mouvements, comme ceux qui sont centrés sur les territoires, les objectifs de départ sont précis (lutter contre un projet) et le supplément d'âme (révolutionnaire ou éthique) n'est pas donné par la référence à un moyen mythifié ou à une forme d'organisation, mais par la référence à ce qui serait une universalité dépassant la particularité de la lutte, à savoir, le refus de « ce monde » ou l'alternative. Mais pour rendre concrète cette universalité, une fraction des protagonistes retourne la transcendance abstraite du « ennemi de ce monde » en de nouvelles formes de vie qui vont être expérimentées sur le terrain dans des communautés de lutte. C'est alors comme si la transcendance était tout entière contenue dans le mouvement du fait de ces expérimentations de nouvelles formes alternatives. Dans un premier temps cela renforce le mouvement parce qu'il s'universalise en dépassant le particulier de la revendication de départ (cf. le « ni ici ni ailleurs » qui s'exprimait dans le mouvement de lutte à NDDL afin de bien marquer le fait qu'il ne s'agissait pas d'une revendication localiste et particulariste), mais le « sujet collectif » qui se forme là est particulièrement instable du fait qu'il se constitue artificiellement même s'il prospère sur une base matérielle, ici celle d'un aménagement/quadrillage du territoire. Dit autrement, il existe au moins autant si ce n'est plus par les différentes greffes qui viennent prendre sur le mouvement d'origine d'opposition à ce projet. Or, à notre connaissance, il n'y a que

dans le mouvement *No-Tav* du val de Suze (et plus anciennement dans l'expérience du Larzac) que cette greffe a véritablement pris parce que le corps d'origine du mouvement était, à son commencement, plus fort que les greffes qui s'en sont suivies. Dans les autres cas, les « nouvelles formes de vie » montrent leur caractère éphémère et il nous semble très risqué d'y voir une nouvelle forme d'expérience se diffusant par capillarité.

Une fois relevée cette limite, la question qui se pose, à tous ceux qui ne veulent pas simplement cultiver leur jardin, est de savoir si un mouvement de lutte peut exister sans sujet collectif, c'est-à-dire finalement comme mouvement aveugle qui se passerait d'une conscience claire de ce contre quoi et qui il lutte ?

Il nous semble abusif de réduire un mouvement à son devenu. C'est valable aussi bien pour la Commune, pour la révolution russe que pour des mouvements de plus faible ampleur (Mai-68 réduit à son devenir soixante-huitard !) et il n'est pas toujours facile de cerner ce qui, dans un mouvement, au-delà de ses limites, témoigne en acte du fait que ce sont les hommes qui font l'histoire. Le changement de position de Marx par rapport à la Commune nous fournit un exemple probant de ce qu'une lutte ou un événement important produit de désarroi et de discontinuité au sein de la théorie la plus solide ou qui se veut telle. Il en est de même pour un mouvement aussi limité que celui des « Gilets jaunes » aujourd'hui. Un exemple tout récent de cette absence de sujet collectif au sein d'un mouvement collectif dont on ne jugera pas ici et maintenant le contenu et le sens.

Comment se présentent aujourd'hui les mouvements de lutte dans l'espace et dans le temps ? On peut tenter d'en repérer trois types :

1 – **DES MOUVEMENTS SITUÉS**, avec un ancrage local et dans une période limitée. Les soulèvements des Places dans divers pays ces dernières années, sont emblématiques de ce type de mouvements situés. Ils manifestent à la fois une opposition à l'ordre dominant dans le pays concerné et une aspiration à des changements ou à des réformes plus ou moins profondes. Mais cette aspiration garde l'État démo-républicain comme horizon politique, même si ces mouvements n'ont pas forcément pour premier but la négociation. Leur mode d'organisation de la lutte, pourtant souvent assembléiste, reste dépendant de la forme-parti dans la mesure où, *in fine*, il ne contribue

pas à une alternative au processus institutionnel des élections représentatives qui s'impose en dernier ressort (cf. *Syriza* en Grèce et *Podemos* en Espagne).

2 – **DES MOUVEMENTS SOCIAUX PLUS TRADITIONNELS** davantage liés au salariat. S'ils ne sont pas totalement bordurés ou contrôlés par les syndicats ils restent toutefois traditionnels, car leur dynamique classiste étant épuisée, ils sont politiquement stationnaires, sans élargissement possible. Ce fut par exemple le cas des oppositions à la loi-travail El Khomri. Toutefois, ce dernier mouvement, au-delà de ses limites, a donné une impression de force, surtout dans ses manifestations de rue, quand ses cortèges de tête ne s'autonomisaient pas dans une black-blockisation, mais, en grossissant, exprimaient une tension palpable vers autre chose, mais qui n'a pas trouvé de débouché, parce que, comme en mai 1968, tout ne se joue pas dans la rue et que là encore les salariés, dans leurs entreprises, n'ont pas suivi. Paradoxe d'une sorte de mouvement de grève sans grèves ni blocage. Le mouvement des cheminots de l'hiver 2018 n'atteint même pas cette intensité, car si la grève a été dure elle n'a pas dépassé la défense du statut et s'est enfoncée dans l'isolement de ces grèves ouvrières qui, en dehors de leur ancien contenu de classe, ont perdu toute légitimité, aussi bien du côté du pouvoir que pour les autres salariés, chômeurs ou laissés pour compte parce que les acquis sociaux particularisés dans un corps de métier (le « statut spécial ») n'apparaissent plus au mieux que comme une survivance, au pire comme un privilège.

3 – **DES MOUVEMENTS À CARACTÈRE FÉDÉRATIF**, auto-organisés et ne dépendant pas d'instances nationales centralisées. Leur mobilisation se fait horizontalement à travers les réseaux sociaux. Les partis politiques, les syndicats et les médias sont contre leur extension. Notre-Dame-des-Landes en a fourni un exemple assez contrasté puisqu'il n'avait pas coupé les ponts avec certaines autorités régionales, mais développait par ailleurs une large autonomie de mouvement.

Il semble que l'actuel mouvement dit des « Gilets jaunes » corresponde à un type de mouvement qu'on pourrait définir comme un soulèvement du peuple fédéré. On pourrait raisonnablement y voir des analogies avec le soulèvement des Fédérés pendant la Révolution française.

Aujourd'hui ces trois types de mouvements coexistent. Chacun cherche à s'affirmer d'abord dans sa trajectoire spécifique, dans une forme en soi de groupement, dans une conscience séparée. Dès lors, comment trouver la voie depuis la coexistence vers la coextension ? Car c'est là une des conditions politiques pour que soit susceptible d'être entrevu *un horizon des événements* vers la communauté humaine.

* – Terme de cosmologie qui désigne l'espace-temps où des rayons de lumière ne tombent pas dans le trou noir, mais n'échappent pas non plus à sa force gravitationnelle. Autrement dit, si nous traduisons cette expression métaphorique proposée ici, cela signifie que cette hypothétique coextension des luttes engendrerait un événement historique profond et massif qui ne conduirait ni au chaos ni à la fin de l'histoire.

GRÈVE ET “BESOIN DE GRÈVE”

Temps Critiques

LE MOUVEMENT DU *TOUS ENSEMBLE* DE 1995 A ÉTÉ LA DERNIÈRE représentation d’une lutte collective au-delà de la stricte perspective classiste, mais sans qu’affleure une tension vers la communauté humaine puisque le mouvement est resté centré sur la défense de la condition salariale à travers le refus de la réforme de la Sécurité sociale, pilier du mode de régulation fordiste des conflits de classes. Si référence communautaire il y eut, ce n’était que celle de la communauté du travail encore soudée, tant bien que mal, par la conscience ouvrière d’une réciprocité dans l’échange charges/ cotisations sociales et sa sécurisation dans le cadre d’une gestion par des organismes paritaires incluant les syndicats de salariés.

C’est ce modèle — ou du moins ce qu’il en reste — qui est à nouveau attaqué aujourd’hui avec l’augmentation de la CSG, mais avec beaucoup plus de difficultés pour s’y opposer puisque le rapport social capitaliste n’est plus aussi dépendant du rapport capital/travail pour sa reproduction et sa valorisation. C’est la notion même d’échange cotisations/prestations sociales qui ne fait plus sens immédiatement, ni pour les patrons ni pour une population active qui a largement perdue trace de son origine ouvrière et dont une fraction composée des entrants non qualifiés sur le marché du travail, des chômeurs découragés, des « indépendants » ubérisés, se trouve exclue ou tenue en lisière de cet échange. En effet, le processus d’inessentialisation de la force de travail — c’est-à-dire le fait que l’exploitation de la force de travail n’est plus au centre de la valorisation du capital — vient désormais bouleverser l’ensemble du « système-salariat », clé de voûte pourtant de la dynamique capitaliste depuis bientôt un siècle, en Europe de l’Ouest tout du moins.

Ce n’est donc pas un hasard si les retraités se sentent atteints; ils le sont certes dans leur porte-monnaie, mais aussi parce qu’ils ont l’impression d’une fin de partie et d’être les derniers des Mohicans.

Par ailleurs, mais de manière complémentaire, c’est la notion de « service public » qui a son tour ne fait plus sens, car si ces services publics existent encore, même sous un statut privatisé pour tout ou partie d’entre eux, ils ont

été vidés de leur ancienne mission d'administration étatique des biens et des services nationaux ce qui fait que plus personne, en dehors de leurs agents, ne peut les défendre. « L'opinion publique » n'en perçoit plus que les dysfonctionnements (retard des trains, attentes dans les hôpitaux, non-remplacement des maîtres et surcharge relative des classes, inscriptions chaotiques à l'université, problèmes récurrents de suivi à la Poste).

C'est le cas pour la SNCF. Le statut spécial était non seulement le fruit des luttes de classes, mais aussi celui d'une fonction collective de certaines entreprises et de ses agents dans le procès de reproduction des rapports sociaux. Or, c'est cette dernière fonction collective qui devient caduque avec la mise en concurrence des différents réseaux de transport et avec lui le régime spécial qui lui était afférent dans un contexte monopolistique.

Il s'ensuit que la « défense des acquis » perd aussi son sens puisque ces acquis n'apparaissent plus comme cumulables et universels (le droit du travail s'appliquait à tous, les conventions collectives réalisaient une harmonisation par le haut), mais au contraire comme conjoncturels et particuliers. Dans le moment politique actuel, que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur public, l'État impose une dépolitisation des luttes. Il n'y a plus d'ennemis au couteau entre les dents avec un parti communiste réduit à peau de chagrin et des salariés qui ne demandent que le maintien du *statu quo*. La demande de plus d'État qui apparaissait encore clairement en 1995 semble moins nette aujourd'hui. L'élection et la relative popularité de Macron tiennent justement à l'ambivalence qu'il renvoie sur le rôle de l'État, dans sa forme réseau ; une ambivalence largement partagée dans la population.

L'heure est donc à la gestion de ce qui n'apparaît plus que comme des différends d'ordre privé parce qu'ils ont perdu leur légitimité sociale de lutte dans la société capitalisée. Les grèves des années 1960 à 1979 (la grève de la sidérurgie française, des ouvriers de Fiat ou des mineurs anglais fermant le ban) ont ainsi été les dernières grèves « légitimes » de la société de classes, légitimes pour la classe dominante, même si cette légitimité était reconnue à contre-cœur ; légitimes pour les salariés aussi, même quand il ne s'agissait pas de leur propre grève (rappelons-nous le soutien aux salariés de Lip des années soixante-dix ; le sens du « Tous ensemble » de 1995 et les « grèves par procuration »).

C'est ce qui change dans la société capitalisée d'aujourd'hui où la grève n'a plus aucune légitimité ni pour les patrons qui, globalisation et mondialisation obligent, hurlent à la mort de leur compétitivité, ni pour l'État qui dénonce le corporatisme des grévistes (cf. la réforme des statuts spéciaux et de la SNCF), ni pour les salariés qui récriminent contre leur « prise en otage » par les grévistes, ni pour les chômeurs et précaires qui envient des salariés garantis, car ils ont bien de la chance de...

La fonction syndicale ne fait plus médiation parce que la société capitalisée a absorbé l'ancienne société civile. Quand le syndicat existe encore, c'est en tant que puissance qui participe directement au niveau I de la domination, celui de l'hypercapitalisme, comme c'est le cas en Allemagne, au Danemark ou en Suède et c'est à partir de cette puissance qu'il peut revendiquer et négocier au niveau II de la nation ou de la région comme tente de le faire le syndicat de la métallurgie allemand pour la baisse de la durée du travail. C'est ce qu'avait compris depuis longtemps un syndicat comme la CGT-FO, mais son problème actuel est de diriger par le haut des organismes paritaires devenus tendanciellement obsolètes. C'est ce qu'a compris aussi la CFDT depuis son recentrage et la ligne initiée par Nicole Notat. Prendre en compte la crise du travail et du salariat et donc la nécessaire réforme de la Sécurité Sociale (financement par l'impôt, CMU, etc.), la réforme du contrat de travail pour assurer la flexisécurité, tout ça n'a pas besoin de passer par la mise en scène syndicale (type CGT) de la conflictualité de classe. On peut en faire l'économie. C'est du moins ce que pense Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale quand il déclare au journal *Le Figaro*, (19 mars 2018) : « On n'a pas besoin de grève en France ».

Le conflit est donc mis hors-jeu et la médiation n'a plus lieu d'être ou, plus exactement, la médiation se fait médiateur, gestionnaire d'intermédiaires, et tout conflit est perçu comme résultant d'un défaut de communication dans une société capitalisée qui se conforme au modèle du réseau impulsé par les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Certes, certaines grèves comme celle dans les EPHAD semblent dures parce que longues et relativement médiatisées, mais il est difficile de mesurer leur impact effectif, car se déclarer en grève ne signifie pas forcément bloquer le fonctionnement de l'institution. En effet, ce blocage nécessite un dépasse-

ment de fonction contredisant justement l'éthique du travail qui accompagne l'idée de service public ou diverses formes de "travail social".

À la SNCF, la ligne de démarcation semble passer entre une base qui pousserait à la grève reconductible coup de force et des syndicats qui penchent pour une grève perlée plus économe financièrement, moins bloquante, mais plus désorganisatrice peut être dans la mesure où elle rendra plus difficile la réquisition des cadres et des « jaunes ». Mais l'essentiel ne nous paraît pas être cette opposition si elle est prise comme opposition entre deux positions de principe, mais plutôt de savoir comment le rapport de force sur le terrain détermine ce qui pourrait rendre ces actions à la fois offensives et effectives. Indépendamment des présupposés politiques qui peuvent opposer d'une part, des militants prêts à prendre des positions maximalistes et de l'autre des syndicats tenus par la nécessité de ne pas élaborer de stratégie en dehors du cadre de la recherche d'une négociation, c'est bien la volonté d'aller à la bagarre qui doit être le critère de vérité de la stratégie de lutte à adopter. C'est-à-dire qu'avant même de parler en termes de rapport de forces, il faut recenser et apprécier comment le mécontentement se transforme de la récrimination en colère ou révolte ; en force, avant même d'apprécier le rapport de forces et donc la conduite à suivre.

Temps Critiques, le 22 mars 2018

IMMIGRATION ET SALAIRES : UN RETOUR INATTENDU

Jacques Wajnsztein

AL'HEURE OÙ LES LUTTES PARTICULARISTES CONTRE TOUTES LES discriminations viennent se substituer, dans une perspective post-moderne, aux anciennes luttes universalistes pour l'égalité, il est curieux de voir resurgir une polémique à l'ancienne sur la détermination du salaire alors que semblent dominer les interrogations autour de la distribution des revenus (partage des richesses, revenu garanti). Ainsi, l'article « Immigration contre salaires : une vision partielle et biaisée », de Romaric Godin du 26 septembre 2018 pour *L'Obs*, se présente comme une réponse à la thèse de Djordje Kuzmanovic, qui au sein de la France insoumise, défend l'idée que « le capital se constitue une armée de réserve¹. Lorsqu'il est possible de mal payer des travailleurs sans-papiers, il y a une pression à la baisse des salaires » et de conclure, sans doute pour légitimer, à gauche, son intervention, qu'il se livre à une « analyse purement marxiste ».

Or, comme le dit Romaric Godin, se poser la question du rapport entre immigration et niveau de salaires est « une vision partielle et biaisée ».

Néanmoins, à peine le problème posé, Godin semble conclure en disant qu'un tel « positionnement ne semble pas répondre au défi de l'ordre néolibéral ». Sa phrase est pour le moins ambiguë puisque le but des analyses marxistes n'est pas, en principe, de correspondre au credo libéral. Voyons cela de plus près.

Godin semble ainsi faire endosser au marxisme ce qui relève plutôt de la théorie néo-classique standard qui considère que toutes les conditions de la concurrence parfaite sont remplies et tout particulièrement qu'il n'existerait qu'un seul marché du travail sur lequel transiteraient des forces de travail

1 – Idée qui, aujourd'hui, semble commune à tous les souverainistes, qu'ils soient de droite (cf. Alain de Benoist qui titre dans un article du n° 139 de sa revue *Éléments*: « L'immigration, armée de réserve du capital ») ou de gauche.

strictement substituables et dans des conditions optimales de flexibilité des postes de travail et des salaires.

Nous savons que ces conditions sont loin d'être remplies et surtout en France pour ce qui est de la dernière dans la mesure où le droit du travail résiste encore à une déréglementation initiée par la gauche socialiste dès les années quatre-vingt (Rocard) avec la création des contrats à durée déterminée (CDD), alors que le contrat de travail de droit commun était à durée indéterminée (CDI). De la même façon, il nous paraît très discutable de réduire l'analyse marxiste sur le salaire à une question d'offre et de demande puisque, pour elle, celle-ci n'intervient qu'à la marge pour le faire osciller autour du coût de reproduction de la force de travail à un moment et un lieu donnés. Il est vrai que s'appuyant sur Ricardo et la loi d'airain des salaires, l'augmentation d'une force de travail d'origine démographique pourrait jouer à la baisse sur les salaires dans le cas d'emplois substituables. Et c'est d'ailleurs Marx (1847) qui a fait de l'idée « d'armée industrielle de réserve » un concept opératoire pour rendre compte de l'exploitation. Il le réutilisera par la suite dans le chapitre 25 du volume I du *Capital*^P). Marx y détaille ce

2 – « Tous les mouvements généraux des salaires sont réglés par la dilatation et la contraction de l'armée industrielle de réserve ». Engels et Marx rédigeront d'ailleurs le programme du parti socialiste ouvrier de Jules Guesde et de Paul Lafargue dans les années 1880 dans lequel le patronat est vilipendé parce qu'il « puise dans le réservoir des crèves la faim de Belgique, d'Italie, d'Allemagne — et de Chine au besoin — les bras dont il a besoin pour avilir le prix de la main-d'œuvre et affamer ses compatriotes ». Jaurès reprendra cet argumentaire en 1894, mais sans faire appel à des mesures de fermeture des frontières. Pour lui: « il faut substituer l'Internationale du bien-être à l'Internationale de la misère » et les socialistes de l'époque demandent la mise en place d'un salaire minimum dans les secteurs d'activité où il y a beaucoup d'immigrés. On voit ici la différence avec la situation actuelle qui fixerait, comme en Allemagne (elle vient d'adopter un système de salaire minimum) un salaire migrant au-dessous du salaire minimum. En dehors des arguments économiques utilisés par les socialistes, il faut dire qu'un facteur plus directement politique a eu son rôle avec le passage de l'internationalisme des sections de la Première Internationale, à la constitution de partis politiques nationaux au sein de la seconde Internationale. Le problème dépassait donc nettement celui de l'immigration comme le montre la catastrophe qu'a pu constituer la guerre de 1914-18 pour l'internationalisme prolétarien. Quant à Lénine, il y était plutôt favorable politiquement (cf. « Le capitalisme et

phénomène de la concurrence entre ouvriers « nationaux » et immigrés pour ce qui est des ouvriers irlandais en Angleterre. et ses remarques sont extrêmement riches d'enseignement: « À cause de la concentration croissante de la propriété de la terre, l'Irlande envoie son surplus de population vers le marché du travail anglais, et fait baisser ainsi les salaires, et dégrade la condition morale et matérielle de la classe ouvrière anglaise ».

Comme le dit Bruno Amable dans son article: « Migrations et salaires, une question politique », in *Libération* du 4 septembre 2018, « toute l'histoire du mouvement ouvrier s'écrit contre les migrations parce que l'internationalisme n'est qu'une idée qui, même et surtout dans le marxisme, ne peut lutter contre l'intérêt de classe ». Surtout dans le marxisme dit-il à juste titre, parce que c'est sur cet intérêt de classe qu'un matérialisme déterministe a réduit son concept de conscience de classe. C'est comme si la classe pour soi du Marx hégélien (la classe de la fin des classes et du communisme) s'était retrouvée complètement subsumée sous la classe en soi, celle de l'immédiateté de l'ouvrier concret.

Dans cette question de l'impact de l'immigration sur les salaires, il faut distinguer les niveaux d'analyse. Si on se place du côté de l'hyper capitalisme ou capitalisme du sommet (le niveau I dans le vocabulaire conceptuel de *Temps critiques*), il a intérêt à une libre circulation de main-d'œuvre parallèlement à la libre circulation des marchandises et c'est cohérent avec la théorie de la concurrence parfaite chez les néo-classiques. À ce niveau-là, il y a bien une pression à la baisse sur les salaires comme sur le prix des marchandises en général, mais cela ne doit pas être pris comme une volonté effective et politique de pression sur les salaires. Le capitalisme du sommet ne raisonne pas comme l'entrepreneur individuel. Ce qui lui importe c'est de créer les conditions propices à la dynamique du capital et donc actuellement la mobilité de

l'immigration des ouvriers», *Œuvres*, Moscou, tome 19, mais c'était dans l'optique progressiste d'une extension positive de la société capitaliste au monde entier contre toutes les résistances des contrées retardataires et de leurs valeurs localistes. Un point d'autant plus important pour lui que les nouveaux immigrés n'étaient plus essentiellement européens. Balibar complètera ce genre de prévisionnisme progressiste en saluant, en 1973, dans les colonnes de *L'Humanité*, la nouvelle forme supérieure de l'internationalisme qui naîtrait des derniers développements de l'impérialisme.

tous les facteurs de production va être privilégiée. D'ailleurs, si on se fie aux statistiques, les travailleurs immigrés sont de moins en moins nombreux, proportionnellement, dans l'industrie par rapport aux travailleurs d'origine française (13 contre 15 %) ce qui s'explique par une automatisation des postes de travail les moins qualifiés qui étaient ceux occupés principalement par ces travailleurs (par exemple maghrébins dans l'automobile). De même les PME industrielles qui résistent, à l'écart des grandes agglomérations, sont celles qui employaient et continuent d'employer le moins de travailleurs immigrés alors que ce sont elles qui sont le plus créatrices d'emploi. Pour l'ensemble de ces deux cas, on ne voit donc pas de quelle pression à la baisse il pourrait s'agir ! On peut même dire, *a contrario* que l'automatisation industrielle, y compris dans certains services-usines comme les hypermarchés ont unifié les conditions ouvrières et salariales³.

Il en est de même quand la Commission européenne bataille pour l'égalité de l'accès aux fonctions et des salaires hommes/femmes à travail égal quand l'entrepreneur individuel n'y voit qu'une contrainte contre-productive à partir de son calcul micro-économique sur la productivité marginale et la « valeur » de la force de travail féminine. La Commission européenne n'est donc pas plus féministe qu'elle n'est immigrationniste. Il n'empêche qu'elle fait des choix qui assurent la plus grande fluidité possible.

Néanmoins, de la même façon que dans le capitalisme tous les prix ne sont pas des prix de marché et que nombreux sont ceux qui sont « administrés » ou des prix de monopole, il n'y a pas un prix de marché de la force de travail, d'abord parce que la force de travail n'est pas une marchandise, mais une « quasi-marchandise ». En effet si on cherche à comprendre vraiment ce que disait Marx (la force de travail n'a pas été produite); et que son prix dépend d'autres facteurs, d'abord du niveau de lutte de classes comme l'ont bien mis en avant les opéraïstes italiens avec la théorie du salaire comme variable indépendante qui a trouvé son application dans les luttes des années 70 avec la revendication du salaire politique et ensuite du mode de reproduction du rapport social à un moment donné. Ainsi, dans le mode de régulation fordiste, dans sa forme française, État, patronat et syndicats ouvriers se concer-

3 – Nous laissons ici de côté, les transformations induites par les nouvelles organisations de la distribution opérées par des entreprises comme Amazon.

taient pour fixer des cadres à l'organisation du salariat (SMIG, accords interprofessionnels). Il ne faut pas oublier que ce mode de régulation appuyé au niveau économique sur les thèses keynésiennes du circuit vertueux de l'investissement/consommation/croissance était conçu dans un cadre national et dans un circuit fermé qui était une réponse à la crise économique, mais aussi aux économies fermées du fascisme et du stalinisme. Il n'y avait donc pas de raison qu'il y ait de conflit majeur entre les exigences du capitalisme du sommet et celles du capitalisme national puisque le premier s'était mis en veilleuse avec le déclin des échanges internationaux et des politiques globalement protectionnistes, qu'elles viennent de l'application des thèses de Keynes (*new deal* de Roosevelt) ou des nationalismes fascistes et nazi ou encore de l'URSS stalinienne.

Il n'en est évidemment pas de même avec le mouvement de globalisation/mondialisation d'aujourd'hui. Au niveau II qui est celui où interviennent les États nationaux, ce qui doit être géré c'est l'ordre social intérieur, d'où les restrictions sur la liberté de circulation des personnes prônée par le niveau I, y compris quand celui-ci intègre un échelon international comme dans le cas de la Communauté européenne. Prenons tout d'abord l'exemple du système de protection sociale à la française. Il n'est viable économiquement et au niveau des principes (il repose sur l'hypothèse de centralité du travail et non sur celui, restrictif de la nationalité) que si l'immigration principale est une immigration du travail employable immédiatement, c'est-à-dire quand la demande de travail évolue globalement en parallèle avec l'offre de travail, la première étant la déterminante de la seconde. Dans ce cas il n'y a pas formation d'une armée industrielle de réserve qui pèserait vraiment sur le niveau de salaire. Le « plombier polonais » ne fait que combler le manque de plombiers français ou anglais dû au fait d'une excessive dévalorisation du travail manuel. On a affaire ici à la création artificielle, par le patronat, d'une situation de pénurie par une politique de dures conditions de travail et de salaires bas⁴. Il en est de même dans le BTP, l'hôtellerie-restauration, les ser-

4 – La mise en place des 35 heures a constitué un contre-feu à cette tendance et elle représentait un souhait de l'UAP, le syndicat des artisans qui peine à trouver des salariés jeunes dans son secteur. Preuve que le patronat ne parle pas d'une seule voie, que ce soit sur la question du chômage ou de l'immigration.

vices aux personnes, c'est-à-dire dans tous les secteurs où le type de travail est dévalorisé parce qu'il est manuel ou jugé dégradant ou mal rémunéré ou encore offrant peu de perspective de promotion. Et ce n'est que dans un deuxième temps que cela peut influencer sur le salaire du plombier local et de l'ensemble des plombiers (les enquêtes constatent une annulation des effets sur salaire à moyen terme). Par ailleurs, aujourd'hui le problème principal n'est pas celui du salaire, mais celui du statut car de plus en plus de formes de travail apparaissent puis se développent à la marge du salariat (ubérisation du travail, « travailleurs détachés », travailleurs clandestins, etc.) et c'est peut être cela qui a aujourd'hui l'impact le plus fort, mais indirect, sur les salaires par la multiplication et la segmentation des marchés du travail. J'en veux pour preuve l'intervention récente de Martinez le leader de la CGT qui prend le contre-pied de certaines analyses en provenance de la France Insoumise. En effet, non seulement il en appelle à la fraternité ouvrière, mais au fait qu'il faut redonner force à la classe par une unité à reconstruire que le capital s'évertue à détruire⁵. Les immigrés étant, pour lui, (car bien sûr, ils ne sont pas tous des « travailleurs », loin de là) essentiellement des travailleurs, il ne faut donc pas craindre l'augmentation de leur nombre et il faut qu'ils soient reconnus comme tels. Le travail clandestin doit être combattu par la légalisation des travailleurs sans-papiers, car c'est le fait qu'ils soient sans papier qui joue à la baisse des salaires des autres du secteur et surtout à leur remplacement (effet de substitution⁶).

5 – Il dénonce les « contre-vérités » opposant « de manière caricaturale “main-d'œuvre étrangère” et “main d'œuvre nationale” ». Le discours nationaliste visant à opposer travailleurs français et travailleurs immigrés est une vieille recette d'extrême droite. » (cité in *Le Monde* du 6 octobre 2018).

6 – C'est remarquable par rapport aux positions traditionnelles et historiques de la CGT, par exemple, dans les années 1930 : « La fraternité ouvrière doit fléchir au profit des travailleurs nationaux ». Qui a dit que la « préférence nationale » avait été inventée par Le Pen ? Et seule la CGTU, qui comprenait encore nombre de syndicalistes révolutionnaires, soutenait une idée d'égalité des salaires entre ouvriers français et ouvriers « étrangers » (le terme d'immigré n'était pas encore employé et celui d'étranger distinguait en fait ceux provenant de pays européens de ceux venant de l'empire colonial. Le PCF et la CGTU, quant à eux soutiennent la libre circulation jusqu'au moment du Front populaire où le PCF s'aligne sur la SFIO.

Cette moindre importance du niveau de salaire par rapport au statut était déjà très présente avec le développement du travail intérimaire. Dans cette forme, très couteuse pour le patronat, le but recherché est celui de la flexibilité et de la mobilité, y compris dans des formes de travail qualifié comme dans le BTP, d'où le développement de la sous-traitance dans le cadre de l'externalisation des activités d'entretien et de nettoyage dans lesquelles la présence de travailleurs immigrés est forte.

Un second exemple, à l'étranger cette fois, nous est fourni par la politique menée par le gouvernement d'Angela Merkel en Allemagne. Dans un premier temps, à l'époque où elle arrive au pouvoir, elle était fermement opposée à une ouverture totale des frontières, puis elle s'est déclarée favorable à l'ouverture maximale des frontières à partir du moment où le problème n'était plus seulement celui de l'immigration, mais s'étendait aux réfugiés. Sa position était à ce point stupéfiante pour tout l'éventail de la critique de gauche, que cette dernière a tout de suite fait valoir, qu'il ne fallait pas se tromper ; il y avait derrière cette position que deux explications possibles, la première de peser sur les salaires allemands à la baisse, la seconde de résoudre le problème du déficit démographique allemand.

C'est par exemple la position de la revue allemande *Wildcat* (source : *Échanges*, n° 163, printemps 2018) qui, tout en affirmant que le patronat allemand recherche des travailleurs qualifiés (c'est le titre de l'article dans le n° 101 de l'hiver 2017-18), les besoins se font surtout pressants dans de nombreux métiers non qualifiés. Dans un marché dérégulé on serait passé de la pratique des *Gastarbeiter* (travailleurs invités), principalement en provenance de Turquie, à une immigration en quelque sorte non invitée et plus massive comme moyen de pression du patronat pour tirer les salaires vers le bas, ce qui expliquerait ce paradoxe actuel d'un taux de chômage bas sans augmentation des salaires. Cette revue allemande ne semble pas tenir compte de l'inessentialisation de la force de travail dans le procès de valorisation capitaliste pour expliquer la tendance dure à sa dévalorisation (idéologique et monétaire), une tendance que les lois Hartz sont venues confirmer sans que la question des immigrés y soit centrale ou motrice. De la même façon, elle ne tient pas compte du fait qu'on est passé progressivement d'une immigration de travail à une immigration de population (on passe de l'immigration à des migrations), tendance accrue par l'afflux de « réfugiés ».

Cette non-prise en compte d'un phénomène nouveau apparaît bien dans le fait que si *Wildcat* mentionne bien l'ancienne situation de *Gastarbeiter*, elle n'en tire aucune conclusion sur ce que cela indique comme transformation. Elle ne mentionne pas non plus le changement de la loi allemande sur le droit du sang qui devient droit du sol. Par ce fait, elle prend acte du fait qu'il n'y a plus d'immigration conjoncturelle avant « le retour ». Cette caractéristique nouvelle montre que là encore, il n'y a pas un « plan du capital » unique qui imposerait sa loi puisque l'exemple allemand s'oppose à celui qui semble s'imposer dans les rapports entre les États-Unis et le Mexique avec, si on en croît Saskia Sassen (*The Mobility of Labor and Capital*) l'institutionnalisation d'une immigration tournante⁷. Dans cette mesure, tout le discours sur la nécessité de faire pression sur les salaires tombe à l'eau. À la limite, il vaudrait mieux employer l'argument démographique, mais il est moins pédagogique dans la perspective « ouvriériste » qui est celle de *Wildcat*.

La révolution du capital implique certes l'ouverture des frontières et la libre circulation en tant qu'option stratégique, mais il n'y a pas forcément une seule voie pour y parvenir. En fait et sans lui ôter ce qu'elle doit à un brin d'émotion humanitaire primaire puisqu'il s'agissait, depuis quelques années, de « réfugiés » plus que « d'immigrés », on peut analyser cette première

7—L'interprétation qu'en fait Charles Reeves dans son article: « L'immigré et la loi de la population dans le capitalisme moderne » (in la revue *L'Oiseau-temps*, automne 1997) paraît assez discutable. Dire comme il le fait que l'immigration passerait d'une immigration stable à une immigration précaire m'apparaît très arbitraire si on considère la situation de l'immigration dans ses plus grosses périodes. Tout d'abord, dans les années 1930; les travailleurs polonais en France vont être particulièrement victimes de la crise économique et massivement et violemment renvoyés dans leur pays à bord de trains affrétés par l'État; ensuite, si on considère celle des années 1960-70, le regroupement familial n'existait pas encore en France et les immigrés y étaient vus comme « de passage » et d'ailleurs se pensaient souvent comme tels. Une situation encore plus claire en RFA où les turcs n'avaient aucune possibilité d'accéder à la nationalité. Pour qu'un discours critique redevienne audible, sans espérer qu'il puisse être crédible, il faudrait quand même arrêter de le passer à la moulinette idéologique. Il serait plus juste de dire, comme le fait la revue *Théorie Communiste* dans son n° 26 de mai 2018 que « Ce n'est pas l'arrivée de main-d'œuvre étrangère "clandestine" qui dérègle le marché du travail, c'est la dérèglementation qui est le moyen le plus sûr d'attirer la main-d'œuvre étrangère » (p.68).

position comme une expression immédiate des intérêts bien compris de l'hypercapitalisme du sommet dont A. Merkel représente une brillante élève persuadée du rôle central de l'Allemagne au sein de cette aire particulière de la domination capitaliste que représente l'Europe. Non pas une « forte-resse » comme le clament encore les mêmes critiques de gauche, mais le plus grand marché de consommation du monde. Mais dans un second temps, devant la dégradation de la situation sociale et politique en Allemagne même, avec l'accroissement de popularité d'un parti politique souverainiste de droite à peu près présentable et une dissociation de la CSU pourtant alliée traditionnelle de la CDU, le gouvernement Merkel a dû changer son fusil d'épaule et revenir à une conception plus raisonnable (la raison de l'État au niveau II de la domination) et donc plus restrictive et soumise à condition, de l'ouverture des frontières. L'État allemand avait pourtant tenté de satisfaire le capitalisme du sommet en changeant son code de la nationalité qui reposait sur le droit du sang et privait ainsi la déjà ancienne immigration turque du moindre droit national/ citoyen pendant longtemps⁸.

8 – Situation qui continue à se dégrader avec les dernières manifestations à Chemnitz et une sorte de scission au sein de *Die Linke* avec le développement d'un groupe souverainiste de gauche proche de la France Insoumise. Voici la déclaration principale de sa leader, Sarah Wagenknecht: « *Chers camarades, nous sommes également d'accord pour dire que les guerres sont une cause majeure des mouvements de migration mondiaux. Et nous convenons que les personnes persécutées doivent se voir accorder l'asile. Je suis fière que le groupe parlementaire au Bundestag ait voté contre tout durcissement de la loi sur l'asile et qu'il continuera à le faire. [...] Et nous sommes également d'accord sur le fait que les réfugiés de guerre doivent être aidés. [...] Ce dont nous discutons, c'est de savoir si un monde sans frontières dans des conditions capitalistes peut vraiment être une revendication de gauche. [...] Nous défendons le droit des pays pauvres de défendre et de protéger leurs marchés, leurs économies, avec des tarifs douaniers contre nos exportations agricoles. Mais cela signifie aussi fixer des limites à la libre circulation des marchandises. Nous exigeons un contrôle des capitaux pour empêcher les spéculateurs financiers de décider des devises, des taux d'intérêt et du sort d'économies entières. C'est pourquoi nous voulons bien entendu fixer des limites à la libre circulation des capitaux. Oui, beaucoup d'entre nous sont probablement d'avis qu'il est irresponsable d'éloigner les pays pauvres de leurs spécialistes qualifiés parce que la pauvreté et la misère sur le terrain ne font qu'augmenter. Oui, nous discutons de la question de savoir s'il devrait y avoir des limites pour la*

Si on revient à la théorie, Godin nous indique que l'armée industrielle de réserve ne constitue pas une stratégie consciente du capital, mais son mouvement quasi naturel d'accumulation qui le porte à substituer de plus en plus de travail mort (le capital fixe) au travail vivant. Cette surpopulation relative qui en résulte est indépendante de la question démographique et donc du niveau d'immigration nous dit-il. Certes, cette substitution capital/travail crée une surpopulation relative, mais qui tend à devenir absolue dans la mesure où c'est la force de travail qui devient inessentielle au point que la question qui se pose n'est pas celle de l'armée industrielle de réserve (de réserve pour quoi ?), mais celle du revenu garanti pour les surnuméraires, au moins dans les pays occidentaux. C'est en cela que contrairement à ce que dit *Wildcat* dans le texte « l'émergence d'une classe ouvrière mondiale », il n'y a pas de classe ouvrière mondiale parce que ce type de mesure qui relève de la gestion étatique du niveau II n'est viable, du point de vue capitaliste, que sur la base d'une limitation de l'immigration ou d'un tri sélectif. Cette revue qui reprend implicitement et parfois explicitement la notion opératoire de « composition de classe » se retrouve dans la contradiction qui est de constater le fractionnement de la classe à partir de sa précarisation toujours plus grande et donc de ne voir son unité qu'à partir d'un fractionnement encore plus grand sur cette dernière base qui serait finalement la condition de son

*migration de main-d'œuvre et, si tel est le cas, quelles sont-elles. Mais pourquoi ne pouvons-nous pas le faire objectivement, sans diffamation? Le politicien de gauche Bernie Sanders a également une opinion très tranchante à ce sujet. Je cite Bernie Sanders: "Ouvrir les frontières. Non. C'est une suggestion des frères Koch." Ce sont de grands industriels avec 40 milliards d'actifs. Je cite Bernie Sanders: "Ce que la droite aime dans ce pays, c'est une politique d'ouverture des frontières. Amenez beaucoup de gens qui travaillent pour deux ou trois dollars de l'heure. Ce serait formidable pour eux. Je n'y crois pas. Je crois que nous devons travailler avec le reste des pays industriels pour lutter contre la pauvreté dans le monde. Mais nous ne pouvons pas le faire en appauvrissant la population de ce pays"». Ce à quoi s'attaque Wagenknecht c'est à la supposée incohérence des altermondialistes/écologistes allemands qui veulent d'un côté des limitations à la libre circulation des capitaux et des flux financiers et de l'autre se montrent favorables au *No Border* pour les personnes. Les souverainistes de droite et de gauche sont en fait incapables de faire la différence entre un mécanisme économique et un droit inaliénable de la personne de libre circulation.*

unité mondiale aujourd'hui. Une fois de plus un groupe « ultra gauche » souhaite le triomphe absolu de la dynamique du capital pour asseoir les possibilités de la révolution comme si l'expérience historique ne servait à rien. Le modèle est inversé : la classe ouvrière stable des pays occidentaux dominants ne serait plus qu'une fraction résiduelle de la classe ouvrière mondiale. C'est reproduire la même erreur, mais à une échelle internationale que celle de Negri avec son ouvrier-social en Italie. Les grèves et les émeutes se rencontrent rarement et même on peut dire qu'elles s'opposent (cf. la brochure d'*Échanges: Like a Summer With a Thousand Julys* de juillet 1986). Faire porter ses espoirs sur des travailleurs migrants servant de passerelle entre les différentes fractions, c'est confondre la situation actuelle reposant sur la déqualification individuelle avec celle de l'époque des ouvriers de métier itinérants du XIX^e siècle. *Wildcat* reste enfermé dans la perspective de l'affirmation de la classe, d'où la nécessité de chercher son avant-garde subjective et les conditions objectives de son unité. *Wildcat* ne comprend pas le passage du prolétaire-individu à l'individu-prolétaire. Sa théorie s'exprime dans le cadre traditionnel de la subsumption de l'individu dans sa classe. Les conditions préalables doivent donc être réunies.

Mais cela n'empêche pas l'existence et le développement de multiples activités de services qui ne sont pas automatisables à outrance et qui, on l'a vu, ne font pas l'objet d'une ruée de la main-d'œuvre en leur direction du fait des mauvaises conditions de travail. Dans ces secteurs, l'immigration joue encore un rôle de pourvoyeur de main-d'œuvre à bon marché du fait de la féminisation plus grande de la force de travail immigrée qui trouve son débouché dans les services (hôtellerie, nettoyage), mais à bas prix.

Ce qui est en jeu alors, au niveau du salaire, c'est la réglementation sociale. Dans un pays comme la France où la rigidité salariale est encore la norme, malgré les efforts contraires de la loi-travail El Khomri, l'effet est de peu d'importance à partir du moment où le salarié n'est pas sans papiers. Ce n'est évidemment pas le cas en Angleterre ou en Allemagne où il y a eu dernièrement des propositions parlementaires pour un salaire-migrant à 80 centimes de l'heure afin de faciliter l'intégration par le travail. Mais même dans ce cas-là, on ne peut pas dire qu'il y a un effet baisse des salaires, car le même poste occupé par un salarié non-migrant ne sera pas rétribué au salaire migrant. L'effet pourra par contre être reporté dans le temps si un secteur devenant

une sorte de domaine réservé aux migrants, le salaire migrant devient la norme du secteur même pour un non-migrant.

C'est peut-être en cela que réside la crainte des souverainistes de gauche. Entérinant peu ou prou la tendance vers la flexibilisation, vu le rapport de force actuel et la défaite contre la loi-travail, ils perçoivent la possibilité d'une égalisation des conditions par le bas⁹.

Mais revenons aux effets actuels des nouvelles technologies. Elles conduisent à des dizaines de milliers de réductions d'emplois (par exemple dans la grande distribution) à cause des commandes sur le net en croissance exponentielle sans que la question du niveau d'immigration intervienne. D'autre part les délocalisations nées du procès de globalisation/mondialisation font que ce n'est pas seulement le facteur travail qui bouge, mais le capital aussi. C'est un point relativement nouveau car dans les analyses du fonctionnement du capitalisme et particulièrement au début du XIX^e siècle, la théorie économique a plutôt eu tendance (*via* Smith, Ricardo et les théories des avantages absolus et relatifs) à penser que le capital matériel constitue une immobilisation (le « capital fixe » des économistes) et que les hommes en sont sa part mobile (« variable » dira Marx). Il s'ensuit une division internationale du travail qui privilégie les transferts de force de travail par rapport aux transferts de capital et inscrit donc l'immigration non pas comme une question ou un problème, mais comme une donnée fondamentale et quasi naturelle du dynamisme des échanges. Mais comme cela se situe dans le cadre d'un procès de production qui reste peu capitalistique, c'est-à-dire majoritairement consommateur de main-d'œuvre plus que de capital, les vagues successives d'immigration peuvent fournir une force de travail abondante et bon marché, mais dans une concurrence qui se fait entre immigrés. Il n'y avait

9 – Mélenchon a refusé de signer l'appel de *Mediapart*, *Politis* et *Regards* pour un accueil des migrants. « Je ne suis pas d'accord pour faire comme si l'immigration était quelque chose de naturel, de désirable, de souhaitable ». Il ne semble pas envisager que l'immigration soit « naturelle » à la dynamique du capital et pas seulement au désir de découvrir d'autres espaces et cultures. Charlotte Girard de FI en rajoute une couche : « Dire que [les vagues d'immigration] peuvent peser à la baisse sur les salaires et profiter au patronat n'est pas un raisonnement complètement absurde. Ce n'est pas une vue de l'esprit » (cité dans le journal *Le Monde* du 6 octobre 2018).

guère que la première vague qui venait concurrencer les travailleurs autochtones pauvres et peu qualifiés.

Il n'en est rien aujourd'hui. En effet, avec la révolution du capital qui s'amorce dès le début des années 1980, la tendance s'inverse. Le capital fixe se met à circuler facilement à travers des marchés mondiaux ouverts à des grands ensembles économiques (les investissements directs à l'étranger et les délocalisations) et les possibilités d'emploi sur place de populations qui étaient restées à l'écart de la capitalisation du monde se font plus grandes (« quatre dragons », « tigres », « pays émergents ») et les flux d'immigration économique se tassent, car la source de la demande tend à changer avec une capitalisation du monde qui ne laisse plus guère d'espace exploitable même si elle laisse beaucoup de monde au bord de la route. La tendance à la surpopulation relative dans les pays capitalistes avancés n'est plus alors constitutive d'une armée industrielle de réserve ; elle tend à devenir une surpopulation absolue en dehors donc de tout rapport au travail. C'est particulièrement net aux États-Unis avec ses deux millions d'emprisonnées et une part de plus en plus importante d'individus en âge de travailler, mais qui ne travaillent pas ou, en tous cas, ne sont pas enregistrés comme en recherche de travail. Les clandestins mexicains ne vont alors pas faire baisser les salaires de ces non-ouvriers qui forment une grande partie des ghettos des grandes villes américaines. Ils se substituent subrepticement à une population qui, pour x raisons est devenue inemployable... dans les conditions américaines légales et les régularisations massives de sans-papiers comme en 1986 ne changent pas la donne. Quant aux relocalisations d'entreprises, elles ne concernent encore que des productions de niche nécessitant un personnel qualifié et moins nombreux.

Les forces dominantes du capital (celle du capitalisme du sommet) ne sont certes plus keynésiennes mais elles continuent à penser en termes stratégiques (militaro-politiques comme par exemple le montre les politiques au Moyen-Orient qui ne cherchent plus à s'appropriier directement les sources d'énergie, mais seulement à contrôler le flux tendu de leur production/circulation) et macro-économiques à moyen ou long terme, même si les ressorts des politiques ne sont plus les mêmes que pendant la période précédente.

Godin semble en être conscient quand il change de registre en passant à une analyse, en termes certes culturels, mais qui se rapproche de ce que j'ai dit sur

la gestion du niveau II par l'État et les institutions nationales : « Du reste, les projets mondialistes des néo-libéraux incluent un “double gouvernement” : un mondial gérant l'économie, l'autre local, gérant les questions de sécurité et de culture ». Godin distingue bien deux niveaux, mais il ne les comprend pas dans leur articulation puisqu'il les voit comme des champs séparés. Ainsi, le niveau I dominerait parce que c'est le champ de l'économie » (et je pense qu'il ne faudrait pas le pousser bien fort pour qu'il avoue que ce champ est lui-même dominé par la finance) et le niveau II serait le champ de la culture ! Comme si, d'après lui l'*American way of life*, l'internet, les productions artistiques américaines étaient de l'ordre du niveau II !

En établissant un signe égal entre Trump et ses prédécesseurs (surtout Obama, candidat de la mondialisation heureuse) il refuse de tenir compte du fait que les industries américaines de pointe (que ce soit GM, les GAFAs ou Nike) et la finance ont soutenu Hilary Clinton et non Trump. Que *Wall Street* ait ensuite été dynamisé par son élection est une réalité, mais purement conjoncturelle. Si Trump peut provoquer un conflit entre niveau II et niveau I, c'est uniquement parce qu'il représente la grande puissance qui peut tenter d'élever sa souveraineté au niveau I comme il tente de le faire en sabotant les mesures préconisées sur le climat ou le libre développement des échanges commerciaux. Ce n'est évidemment pas le cas de la Grèce, ni même de l'Angleterre (voir les problèmes liés au *Brexit*).

Si la communauté européenne a insisté sur la libre circulation des biens, services et personnes, mais ne l'a rendue illimitée qu'au sein de l'UE, c'est-à-dire entre ressortissants, c'est que le projet était d'associer circulation des hommes et citoyenneté, un projet « droit-de-l'homme » plus que réactionnaire ou conservateur qui n'avait pas pour fonction d'accueillir les personnes sans papiers ou les réfugiés des guerres lointaines qui, pour la plupart, ne font pas pression directement sur les salaires puisqu'ils n'en ont pas. Ils font un peu plus pression au niveau d'une demande spécifique de travail, aux frontières de la légalité et de la clandestinité. C'est d'ailleurs pour cela que Martinez demande leur régularisation censée renforcer l'unité des travailleurs alors que la situation actuelle pousse au développement des réflexes populistes. En effet, la personne dont l'immigration est très récente est maintenant faussement vue comme celle qui ne travaille pas parce qu'elle est souvent confondue avec des personnes issues de l'immigration ancienne et qui ont des diffi-

cultés à trouver du travail ou à s'insérer dans le monde du travail, parce qu'elles en font la critique consciente ou non (refus d'accepter n'importe quel travail), alors qu'il y a quarante ans elle était principalement perçue comme travailleur (immigré).

C'est ce changement de perception qui engendre le discours sécuritaire de tous les souverainistes qui pleurent la perte des anciennes valeurs du travail et de l'ordre. Il est venu relayer l'ancien discours du FN d'origine sur les immigrés « qui viennent nous prendre notre travail ». C'est aussi pour cette raison que la bataille apparaît culturelle ou civilisationnelle. Ce n'est pas le mexicain ou le malien qui cherchent un travail qui font peur, c'est le jeune afro-américain ou le latino des ghettos, le gars de banlieue qui rouille ou deal et qui peuvent même se prévaloir de la nationalité américaine ou française.

Il s'est produit un glissement entre la période des années soixante-soixante-dix où il y avait une demande encore forte en travailleurs immigrés de la part du patronat et la période suivante qui est celle de la mondialisation/globalisation, des délocalisations et de la substitution capital/travail. Ce point est fortement perturbateur pour l'analyse en niveaux que nous préconisons. En effet, dans les années soixante l'embauche des immigrés était le fait des grandes entreprises qui sont assez représentatives de la domination de niveau I ; mais aujourd'hui, elles n'embauchent plus guère et ce sont les petites ou moyennes entreprises qui créent des emplois et utilisent de la main-d'œuvre peu qualifiée et souvent d'origine immigrée. Or, ce sont les patrons de ces entreprises, comme en Italie où c'est le plus marquant, qui, paradoxalement, s'opposent politiquement à l'ouverture des frontières, font preuve de xénophobie et soutiennent les gouvernements ou partis populistes/souverainistes ! D'où le fait que la politique du capital ne soit pas un long fleuve tranquille et ne marche pas d'un seul pas car le niveau I doit composer avec diverses forces agissant au niveau II.

Ce processus, en restructurant a minima, c'est-à-dire sur la base d'une reproduction rétrécie (la capitalisation l'emporte sur l'accumulation) dans les pays-centre du capital et en déstructurant a maxima les pays qui étaient jusque-là restés à leur périphérie, a provoqué de gigantesques brassages de population en dehors de toute nécessité en termes traditionnels de besoin en main-d'œuvre. Des pays comme l'Espagne et l'Italie se sont ainsi retrouvés, contre toute attente, dans une situation complètement inversée du point de

vue de leur tradition migratoire. Ce qui put être salué dans un premier temps par le pouvoir, vu une baisse vertigineuse du taux de renouvellement de population de ces pays qui a conduit à des régularisations massives contrairement à ce qui se passait en France où la natalité avait fortement repris, est devenu pour lui un cauchemar depuis la crise de 2008. L'évolution du dernier gouvernement italien par rapport à celui qui le précédait est encore plus saisissant que le revirement de Merkel ou les atermoiements de Mélenchon, mais on y retrouve le même écart et la même contradiction entre les perspectives du capitalisme du sommet et la gestion de crise de la reproduction des rapports sociaux au niveau national, avec en plus, pour ces deux pays, un effritement poussé de la dimension unitaire de l'État au profit de régionalismes ou même de mouvements indépendantistes comme la Ligue du Nord avec la Padanie en Italie ou encore en Catalogne. Toujours en Italie et aux dernières nouvelles de *Libération* du 4 octobre 2018, alors que le gouvernement italien vient de faire arrêter Lucano le maire de Riace en Calabre, lequel a organisé l'accueil des migrants dans un village jusqu'à là en voie de désertification et qui semblait depuis avoir retrouvé une certaine activité¹⁰. Une enquête relativement indépendante a montré que les emplois offerts par la municipalité à certains des migrants étaient des emplois subventionnés. Les rares autres emplois à temps partiel se trouvaient tous dans les services et ils ont été engendrés par le flux des « touristes politiques » qui viennent visiter cet îlot de Calabre... solidariste. Ce dernier aspect permet de comprendre pourquoi le magazine américain *Fortune*, peu connu pour son humanisme de gauche, mais plus pour être lié aux milieux d'affaires, vient de classer le même Lucano parmi les cinquante personnes qui comptent le plus dans le

10—La situation sur le terrain semble aujourd'hui plus contrastée. En effet, cette activité dynamique semble avoir été conjoncturelle, due à un fort regroupement d'immigrés d'origine kurde qui a recréé sur place, dans le village du haut, plus ou moins abandonné, des conditions de vie qui se délitent; mais pour ce groupe, l'installation sur place n'était que provisoire, comme une halte en direction de l'Allemagne. Les nouveaux migrants, plus hétérogènes, ne semblent pas reproduire ces conditions et vivent de l'aide, aux yeux de tous, dans le village du bas. En l'état, il n'y a donc pas de pression sur les salaires à la baisse, puisqu'il n'y a pas de « concurrence » entre immigrés sans papiers et travailleurs ou habitants autochtones, mais « conflit culturel » pour reprendre Godin (cf. aussi note 9).

monde aujourd'hui. Cet ensemble marque à quel point la société capitalisée fonctionne par addiction à la combinatoire¹¹.

Godin cite ensuite un cortège d'économistes néo-conservateurs qui s'opposeraient maintenant aux analyses des années quatre-vingt-dix qui ont porté les thèses néo-libérales jusqu'aux antichambres de tous les lieux de pouvoir sur la planète. Bien évidemment, ils n'en ont pas été les initiateurs même si la gauche européenne a souvent confondu néo-libéraux et néo-conservateurs. Et ce sont ces derniers qui veulent aujourd'hui monter des digues sur la base de ces valeurs conservatrices afin de s'opposer à la vague capitaliste la plus moderne. Il faut dire que le vocabulaire utilisé par Godin ne facilite pas la compréhension puisqu'il n'emploie pratiquement jamais le terme capitaliste et en reste à la dénonciation de « l'économie néo-libérale » ou de « l'ordre néo-libéral », comme s'il n'y avait aucune différence entre Hayek et Bill Gates, entre Trump et Zuckerberg.

L'exemple que Godin donne de l'Allemagne ne vient pas infirmer cela parce que l'Allemagne est dans le groupe de tête des pays dominants et la main-d'œuvre immigrée qui y est employée occupe des postes peut-être moins qualifiés que les résidents, mais avec une formation d'assez bonne facture (surtout quand elle vient des pays de l'ancien bloc de l'Est). Le rattrapage rapide qui est constaté dans l'enquête de la Bundesbank tient peut-être à cette particularité. On ne peut comparer les situations au niveau international que si le type d'immigration est homogène dans les différents pays, ce qui

11 – Dans sa dynamique, le capital englobe d'anciennes contradictions devenues de simples antagonismes, des conflictualités de surface, formelles, etc. Les ONG, par exemple, présentes et actives à Riace et pour la médiatisation de Riace, sont des vecteurs de combinatoires en ce sens qu'elles mènent un double jeu [notons au passage le jeu, l'écart, le flexible, le nomade sont favorables à la combinatoire]; double jeu des ONG qui consiste d'une part à avoir des liens assez étroits avec certaines puissances du capitalisme du sommet comme des Fondations, des réseaux financiers dits « participatifs », des acteurs dans les organisations internationales ONU, BIT, OMS, etc. et d'autre part des interventions « de terrains », des missions humanitaires et financières qui agissent directement, mais surtout en formant des relais dans ces espaces locaux en détresse ou en urgence où les ONG interviennent. Tout cela est exécuté avec force batailles médiatiques d'autant plus amplifiées que la majorité des médias leur sont favorables.

est loin d'être le cas et en fonction de la proportion de la population totale qu'elle représente dans le pays. En tout cas, d'après les experts ce ne sont pas les immigrés qui ont poussé à la baisse les salaires allemands, mais les lois Hartz du social-démocrate Schroeder qui ont multiplié les petits boulots mal rémunérés, le travail à mi-temps des femmes dans un pays où le taux d'activité féminine était restée très bas non seulement du fait d'un haut niveau de salaire masculin dans l'industrie, mais du fait du manque d'infrastructure publique pour accompagner les naissances.

Godin donne l'exemple avorté du salaire minimum migrant en Allemagne, mais c'était une mesure imprenable, car purement politique et discriminatoire, reposant sur une préférence nationale ne pouvant trouver aucune justification économique et sociale, même du point de vue du patronat¹².

Si on revient sur l'exemple de la France, on voit que ce qui intéresse les patrons, c'est beaucoup plus le salaire minimum jeune (cf. les projets successifs du CIP en 1994 et du CPE en 2006) qu'un salaire minimum migrant.

D'une manière générale la flexibilité du travail semble aujourd'hui plus importante pour les patrons et l'État, quand il est patron, que la question plus limitée d'une flexibilité du salaire. D'ailleurs, dans nombre de secteurs la part de ce dernier dans le coût total du produit s'effondre et sa baisse ou la limitation de sa hausse sert surtout de variable d'ajustement la plus aisée parce que c'est l'un des derniers prix importants qui se fixe au niveau II et donc permet des chocs de compétitivité-prix quand une entreprise ou un pays est mal placé du point de vue de la compétitivité-hors prix (qualité, image de marque, niveau de gamme, etc.)¹³. La dernière référence à l'économiste néo-

12—En l'espèce, la chancelière allemande ne faisait que reprendre les recommandations de Christine Lagarde la directrice du FMI qui conseillait, devant l'afflux de réfugiés ne parlant pas la langue du pays d'accueil, de diviser le salaire minimum par deux dans le cas d'embauche. Les sociaux-démocrates danois sont encore allés plus loin en demandant la confiscation des biens des migrants afin de compenser le coût de leur accueil, alors qu'ils ne parlent plus des économies, pour le pays d'accueil, de l'absence de coût de formation pour cette force de travail potentielle. Une formation non négligeable quand il s'agit de réfugiés, politiques où à cause de guerres locales qui ne peuvent être assimilés à des migrants économiques.

13—Par exemple, la France souffre d'un déficit de compétitivité hors prix par rapport à l'Allemagne, excepté pour les produits de luxe, l'aéronautique et la production

classique de l'École de Vienne, Gottfried Haberler¹⁴ me paraît incohérente : si la modération salariale est la meilleure façon de limiter les migrations alors, cela veut bien dire qu'*a contrario* ces migrations ou leur crainte joueraient à la baisse des salaires ! On en revient à ce qui était dit dans la note 4 avec ma référence à la revue *Théorie Communiste*. Déréglementation et immigration vont de pair et il ne faut pas se laisser abuser par le seul fait que cette déréglementation n'est pas obligée de prendre un caractère « sauvage » et donc elle peu prendre la forme d'une nouvelle réglementation comme on peut le voir en Allemagne avec les mesures Schroeder.

Et en quoi cette baisse des salaires des travailleurs des pays dominants amènerait-elle alors une explosion des salaires dans les pays « émergents », comme semble le penser Godin, puisque les capitaux dominants auraient moins d'intérêt à s'y rendre. Cela casserait au contraire le phénomène de rattrapage que la Corée du Sud, par exemple, a connu. On assiste plutôt, dans ces pays émergents, à un déplacement des investissements et des lieux de production vers de nouveaux pays (des « dragons » aux « tigres » et ainsi de suite) ou vers de nouvelles régions du pays, comme en Chine quand, au bout d'un certain temps, les salaires des régions pionnières augmentent et tant qu'il s'agit de produire des objets à faible valeur ajoutée et demandant peu de qualification (déplacement des régions côtières vers l'intérieur des terres, suivant d'ailleurs un processus séculaire de la circulation du capital).

Pour résumer, si on fait le point à partir des dernières enquêtes statistiques, que peut-on retenir ?

militaire. Elle doit donc compenser cela sur les autres produits, comme dans l'automobile, par une meilleure compétitivité-prix soit en baissant ses marges soit en baissant ses coûts (charges sociales et salaires), soit en utilisant les deux leviers suivant la conjoncture économique et le rapport de force du moment.

14 – Pour Haberler il est possible de garantir la liberté des échanges et des capitaux tout en limitant la circulation des personnes et du travail et c'est ce que les lois Hartz auraient réalisé en permettant la modération salariale (chantage aux délocalisations) et le développement des petits boulots. Haberler, en bon économiste de l'utilité raisonne comme si les personnes qui circulent n'étaient que des forces de travail potentielles.

– Dans un pays comme la France, l’immigration crée peu de pression à la baisse des salaires, car présence d’un salaire minimum. Revers de la médaille : la fameuse préférence française pour le chômage et le développement du travail au noir surtout s’il n’y a pas de régularisation massive de sans-papiers.

– La concurrence se fait surtout entre immigrés, mais la dernière vague continuerait à propulser l’ancienne un peu plus haut dans l’échelle sociale. Cela agit dès le départ avec les travailleurs autochtones qui abandonnent certaines branches d’activités dévalorisées pour d’autres qui le sont moins et à l’intérieur d’une même branche entre travailleurs autochtones qui deviennent plus facilement agents de maîtrise ou même contremaîtres de ce fait. Cette promotion ouvrière la fois externe et interne épousait assez fidèlement les différentes vagues historiques de migrants. Toutefois, aujourd’hui, la fragmentation des anciennes équipes de production, l’automatisation des tâches, l’informatisation de la coordination et des communications internes ont largement dissout ces fonctions intermédiaires dont le nombre se restreint et rend plus improbable la promotion interne. Même si ce mouvement est repérable dans de grandes entreprises industrielles « pilotes » comme Renault, ce processus touche surtout le secteur du BTP, très consommateur de main-d’œuvre. On peut y observer tout un dégradé hiérarchique des vagues d’immigration du petit patron sicilien ou portugais, au petit chef italien, espagnol ou maghrébin jusqu’au manoeuvre d’Afrique noire ou de Pologne et d’Ukraine.

– La part des travailleurs immigrés diplômés a fortement augmenté : de 10 % à 28 % en vingt ans (1990-2010)

– La part des femmes augmente fortement dans la population active immigrée et contribue à un niveau bas de salaires dans le nettoyage et l’hôtellerie. C’est donc un processus structurel caractérisant un marché de l’emploi de plus en plus dominé par des activités de service peu qualifiées

– Il faut distinguer l’immigration de complémentarité qui ferait légèrement augmenter les salaires des autochtones, de l’immigration de substitution comme dans notre dernier exemple. Pour Bruno Amable (*op. cit.*), l’immigration en France serait principalement une immigration de complémentarité.

Devant ces chiffres, on ne peut que se poser la question des raisons qui ont poussé des dirigeants de la France Insoumise à reprendre ce thème. Faire pièce au souverainisme culturel et civilisationnel du RN en proposant au « peuple » sa version prolétarienne¹⁵ ?

Quoiqu'il en soit, le caractère inattendu de ce débat/polémique sur immigration et salaires et *in fine* sur les rapports entre différentes fractions du salariat aujourd'hui est d'autant plus fort et relève un aspect incongru que, depuis au moins 2008, les formes traditionnelles de lutte de la classe ouvrière et ses syndicats (grèves et occupations) se sont trouvées liées ou reliées à la question de la régularisation des sans-papiers. Dès 2006 avec Modelux puis en 2007 avec la grève à Buffalo Grill, mais surtout à partir d'avril 2008, de nombreuses grèves avec occupation contre les licenciements sauvages ont agité la région parisienne dans des secteurs où dominent le travail précaire et les travailleurs étrangers (Quick, Veolia-nettoyage, Papa, Bistro romain, Pizza Marzano, etc. Des luttes qui ont souvent obtenu satisfaction après plusieurs semaines de grève. À l'automne 2009, ce sont 6800 travailleurs qui vont occuper des lieux de travail dans ces secteurs où règne pourtant la dissémination des lieux de travail et pour certains la lutte va s'étendre sur une année entière. Elle regroupe des salariés qui soit ont une certaine expérience militante comme des maliens qui ont pu participer à des manifestations étudiantes dans leur pays, soit des salariés dont c'est la première expérience de lutte. Il faut reconnaître aussi que les positions syndicales ont évolué avec un souci de s'implanter dans ces nouveaux secteurs des services, vides de syndi-

15 – Une étude récente (2017) d'Algan, Guriev, Papaioannou, Passari (*The European Trust Crisis and the Rise of Populism*, citée par Michel Husson dans son article « Crise économique et désordres mondiaux » pour le site de La Brèche *A l'encontre*), montre que la crise a modifié l'opinion des européens sur l'impact des immigrants sur l'économie. Les régions qui connaissent la plus forte augmentation du chômage sont aussi celles qui rejetteraient le plus les immigrés pour des raisons économiques. En effet, les auteurs font une distinction entre motivations économiques et motivations culturelles du populisme et leurs résultats indiquent que dans ces régions, c'est la motivation économique qui est la plus forte dans le rejet. On comprend alors mieux l'effort de la France insoumise pour préciser sa position sur l'immigration puisqu'elle ne piétinerait pas les plates-bandes du Rassemblement national de Le Pen, mais partirait à la reconquête du « peuple de gauche ».

cats ou de cibler une catégorie de travailleurs particulièrement défavorisés (CNT, mais aussi le collectif-migrants de la CGT¹⁶). Dans la même tendance, mais plus récente, en février/mars 2018 on remarque une grève importante à Chronopost et des grèves en Île-de-France qui vont toucher 160 salariés de sept entreprises. À cette occasion, les unions locales syndicales et particulièrement celles de la CGT semblent jouer un rôle de territorialisation des luttes dans un contexte où l'ancienne unité territoriale que constituaient les usines et les quartiers attenants n'existent pratiquement plus. Si les bureaucrates syndicaux soulignent qu'ils ont du mal à pérenniser les contacts et les adhésions syndicales dès que les régularisations sont acquises, il ne semble pas que ce fait se retrouve uniquement dans le cas des travailleurs immigrés. Elle concerne l'ensemble des salariés et particulièrement ceux qui travaillent dans les services et qui connaissent les conditions les plus précaires. Certes, la condition de migrant n'est pas en soi un gage de révolte et migrer n'est pas plus émancipateur que de rester au pays d'origine, mais ces luttes nous montrent que la soumission à la logique de dynamique des flux du capital, n'est pas une fatalité. Ces luttes de travailleurs précaires indiquent aussi que la force de travail ne peut jamais être réduite à une marchandise. La tendance au précaire, elle aussi, n'est pas une fatalité; elle dépend des luttes qui se situent aussi bien dans les couches les plus protégées (cf. la lutte contre la loi El Khomri) que parmi celles qui le sont le moins sans pour cela qu'il soit nécessaire de constituer un front uni de ces luttes comme s'il s'agissait de recomposer une nouvelle classe du travail face au capital, de rejouer un « travailleurs immigrés/travailleurs français tous unis » du cycle précédent de lutte encore caractérisé, en partie, par une perspective d'affirmation de la classe portée princi-

16 – La ligne Chauveau-Blanche à l'intérieur de la CGT défend une ligne de régularisation par le travail pour les sans-papiers (elle s'appuie sur l'article 40 de la loi du 20 novembre 2007 qui permet au patron de demander une régularisation à la préfecture pour les salariés qu'il embauche. Cette ligne permet alors de présenter les sans-papiers comme des « travailleurs sans-papiers ». Cette ligne animée par Chauveau, par ailleurs membre du PCOF, marxiste-léniniste (journal *La Forge*) a ses limites puisqu'elle n'empêchera pas l'expulsion des sans-papiers, regroupés dans la Coordination parisienne des travailleurs sans-papiers, qui ont occupé la Bourse du travail pendant plus d'un an entre le printemps 2008 et l'été 2009.

pablement par les groupes gauchistes. Cette perspective perdure encore aujourd'hui avec l'idée récurrente de « convergence des luttes¹⁷ ».

JW, le 25 octobre 2018

17– Cf. notre critique dans le tract du 29 mai 2016: « Projet de loi-travail et convergence des luttes: un malentendu », p.87-90 du n°18 de *Temps critiques*, [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article341>]

UN 1^{er} MAI ORPHELIN DE SA CAUSE

Gzavier

CERTAINS SE SOUVIENNENT SANS DOUTE DE L'EXISTENCE DE DÉBATS au sortir des contre-sommets (G8, OMC, WEF, FMI, etc.) à propos de la forme d'intervention des blacks blocs (BB), branche « radicale » de ces rassemblements et qui a marqué de son empreinte (et pas celles des bottes des *carabinieri* à Gênes) les pratiques militantes autour de « l'altermondialisation ». Cela se situait après les années 90, la fin de l'histoire pour certains, avec le triomphe du capitalisme et pas d'ouverture politique pour la gauche radicale à l'horizon. Ce fut, alors, le triomphe d'un activisme transfrontalier plus qu'internationaliste. Il y a encore sur infokiosques.net des traces des différentes réactions que tout cela suscitait¹ et beaucoup d'autres textes faciles à exhumer (il y a même un spécialiste en BB comme Dupuis-Déri).

Il faut souligner tout de même que les cortèges en bloc des contre-sommets agrégeaient des points de vue tellement divergents qu'il fallait sans cesse justifier ces divergences par rapport à l'événement qui lui, était unificateur. De plus c'était, d'une certaine façon, un point de fixation et de construction militante fort, le tout, de façon condensée, mais non dénuée de débats.

Donc, un certain nombre de choses ont été dites, mais aujourd'hui, comme hier, nous ne cherchons pas la dissociation, pour une raison ou une autre, avec ce type d'action, mais à les replacer dans un contexte qui nous semble passablement différent, dans les lieux et peut-être, voire sûrement, chez les protagonistes aussi.

Un corps collectif et offensif en noir à la tête du cortège, tout cela se passe désormais en France, pays où les dispositifs policiers n'ont pas anéanti les potentialités qui s'offraient à cette tactique, malgré des tentatives d'y répondre dès le mouvement du printemps 2016 et aussi dans les manifestations de septembre 2017 contre la loi travail, pendant lesquelles les forces de police employaient une méthode de harcèlement, à partir des trottoirs, visant à

1 – <https://infokiosques.net/contre-sommets>

provoquer et isoler des groupes de jeunes dans une nasse, comme à Lyon, par exemple, où la manifestation du 12 septembre, de ce fait, partit avec trois heures de retard et de nombreux petits accrochages avec la police qui voulait empêcher justement la formation d'un cortège de tête.

Cependant, qui connaît d'autres pays d'Europe, par exemple, sait que l'action sous la forme de BB est maintenant parfaitement circonscrite et la police bien préparée à contenir la chose, comme on a pu le voir, à l'époque (années 80-90), en Allemagne ou en Suisse alémanique.

L'agrégation des causes à défendre semble désormais convenir comme explication du phénomène BB, bien que la question du cortège de tête pléthorique reste en suspens. Nous avons eu droit à la Une de *Libération* le 2 mai 2018 donnant la parole à un « participant au black bloc² » qui se dit, en son nom, préoccupé par : « Au quotidien, l'État exerce une pression sourde sur différents groupes du corps social : les exilés, les sans-papiers, les zadistes, certains mouvements étudiants, les salariés au chômage, les squatteurs. » La rupture avec tout ce qui est attendu comme expression du monde du travail, en ce 1^{er} mai, est éloquente. Seuls les chômeurs échappent au raz-de-marée de l'éviction, les « précaires » ne trouvant même pas ici leur salut. Dans cette mesure, l'absence de propos sur les syndicats n'est pas pour surprendre. À la place, on trouve cette combinaison de causes susnommées qui, assurément, tombent donc à pic.

Mais à autant de participants autant de paroles n'est-ce pas ? C'est la ritournelle que l'on nous sert sans cesse dans les médias « alternatifs » comme paris-luttes.info qui nous font découvrir des « réflexions » au lendemain de ce 1^{er} mai 2018³.

Un tel article reste dans le cadre d'une compréhension du capital comme « mode d'organisation de la production » au sein duquel le « travailleur » (et pas les prolétaires, nuance...) n'est rien car il « ne possède pas son outil de production ». Mais une fois faite cette référence/révérance au marxisme, cette petite cuisine mécaniste saute du coq à l'âne pour répéter que la casse

2 – https://www.liberation.fr/france/2018/05/02/mardi-j-ai-participe-au-black-bloc-parisien_1647381

3 – <https://paris-luttes.info/reflexions-sur-la-casse-en-manif-10133>

n'est que symbolique. Sans même tenter d'opposer cette action à « la casse du service public » de la part de l'État, formule chère aux syndicats, sa légitimité ne lui viendrait que du fait qu'elle est la réponse adéquate à une politique de l'État réduite à sa fonction répressive contre les catégories ciblées que nous avons déjà évoquées. On a donc droit, là, à une actualisation sommaire des arguments en défense du BB qui parcourt le monde militant depuis 15 ans au moins.

Mais cette langue de bois se renouvelle, sur le fond, grâce au site « lundi matin » (lundi.am) qui a fait de l'humour (*sic*) en présentant le « communiqué de presse » du cortège de tête. Mais on rigole moins quand on apprend, par un autre article, que des infos circulaient sur les tractations en amont entre le SO de la CGT et la préfecture dont vraisemblablement on a omis de diffuser sur son site la moindre bribe... dommage pour le péquin moyen... et aussi pour ceux qui auront répondu à leur appel international⁴. Il n'y a pas à s'étonner puisque les recommandations faites dans le texte À nos amis cultivent la double pensée, d'un côté, celle des appels à l'insurrection ou, au minimum, à la désertion ; et de l'autre une « morale de la situation » qui doit s'adapter aux situations, se fondre dans l'environnement et pratiquer une « infiltration par le bas » en évitant les points de rupture puisqu'il n'existe plus que des opinions de convenance et des valeurs contingentes comme l'indique la citation suivante : « Un geste est révolutionnaire, non par son contenu propre, mais par l'enchaînement des effets qu'il engendre. C'est la situation qui détermine le sens de l'acte, non l'intention des auteurs » (p. 147).

D'un point de vue général, c'est l'abandon de la ligne schmittienne ami/en-nemi qui prévalait dans *Tiqqun* et l'IQV. Seuls les flics (émanation de l'État réduit au ministère de l'Intérieur) restent des ennemis.

Laissons l'avant-garde invisible et les supputations autour de son rôle pour revenir à ce qui est bien visible par tous. Nous pourrions nous réjouir d'un cortège de tête qui n'exhibe pas de représentants et qui semble se poser en rupture avec les syndicats, avec qui il marque ostensiblement sa différence, d'abord de par son positionnement dans la manifestation qui immédiatement pose problème à tous les services d'ordre, puis, parce qu'il n'en reprend

4 – <https://lundi.am/Depuis-Paris-a-nos-amis-disperses-de-par-le-monde>

pas les slogans (quel que soit l'objet de la manifestation); en rupture aussi, avec les groupes anarchistes ou trotskistes armés de leurs habituels drapeaux et badges, qui eux et depuis longtemps, ont assumé le fait de présenter leur différence ou leur alternative à la place que les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier leur laissent, à savoir, les queues de manifestations avec les éventuels débordements de fin de manif, quand le cortège principal est dispersé depuis longtemps. Que gauchistes et anarchistes organisés restent obéissants en queue de manifestation et que les BB se placent, conquérants, en tête, manifeste l'écart politique entre les deux stratégies. D'une part un suivisme par rapport aux organisations traditionnelles du mouvement ouvrier; d'autre part, une attaque « ici et maintenant », mais au-delà du discours politique, contre des symboles de la société capitalisée et d'abord sa police. Mais cette position offensive des BB n'a pas, concrètement, davantage de portée politique que celle, suiviste des gauchistes et des anarchistes, car le suivisme des uns et la contre-dépendance des autres les enferment dans le monde qu'ils paraissent combattre. Contre-dépendance aux moyens de communication du capital et à ses images chez les BB, puisque ce sont eux qui rendent visibles ce qui, autrement, resterait invisible; suivisme par rapport aux syndicats dits « non réformistes » de l'autre (SUD, CNT et même CGT).

Néanmoins, la stratégie BB qui impose une présence au premier rang ne peut être assimilée à une gaminerie de lycéens ou de "jeunes excités", mais affirme bien l'idée que c'est ce cortège de tête qui représente la véritable contestation, c'est-à-dire la contestation moléculaire et intersectionnée qui tend à se substituer à l'ancienne conception du sujet révolutionnaire... ou alors, mais ce n'est pas incompatible, que la révolution (ou plutôt l'insurrection) n'est pas le fruit d'une dialectique de forces sociales-politiques, mais affaire de stratégie, d'agencements, de techniques de reconfiguration du monde.

Mais, un cortège de tête d'une telle ampleur (une fourchette de 12 000 à 15 000 personnes), qui soutient (jusqu'à quel point ?) une action comme celle des BB, c'est-à-dire une intervention qui fait de l'affrontement et de la critique de la passivité en manifestation le cœur de son action, n'est-ce pas un peu contradictoire avec le caractère non offensif du cortège lui-même ? Oui des gens applaudissent à la casse (du moins durant le printemps 2016) ou du moins pensent qu'une vitrine de banque, un Mac Do ou un panneau publicitaire J.-C. Decaux, ce ne sont que des dégâts collatéraux, mais n'est-ce pas

justement le témoignage de leur propre impuissance à agir par eux-mêmes ? Et qu'attendent ceux présents dans un cortège de tête de ce BB, quand leur propre cortège n'est qu'une masse sans but autre qu'individuel (être là parce qu'on ne trouve pas sa place ailleurs ou parce qu'il faut être avec « les jeunes » ?) Quelle rupture réelle en laissant la place au spectacle évident qu'engendre le BB ? Comment comprendre, l'écart entre ce qui apparaît comme une violente attaque contre le capitalisme et le fait que les luttes sociales sont d'une telle basse intensité ?

Les personnes dans les cortèges de tête sont-elles comme ces fameux collègues « de gauche » que l'on côtoie tous un jour et qui s'achètent une bonne conscience par des biais idéologiques, mais sont parfois d'infâmes carriéristes ou des individus parfaitement conformes aux hiérarchies et à la discipline du travail une fois la manifestation terminée ?

Du point de vue du monde du travail, comment ne pas voir que le capital, comme rapport social, nous oblige à composer sans cesse et donc à ne pas pouvoir faire bloc au quotidien, au boulot surtout, quel qu'il soit. Mais peut-être que faire émerger un bloc à la symbolique offensive sert à compenser la frustration de tous les jours, le silence de certains qui veulent « durer » sur leur lieu de travail et ne s'associent pas aux autres quand une action collective y semble possible ? Que des personnes aux liens faibles ou intermittents avec le monde du travail ou carrément en rupture soient des acteurs de tout cela, pourquoi pas ? Des individus au RSA, des jeunes sans travail, des « vieux » qui n'y sont plus, mais ne peuvent se résoudre à rejoindre la CGT des retraités, etc. pensent peut-être trouver là un catalyseur de lutte qui remplace ce qui s'est dérobé.

La présence et l'arrestation de nombreux étudiants le 1^{er} mai semblent montrer aussi qu'un certain nombre d'entre eux n'a que peu d'intérêt pour l'opposition à « parcoursup », à la réforme et à la sélection et plus d'appétence pour une contestation plus générale, d'autant que l'intervention policière dans certaines facultés vient se greffer là-dessus et produire les effets habituels répression/réaction.

Qu'il y ait eu une distorsion entre, d'un côté le cortège syndical et sa composante gréviste dont les cheminots représentent le fer de lance actuel et de l'autre le BB et le cortège de tête, est apparu encore plus clairement que dans les manifestations précédentes, parce que nous étions un 1^{er} mai et que s'est

effacée, pour le cortège de tête du moins, jusqu'à la mémoire des dures luttes contre la durée de la journée de travail qui eurent lieu le 1^{er} mai 1886, la répression qui s'en suivit à Chicago puis en réponse, côté prolétaires, l'internationalisation des manifestations du 1^{er} mai. Pour eux, il ne s'agissait même plus de durcir la manifestation dans le sens d'une critique du travail (« faire sa fête au travail ») face à un mouvement gréviste strictement délimité par les syndicats qui semble avoir lui-même oublié ce que contenait de violence les luttes de l'époque et par ailleurs incapable de poser aujourd'hui, dans le mouvement même de grève, cette question du travail et éventuellement des formes de lutte contre le travail. De la lutte pour d'autres rapports sociaux dans laquelle les questions ne se poseraient plus en termes de service public (et naturellement en termes de statut pour ses salariés), mais en termes, moins particuliers comme celui de la communauté humaine.

Mais le folklore alternatif n'est peut-être pas pour tout le monde, car celui qui manifeste le 1^{er} mai et qui devra travailler le lendemain — et non être en garde en vue ou ne veut pas être une cible pour les CRS — a peu de chance de participer autrement qu'en faisant masse dans un cortège de tête. De la même façon qu'on a eu à partir de 1995, des grèves par procuration, on a aujourd'hui une violence par procuration, mais qui reste au niveau de sa mise en scène, dans ce qu'on pourrait appeler une « création d'ambiance » de violence (être en noir, cagoulés, serrés les uns contre les autres). Qu'en avait-il à faire le cortège au k-way noir de l'image jaunie du cheminot ? Que cette ancienne figure du « prolétariat » se joigne à lui pour déborder en faisant mine de combattre les CRS et briser l'aménagement urbain !? Il n'y comptait pas.

Pour finir, ce que certains promeuvent en se présentant comme BB aujourd'hui tient plus d'une sorte de « kit militant », qui se résume en quelques formules : la politique sans le poids du discours, l'organisation sans le besoin de la structure, la forme avec le résultat immédiat de la « lutte » comme spectacle. On a donc l'impression de tomber sur un cortège en noir, comme si c'était là une météorite politique tombée sur terre, sans tenir compte des conditions d'existence présentes, alors que tout cela est en phase avec ce qui tient de l'affirmation satisfaite de soi. Face à l'État et au capital pas besoin de tergiverser, la seule force de la volonté suffit ; montrons notre appartenance individuelle à une force collective. Mais force est de constater

que cette volonté trouve sa limite dans l'objectif, pour le moins limité, de mettre en échec la police, ponctuellement, dans la rue, comme cela se passe parfois dans les « quartiers ». En cela, ce collectif est du même moule que les courants qui veulent affirmer, plutôt que dépasser, positiver une identité plutôt que se frotter à « la question sociale », avec toujours ce souci, prouver qu'on existe et qu'on est là. En l'absence de tout devenir-autre qu'ils souhaitent sans doute, le BB et sa garde rapprochée témoignent de l'insurrection qui ne vient pas.

Mai 2018

Gzavier et autres complices.

UNE THÈSE ÉMEUTISTE

Jacques Guigou

L'INSURRECTION QUI VIENT TARDANT À SE MANIFESTER, il fallait réactiver la prophétie de l'émeute et signifier qu'elle est désormais primordiale. La prophétie, qui arrive cette fois de Californie, est énoncée par un universitaire doublé d'un militant des actions *Occupy*: Joshua Clover. Si l'on en croit un entretien avec l'auteur de *L'émeute prime* (Entremonde, 2018) lisible en ligne, Clover cherche à réhabiliter les émeutes comme forme de lutte politique à part entière. Les réhabiliter dit-il, car les marxistes les ont traitées par le mépris, eux qui ne voient en elles que spontanéisme et aveuglement stratégique.

Clover conçoit trois cycles de luttes qu'il périodise selon trois phases du capitalisme : (1) les émeutes dans la période commerciale et manufacturière, car liées au procès de circulation du capital ; (2) les grèves dans la période industrielle et usinière, car liées au procès de production et enfin (3) à nouveau les émeutes mais « émeutes prime » (selon l'écriture mathématique émeute') dans le capitalisme financier contemporain, car liées à nouveau à la circulation. Cette modélisation s'accompagne d'une référence à la théorie marxiste (pas marxienne) de la valeur-travail et de la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange.

Bien que cohérent et séduisant en apparence, ce modèle théorique et historique n'est pas probant car il contient un présupposé erroné : la séparation entre circulation et production dans le procès total de valorisation/ réalisation du capital. Or ces deux procès, s'ils ont été deux moments distincts dans la phase industrielle du capital, ne sont plus aujourd'hui autonomisables, ils sont nécessairement combinés pour ne former qu'un seul et même procès que nous avons nommé procès de totalisation de la capitalisation de toutes les activités humaines¹. Pour les besoins de son modèle, Clover se fait contortionniste ; il donne une version fictionnelle de la dynamique effective du capital au cours de son histoire.

1 – Cf. <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article206>

De la même manière, il cherche à fonder sa thèse en opposant la grève et l'émeute. Alors que la grève, était selon lui, l'acte des salariés et donc des productifs, les émeutiers (prime) contemporains sont des hors travail, des surnuméraires qui ne sont reliés à l'économie que par la consommation et l'espace urbain. Avec ce tour de passe-passe, il laisse à l'écart (ou ignore) les nombreuses grèves émeutières (cf. Fourmies 1^{er} mai 1891, etc.) et les non moins nombreuses émeutes-grèves (Le Havre 1922, etc.) dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Dans cet ouvrage, on lit aussi des développements sur la segmentation de la classe ouvrière (Clover reste classiste) notamment celle liée à la race (il intègre les convictions des racialisés et autre décoloniaux).

Notons surtout que pour lui la question de l'État ne se pose pas car elle aurait polarisé en vain toutes les tentatives révolutionnaires du mouvement ouvrier. Il ne s'agit pas de prendre le pouvoir d'État; il faut donc... le laisser tranquille et s'occuper de « la commune » comme forme collective à venir... Voilà qui confirme — s'il fallait le faire — le vide politique de la pensée anarchiste sur l'État aujourd'hui.

Tout cela débouche sur des propos révolutionnaristes qu'on pourrait qualifier de modérément relativisés car Clover prétend ne pas faire une simple défense et illustration de l'émeute, mais il cherche à réhabiliter sa portée politique et théorique... sans percevoir que l'augmentation et l'intensification des émeutes ne sont pas les signes d'un déclin ou d'un affaiblissement du capitalisme mais qu'elles accompagnent sa dynamique chaotique et nihiliste.

Contrairement à l'insurrection (qu'on nommait jadis une « émotion sociale ») qui peut, dans certaines conjectures historiques être annonciatrice de bouleversements politiques et sociaux, l'émeute est immédiatiste; elle n'est pas porteuse d'un horizon, d'une visée, d'une autre voie pour les émeutiers et les autres humains. L'acte émeutier contient son commencement et sa fin; il est clos sur lui-même. Expression d'une révolte instantanée et momentanée, l'émeute ne contient pas de médiation autre que sa propre immédiateté. En ce sens, le sous-titre du livre de Clover: « Une nouvelle ère des soulèvements » n'est pas approprié à son objet car au-delà de leurs particularités conjoncturelles, les émeutes comportent une dimension d'invariance historique, de répétition, qui ne permet pas, en tant qu'émeutes, de définir une période historique.

Cette répétitivité historique de l'émeute et la nécessité de la distinguer des manifestations et des insurrections de type ouvrier a conduit les anarchistes des années 1910 à parler de « jacqueries » pour distinguer ces deux formes de soulèvements. (Cf. Anne Steiner, *Le Goût de l'émeute. Manifestations et violences de rue dans Paris et sa banlieue à la « Belle époque »*. L'échappée, 2012).

Malgré ses efforts de périodisation, la tentative de Clover pour réhabiliter politiquement les émeutes, n'est finalement qu'un coup d'épée dans l'eau ; une vaine rhétorique émeutiste. Les émeutes sont politiques non pas en vertu de l'ancien slogan gauchiste « tout est politique » mais parce que, au-delà de leurs diversités, elles ont toutes une dimension existentielle fondamentale. Cette dimension, ignorée par Clover, que Marx avait bien mise en évidence lorsqu'il écrivait à propos de la révolte émeutière des tisserands de Silésie (1844) : « Mais toutes les émeutes, sans exception, n'éclatent-elles pas dans la séparation funeste des hommes de la communauté humaine ? Toute émeute ne présuppose-t-elle pas cette séparation ? » (Gloses critiques à l'article « *Le roi de Prusse et la réforme sociale par un Prussien* »). Rappelons que pour Marx, à cette période de son œuvre, « l'être humain est la véritable communauté des hommes » ; pour lui, l'individu n'est donc pas séparable de la communauté humaine (*Gemeinwesen*). Or, dans l'émeute, l'individu est enfermé dans son individualité, dans sa subjectivité d'émeutier, cherchant à tirer de son action le meilleur profit pour lui-même ; aucune solidarité, d'aucune sorte, ne peut se manifester. Dans l'émeute, le pôle communauté humaine du rapport individu/communauté est absent. L'acte émeutier est un acte nihiliste *sui generis*. Clover partage-t-il ce constat ? Emporté par la dynamique émeutiste de son modèle, il ne semble pas se poser ce type de question...

Nul doute que les idéologues-activistes de l'émeute vont faire de ce livre un de leurs évangiles préférés. On comprend dès lors pourquoi après la traduction française de son livre, la tournée de Clover en France le conduira à Montreuil et... à Normale Sup ; deux lieux vénérés du culte insurrectionniste et (désormais) émeutiste.

Jacques Guigou, Le 31 mai 2018

LUMPENPROLÉTARIAT, LUTTES DES ANNÉES 1960-1970 ET RÉVOLTES DES BANLIEUES

Jacques Wajnsztein

LA NOTION DE LUMPENPROLÉTARIAT

LE TERME NE FAIT PAS PARTIE DU LANGAGE DE FORMATION DE Marx. En effet, dans les écrits de jeunesse sa référence à ce sujet est encore Feuerbach pour qui « *seul l'être nécessaire est l'être nécessaire* ». Marx développa lui-même cette approche dans ses écrits de jeunesse, tels que les *Manuscrits de 1844* : « *La pauvreté est le lien passif qui fait ressentir aux hommes la richesse la plus grande : l'autre homme* ». C'est une vision dans la lignée universaliste des Lumières et aussi dans la perspective proprement marxienne de la communauté humaine qui s'affirme alors comme une position au sein du mouvement socialiste dans toute sa diversité. Une perspective qui est irréductible à l'opposition que théoriserait plus tard Engels entre « socialisme utopique » et « socialisme scientifique ».

Mais cette pauvreté dont parlent les socialistes de l'époque n'est pas celle de la paysannerie et de ce qu'ils perçoivent, à l'exception des populistes russes, comme une survivance de l'Ancien Monde. Elle est typiquement un des produits du phénomène urbain qui touche particulièrement Londres et la plus grande ville de France, Paris et il est décrit dans des œuvres romanesques telles *Les mystères de Paris* d'Eugène Sue et *Les misérables* de Victor Hugo où on voit se métamorphoser le thème criminel (omniprésent chez Balzac pour qui le monde criminel est un monde fermé, celui des « classes dangereuses » identifiées à la *pègre*¹) en thème social (chez Sue et surtout Hugo),

1—Si Hugo semble avoir lu l'*Essai sur le principe de population* de Malthus et qu'il rattache la pauvreté au rapport entre croissance démographique et croissance des subsistances, pour lui les causes de la criminalité restent principalement psychologiques d'autant qu'il privilégie l'étude des individus et non celle des foules et des masses. Lacenaire en est la figure d'arrière-plan et Vautrin la figure de proue, comme Raton l'était pour les enseignants de l'université des Lettres de Lyon en mai-juin 1968 cherchant à en faire un « trimard » extraordinaire, c'est-à-dire en fait un *spéci-*

processus au cours duquel les écrivains et certains journalistes passent progressivement d'un mépris bien partagé pour la populace, à un certain respect pour le peuple dans les derniers jours de la Monarchie de Juillet et cette dernière formulation s'impose comme concept à partir de la révolution de 1848.

En fait, cette polémique autour des notions² rend compte d'un état de la théorie où la populace a effectivement un certain contenu péjoratif, mais Hugo s'en excuse auprès du journal *La ruche populaire* en disant qu'il entend par-là le fait que, cette populace, ce n'est finalement que le peuple qui n'est pas encore peuple, qui n'a pas encore pris conscience et qui ne le deviendra qu'à travers l'insurrection de juin 1848 où apparaît pour la première fois « la race parisienne [...] ce peuple qui travaille et souffre³ »

Les Misérables sont un livre qui met en scène les rapports entre condition prolétarienne et activité criminelle à l'intérieur d'un processus d'urbanisation qui semble engendrer les deux conditions (prolétarienne et criminelle), par exemple au sein des faubourgs et à la limite des « barrières » qui « appellent la guillotine » comme le dit Hugo dans *Le dernier jour d'un condamné*. Dans *Les Misérables* Hugo est très clair qui évoque en 1862 « Les trois problèmes du siècle, la dégradation de l'homme par le prolétariat, la déchéance de la femme par la faim, l'atrophie de l'enfant par la nuit » caractéristiques de la *Monarchie de Juillet*. Le terme employé de « misérables » correspond justement à la synthèse entre classes laborieuses et classes dangereuses qui ne

men pour Lombroso. Ce n'est que par intermittence et à la fin de son œuvre que Balzac esquisse le lien entre classes dangereuses et classes laborieuses quand il quitte la description des géants du crime comme composante sociale marquante parmi les masses populaires (Vautrin le grand criminel) pour ensuite voir en eux la « figure du peuple en révolte contre les lois ». Dans *Ferragus* par exemple, il décrit le monde des mendiants qui « tous ont des vellétés d'ordre et de travail, mais ils sont repoussés dans leur fange par une société qui ne veut pas s'enquérir de ce qu'il y a de poètes, de grands hommes, de gens intrépides et d'organisations magnifiques parmi les mendiants, ces bohémiens de Paris; peuple souverainement méchant, comme toutes les masses qui ont souffert... ».

2 – Sur cette question, on peut se reporter à Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Poche pluriel, 1978.

3 – Mario Tronti parlera lui de « rude race païenne » pour décrire les OS des grandes usines italiennes (in *Nous opéraïstes*, Éditions de l'éclat, 2014)

peuvent plus être distinguées clairement comme dans la définition qu'en donnait le Littré. Car comment classer ces professions de chiffonniers, débardeurs (le Chourineur de Sue), de ravageurs ? On retrouvera cette difficulté avec les trimards⁴.

Proudhon va faire du crime et de la « condition sauvage », le thème principal de son *Système des contradictions économiques* parce qu'il en fait un problème social. Un problème pour la société, même si, à l'époque, c'est un problème pour une société bourgeoise qui, sous la Restauration, prend peur de ces « misérables en guenilles », ces « barbares⁵ » extérieurs à la Cité que certains vont appeler prolétaires, d'autres nomades (Haussmann, Le Play), vagabonds, sauvages (Sue), apaches, multitude⁶, mais auxquels le lecteur populaire s'identifie de plus en plus jusqu'à en transformer le cours des récits. C'est visible chez Eugène Sue qui parti des classes dangereuses met en scène de plus en plus les classes laborieuses sous l'influence des courriers de lecteurs qui ont le temps d'intervenir sur la progression d'un récit publié sous forme de feuilleton et souvent écrit au fur et à mesure des nécessités économiques de survie de l'auteur. Ces fréquentations et modèles de personnages évoluent aussi puisqu'il rencontre des ouvriers de « l'Atelier ».

Des « sauvages » qu'évoque Émile Souvestre dans les *Confessions d'un ouvrier* au milieu du XIX^e siècle « Nous avons à cet égard [pour la force, NDLR] des idées de sauvages ; comme eux nous prenions l'esprit de brutalité et de bataille pour le courage⁷ ». C'est une constante des révoltes populaires d'avoir exprimé cette appétence pour la force dans la violence révolutionnaire, quelque chose qui semble aujourd'hui, pour beaucoup, incompréhensible où dépassé parce qu'il y aurait eu une prise de distance avec cette apolo-

4 – Cf. Marc Stéphane : *Ceux du trimard*, Grasset, 1928.

5 – « Ces barbares, auxquels nous sommes convenus de donner le nom de prolétaires » (Proudhon, *Correspondance*, tome I, p. 227, 3 août 1840).

6 – « Cette multitude indigente, illettrée, barbare si l'on veut, mais non pas vile » (Proudhon, *Révolution sociale*, p. 126. Et Hugo de son côté, évoquant l'insurrection ouvrière dans *Les Misérables* et terminant par : « C'étaient les sauvages, oui ; mais les sauvages de la civilisation » (cf. aussi Cœurderoy et les *Cosaques*).

7 – Cf. Louis Chevalier, *op. cit.*, p. 687. Les anciennes violences compagnonniques et forcément nomades perdurent, mais viennent converger avec les violences proprement urbaines et territoriales.

gie de la force, de la virilité et qu'il existerait d'autres moyens de faire valoir ses droits dans les démocraties.

Il est à remarquer que dans ces romans précités, les catégories de prolétaire ou de prolétariat n'apparaissent nulle part et on a vu la difficulté que le terme a eue à s'imposer, en son sens moderne dans les dictionnaires. Pourtant quand on lit *La Sainte Famille* de Marx et Engels (Éditions sociales, 1969), dès la première note sur *Les Mystères de Paris* qui apparaissent au chapitre V du livre, il nous est précisé qu'Eugène Sue « dépeint avec un certain réalisme les milieux populaires, surtout le *lumpenprolétariat* parisien » et Sue est rattaché au courant des socialistes utopiques.

Lumpenprolétariat que Marx oppose à un prolétariat qui seul pourra émanciper la société en luttant pour son intérêt individuel puisque lui seul incarne la servitude universelle. En sa condition se résumeraient le crime et le scandale de la société bourgeoise. Ainsi est créée une classe miroir des souffrances universelles, sur laquelle reposent désormais toutes les aspirations humaines à la raison, à la justice, à la perfectibilité: « Cette classe libère la société tout entière, mais à la seule condition que la société tout entière se trouve dans la situation de cette classe ». « Il faut qu'un ordre particulier soit l'ordre du scandale universel, l'incarnation de la servitude universelle; il faut qu'une sphère particulière de la société représente le crime notoire de toute la société, de sorte que se libérer de cette sphère apparaisse comme l'universelle libération de soi ».

Créé par Karl Marx et Friedrich Engels, le terme allemand *Lumpenproletariat*, composé de *lumpen*=loque, chiffon, haillon et prolétariat (du latin *proles*⁸, les sans réserves qui n'ont que leur progéniture pour toute richesse et ne sont pas assujettis à l'impôt) se traduit le plus souvent en français par

8—En 1835, c'est le sens que lui donne le *Dictionnaire de l'Académie*, c'est-à-dire la référence aux deux plus basses classes de l'Antiquité romaine exemptées de l'impôt et utiles à la République que pour les enfants qu'elles lui donnent dans leur fonction de reproduction sociale. Ce n'est qu'en 1862 que le prolétariat apparaît officiellement comme prolétariat moderne. *Le Littré*, en 1869 n'en parlera que comme la classe la plus indigente et Jean-Baptiste Say qui dirige l'Académie des sciences morales ne parlera que de paupérisme, un terme d'origine anglaise né pendant la révolution industrielle.

« sous-prolétariat » et désigne les masses urbaines marginales, vivant de manière parasitaire par rapport aux travailleurs salariés et productifs. Mais pour Marx, il ne faut pas confondre ou assimiler *lumpenprolétariat* et pauvres. Selon lui, le paupérisme vient de la surpopulation relative. Marx parle de surpopulation relative pour indiquer qu'il n'y a surpopulation que par rapport aux besoins toujours variables de l'exploitation capitaliste. Les surnuméraires forment l'armée industrielle de réserve de force de travail. Cette dernière est aussi bien composée des chômeurs temporaires vivant de petits boulots que de la réserve de main-d'œuvre des campagnes alimentée constamment par l'appropriation privative des terres et les progrès de la productivité agricole qui chassent les paysans de la terre; des travailleurs à domicile, ou, plus misérables encore, des exclus du processus de travail en raison de leur âge, leur sexe et de leurs infirmités.

Tous sont susceptibles, en certaines circonstances, de reprendre du service actif. Victimes d'un système du salariat qui fait toujours plus ou moins le tri au sein de la masse de force de travail disponible sur ce qui est devenu progressivement un marché du travail, ils n'en ont pas moins connu les rouages étant passés « par la dure mais fortifiante école du travail », ou disposés à passer par elle puisqu'ils sont habitués à chercher régulièrement de l'embauche et acceptent *grosso modo* le principe de l'échange qui est à la base du contrat de travail, même quand ils en dénoncent le côté inégal où qu'ils luttent contre l'exploitation au travail. À ce titre, pour Marx et Engels, ils entrent dans la catégorie potentiellement révolutionnaire des prolétaires d'autant que ce sont eux qui se rapprochent le plus de la définition stricte du prolétaire au sens de « sans réserve ».

Le *lumpenprolétariat*, à l'opposé, ne serait jamais passé par cette « dure mais fortifiante école » ; c'est pourquoi il est, au mieux, a-révolutionnaire. Formé d'individus « sans feu ni lieu », il est vénal et prêt à se mettre au service de la bourgeoisie. Voici deux citations représentatives de la vision de Marx et Engels vis-à-vis du *lumpenprolétariat* :

« Quant au lumpenprolétariat, ce produit passif de la pourriture des couches inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne; cependant, ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre à la réaction » (*Le manifeste du parti communiste*, UGE, coll. « 10/18 », p. 33).

« Le *lumpenprolétariat* — cette lie d'individus déchus de toutes les classes qui a son quartier général dans les grandes villes — est, de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est parfaitement vénale et tout à fait importune. Lorsque les ouvriers français portèrent sur les maisons, pendant les révolutions, l'inscription : "Mort aux voleurs !", et qu'ils en fusillèrent même certains, ce n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien avec la conscience qu'il fallait avant tout se débarrasser de cette engeance. Tout chef ouvrier qui emploie cette racaille comme garde ou s'appuie sur elle, démontre par là qu'il n'est qu'un traître » (*La social démocratie allemande*, UGE, coll. « 10/18 », p. 38-39).

Le schéma de l'interprétation est fixé dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Marx y développe l'idée que Louis Napoléon n'a pu conquérir le pouvoir qu'en prenant appui sur un ramassis de « vagabonds, soldats en rupture de ban, repris de justice, galériens évadés, escrocs, charlatans, clochards, pick-pockets, filous, tricheurs, maquereaux ou patrons de bordel, portefaix, écrivailleurs, joueurs d'orgue de barbarie, chiffonniers, bohémiens, mendiants — bref, toute cette masse diffuse et inorganisée, ballottée de çà de là ».

Selon Marx, le sous-prolétariat n'avait pas de motif particulier pour participer à la révolution, et pourrait même, en fait, avoir eu un intérêt dans la préservation de la structure de classe actuelle, parce que les membres du sous-prolétariat dépendent généralement des classes possédantes pour leur survie quotidienne (aumônes, clientélisme). C'est pour cela que Marx voyait le *lumpenprolétariat* comme une force contre-révolutionnaire.

Pour résumer, derrière son moralisme anti-*lumpen* se lit une position politique de classe en dehors de tout contour sociologique bien défini, ce qui est finalement cohérent avec son absence d'une véritable analyse concrète des classes au profit d'une analyse en termes de luttes de classes.

La notion finira par prendre chez Marx les contours les plus flous puisque progressivement la catégorie s'élargit, d'abord aux garçons de café, grooms et gens de maison, c'est-à-dire à des types de professions et d'individus qui, d'après lui, ne sont pas intégrés pleinement à la structure interne du rapport social capitaliste et qui, bien sûr, ne figurent pas parmi les travailleurs définis

comme productifs⁹. C'est net, dès les *Grundrisse* ou, indépendamment de leur statut social tous ceux qui ne sont pas intégrés au processus de production, sont qualifiés de *lumpenprolétaires*. Si cela peut sembler encore un choix discutable, mais cohérent, que dire de l'extension du terme à ceux du haut de l'échelle sociale pour qui « *donner et prêter, voilà toute la science financière de cette canaille (lumpenprolétariat), qu'on considère en bas ou en haut de l'échelle sociale* ».

Marx ne songea qu'à la solidarité au sein d'une même classe des semblables, excluant de sa conception du prolétariat toute une population déshéritée et rejetée dans un *lumpenprolétariat* à connotation résolument péjorative. Cette population semblait aussi dépourvue de tout potentiel révolutionnaire et de toute prise historique sur les rapports sociaux de production. En effet, elle ne participe pas à la marche vers le progrès et à la transformation du monde menée conjointement par les deux grandes classes de la révolution industrielle, ses conditions d'existence dégradées la prédisposent au contraire à se laisser circonvenir par la Réaction pour accomplir ses basses œuvres. Même l'observation historique ne pouvait troubler son schéma bipolaire de deux classes homogènes. Lorsque, dans le *18 Brumaire*, Marx a dû constater et admettre, du point de vue pragmatique, le rôle moteur joué par l'hétérogénéité des classes dans le succès du coup d'État de Louis Bonaparte et d'ailleurs toute son histoire des luttes de classes en France en fait foi, il persistera sur le plan théorique dans l'idée que seule une classe homogène pouvait jouer un rôle dans l'histoire. Cette homogénéité, il croit la voir dans la masse grandissante des ouvriers de la grande manufacture, sa division et sa discipline du travail, le collectif ouvrier qui lui est lié, l'expérience ouvrière et la conscience de classe qui en découlerait. Et toute l'hétérogénéité sociale des petits boulots qui échappaient encore à ce processus jugé globalement progressiste, se trouve rejetée dans la figure péjorative du *lumpenprolétariat*.

9 – Argument peu convaincant vu les variations que Marx fera subir à la définition du travailleur productif selon le point de vue adopté, Marx maniant tantôt l'ironie provocatrice, comme dans son analyse du crime productif tantôt le plus grand sérieux à prétention scientifique quand il parle de la création de plus-value et de capital.

Là où le travail et le capital étaient supposés unifier et le prolétariat et la bourgeoisie, et les façonner pour une mission historique, le *lumpenprolétariat* restait hétéroclite de par sa constitution. Marx avait une hantise de l'hétérogénéité de classe. Pour lui, la pire situation était celle de cette classe pourtant productive des paysans, mais sans aucune conscience commune (il prendra l'image des pommes de terre dans le sac qui s'entrechoquent et se renvoient l'une l'autre sans jamais vraiment s'entremêler); et parasitaire dans son essence même, stationnant sur le bord de l'histoire sans rien lui apporter, sans y participer, jouet des forces productives en mouvement ou mercenaire d'une des deux grandes classes, donc sans volonté propre et entièrement délimitée par le conflit de deux autres classes. Alors donc que Marx, dans son analyse historique, reconnaît au *lumpenprolétariat* une utilité, en tant que délimitation sociologique, il devient ensuite un outil de disqualification pour ne pas dire d'exclusion, transposant sur le plan de la théorie sociologique l'isolement, le mépris social, l'enfermement des plus pauvres.

Pour sa part, Bakounine, si on en croit Jean-Christophe Angaut¹⁰, n'aurait utilisé qu'une fois le terme dans une note à l'intérieur d'un manuscrit inachevé et non publié de son vivant que l'on trouve aujourd'hui dans les *Œuvres complètes* de Bakounine (Champ libre) sous l'intitulé: « Écrits contre Marx ». Il y parle lui, de la « fleur du prolétariat » pour désigner les millions de déshérités, non civilisés, gueux, cette « grande canaille populaire qui étant à peu près vierge de toute civilisation bourgeoise, porte en son sein, dans ses passions, dans ses instincts [...] tous les germes du socialisme de l'avenir » (*op. cit.*, p.177-8). Angaut pose ensuite la question essentielle au-delà du vocabulaire utilisé et de la position finalement moralisante de Marx, à savoir, cette fraction populaire, ces « déclassés » recèlent-ils une potentialité révolutionnaire spécifique? Oui semble-t-il d'après Bakounine, puisque le capitalisme ne peut être abattu de l'intérieur. La lutte doit garder une extériorité ou une autonomie dira Tronti avec sa « rude race païenne ». Mais cet extérieur n'est pas érigé en une marge elle-même autonome. Elle ne vaut que par les liens qu'elle garde encore avec le milieu, avec une nature populaire non encore domestiquée. Là, on est très proche de ce que dira Pasolini dans ses

10 – Cf. « Bakounine, *lumpenprolétariat*, canaille et révolution » in Claire Auzias, Trimards. "Père" et mauvais garçons de Mai 68, Atelier de création libertaire, 2017.

Écrits corsaires ou ses *Lettres luthériennes* à propos des prolétaires du Sud ou des déclassés du petit peuple romain. On est toujours dans la perspective de partir de ce qu'on est, même si ce qu'on est est dénié par le pouvoir ou les autres. Le travail du négatif n'est pas le nihilisme.

Franz Fanon revient, cent ans plus tard, sur la question, en y ajoutant la dimension anticolonialiste. Pour lui, c'est précisément du *lumpenprolétariat* qu'il fallait attendre la rébellion contre l'ordre établi en tant que ce dernier représenterait l'unique dissolvant de la société générale, car, ayant à supporter les pires conditions de vie, qu'a-t-il à perdre ?

Léon Trotsky a prolongé le point de vue, voyant le lumpenprolétariat comme particulièrement vulnérable à la pensée réactionnaire. Dans son essai (série d'articles sur le fascisme) *Comment vaincre le fascisme ?*, il décrit la prise du pouvoir de Benito Mussolini : « Grâce à la propagande fasciste, le capitalisme a mis en mouvement les masses de la petite bourgeoisie affolée et les bandes d'un lumpenprolétariat déclassé et démoralisé — tous ces êtres humains, innombrables, que le capitalisme financier avait lui-même portés au désespoir et la frénésie ». Économiquement enfin, les *lumpenprolétaires* étaient situés en dehors de tout système économique, soldats perdus de l'armée industrielle de réserve, saisonniers ou chômeurs tombés du cycle économique, « *surpopulation flottante, latente et stagnante* » *perturbant le marché du travail*, « *sphères inférieures du paupérisme* », « *précipité le plus bas* », et cette description là encore ne ménageait aucune issue : « *Si l'on fait abstraction des vagabonds, des criminels, des prostituées, bref, du lumpenprolétariat proprement dit, cette couche sociale se compose de trois catégories... D'abord les ouvriers et ouvrières que le développement social a, pour ainsi dire, démonétisés, en supprimant l'œuvre de détail dont la division du travail avait fait leur seule ressource ; puis ceux qui par malheur ont dépassé l'âge normal du salarié ; enfin les victimes directes de l'industrie – malades, estropiés, veuves, etc., dont le nombre s'accroît avec celui des machines dangereuses, des mines, des manufactures chimiques, etc. (...) Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel* ».

BLOUSONS NOIRS, ZONARDS ET TRIMARDS DANS LES ANNÉES SOIXANTE

Pour les trimards lyonnais nous renvoyons à notre brochure « Trimards, Mouvement du 22 mars et mémoire rétroactive » (nov.-déc. 2017, disponible

sur le site de *Temps critiques*) d'où il ressort que les trimards n'étaient pas un groupe homogène et ne possédait même pas une structure de bande. De milieu social certes prolétaires, certains s'occupaient à de petits boulots pendant que d'autres, très jeunes fuyaient les divers lieux d'enfermement (maisons de redressement, armée, prison) plus qu'ils ne cherchaient à se fixer quelque part et dans une quelconque activité pérenne. Ces trimards, malgré leur nom dont la référence pourrait faire penser à « l'en-dehors » anarchiste Zo d'Axa où à l'individualisme littéraire chez Georges Navel ou Marc Stéphane, ne se trouvaient pas être des produits de l'histoire, rescapés de la révolte contre toute autorité, avec en tête la mémoire de « La Sociale ». Ils se rapprochaient plus de ce que Pasolini appelle les sous-prolétaires des années soixante avec un comportement archétypal de la société des misérables, démunis, mais libres parce que pas encore enchaînés au monde de l'usine et à celui de la société de consommation et « à la thune » comme on dit aujourd'hui. Leur façon d'être à la marge ou même pour certains, à la marge de la marge, était donc située historiquement. Dans la jungle des villes des années 1960-1970, il s'agit surtout de jeunes (18-23 ans est l'éventail d'âge le plus courant) qui vivent dans la rue, sous les ponts, dans les terrains vagues ou la « zone » pour certains qui sont par exemple passés par les placements de la DDASS comme Munch, mais aussi qui vivent dans leur famille et quartier d'origine comme les frères Raton à Vaise.

Si on veut absolument catégoriser en termes marxistes, les « blousons noirs » m'apparaissent plus comme des prolétaires, les « trimards » plus comme des sous-prolétaires. On pouvait être « blouson noir » comme on pouvait être « hooligan », c'est-à-dire pas à temps-complet, mais à côté de son autre vie, le plus souvent d'origine ouvrière et destinée à le redevenir après une parenthèse instable et un peu trouble, alors que le « trimard » ne semblait avoir qu'une vie, dans la marge, en dehors, dans « la révolte à perpétuité », avec souvent la mort comme proche horizon. En tout cas le fait qu'ils puissent être catalogués comme *lumpen* ne nous a pas frappés au départ, car nous n'entretenions aucun mépris pour eux, ni aucun jugement sur leur mode de vie. Il est vrai que mouvement du 22 mars n'affichait pas une orthodoxie marxiste très affirmée ni prononcée.

C'est au cours de nos discussions préalables sous le pont La Feuillée puis dans l'occupation de la faculté et les manifestations de mai-juin 1968 qu'ils

trouvèrent leur place, en rapport donc avec d'autres fractions du mouvement qui, elles aussi, même contradictoirement, critiquaient le travail et la société de consommation dans une fraternisation qui bouleversait tous les statuts, les anciennes assignations, qu'elles soient de classes ou autres (âge, sexe).

Ce n'est qu'à partir du 24 mai et surtout du mois de juin que les dissensions apparurent et que la catégorisation des trimards en *lumpen* se fit plus fréquente sous-entendant que l'alliage qui s'était produit avait tendance à changer de dominante, un certain nombre de membres du mouvement du 22 mars s'alignant sur les comportements des trimards alors que jusque-là nous les aurions plutôt entraînés sur nos positions et pratiques. Ce sont surtout des raccourcis pratiques ou des racontars. Malgré leur « gauchisation » *a posteriori* opérée par Claire Auzias dans son livre, nous n'entretenions aucune illusion sur leur caractère révolutionnaire et ils ne représentaient pas pour nous un néo-prolétariat de substitution, ils n'étaient pas non plus les prémisses de la future révolte des banlieues aux Minguettes et à Vaulx-en-Velin au début des années 80, d'une toute autre facture, ni les « lascars » des lycées techniques contre le projet Devaquet en 1986 ou contre le CPE en 1994. Ils étaient simplement du mouvement. Par ailleurs, le passage d'un nombre relativement important de membres du mouvement du 22 mars lyonnais dans diverses formes d'appropriations illégales (trafics divers, casses et attaques de banques) dès les lendemains de Mai-68 et dans les années qui suivirent n'avait aucun antécédent et *a fortiori* modèle chez les trimards. La critique du travail, le refus de l'advenu (la défaite de Mai), une appétence pour le profil du hors-la-loi ont animé certains d'entre nous sans qu'ils cherchent à en faire une activité exemplaire.

DE LA DÉCOMPOSITION DU MOUVEMENT DU 22 MARS LYONNAIS, PILLAGE DU QUARTIER LATIN (5 JUIN 1971)

À Lyon, le mouvement redémarre fort dans les universités à la rentrée de septembre 68 : lutte contre les fascistes en droit et sciences économiques, résistance héroïque à la reprise des cours en histoire et géographie menée par deux ex-membres du groupe de Villeurbanne, une des composantes du mouvement du 22 mars lyonnais, attaque des locaux administratifs de la faculté de sciences pour empêcher le fonctionnement de l'université, cours de sociologie transformés en tribunes politiques, etc. La grande salle de

l'AGEL reste un lieu de rassemblement et de circulation des informations et des idées, mais le mouvement du 22 mars n'ayant pas vocation à se pérenniser, nous nous éparpillons et ne faisons guère front que contre les entreprises groupusculaires qui se multiplient que ce soit celles de l'ancienne FER lambertiste devenue AJS, ou celles des pro-chinois du *Front Uni*, ou enfin, celles de l'AGEL-UNEF qui est retournée à ses pratiques de magouille syndicalo-politique après l'heureuse parenthèse de mai-juin.

À Lyon, les pratiques illégalistes de certains anciens membres du 22 mars comme celle de ladite Bande des Tables claudiennes ou d'autres individus (au nombre non négligeable) ne ressortissent pas vraiment d'une position politique claire du type de celle qui fait dire au groupe italien *Comontismo* : « Lutte criminelle » ou « Soyons voyous ». Elles sont plus de l'ordre de la reprise individuelle et provoquent une incompréhension assez grande dans le milieu post-68, dès 1970 ou jusque-là menées révolutionnaires et pratiques illégales de diverses sortes avaient gardé un lien étroit. Chacun suivait son chemin et pour moi qui était alors aux *Cahiers de Mai* comme militant, mais qui devait aussi lutter pied à pied en faculté de droit avec le comité d'action contre les fascistes, il était difficile de me dissocier, dans tous les sens du terme et j'organisais même une collecte en droit pour J.-P. Berne qui venait de se faire arrêter et qui était une figure du mouvement du 22 mars et de la fac de droit, mais les liens n'étaient plus les mêmes puisque nous côtoyons journallement des copains qui avaient comme une double vie, une en pleine lumière et l'autre clandestine... sans être évidemment des clandestins comme ceux de la lutte armée.

À Paris, un tract de la revue *Négation* puis le journal *Le Voyou* expriment à l'époque une position assez proche de celle du groupe *Comontismo* en Italie, mais qui reste une position plus qu'une pratique à l'exception de ce qui se passera pendant le pillage du Quartier latin, alors que le groupe italien joindra le geste à la parole pendant un ou deux ans avant d'être victime de la répression. Mais dans tous ces cas, ces divers groupes ne se situent pas du tout dans l'optique d'une distinction entre *lumpen* et prolétariat ou entre voyoucratie de droit commun ou délinquance politique. Les catégories classistes sont abandonnées car c'est déjà le temps de l'individu-prolétaire qui n'est plus subsumé sous sa classe. Nous critiquons alors la distinction entre prisonniers de droit commun et prisonniers politiques quand les dirigeants

maoïstes ou de la LCR sont emprisonnés et demandent un statut de prisonniers politiques.

C'est le temps de la révolte violente, individuelle comme collective que certains voudront transformer en un goût de l'émeute comme cela sera théorisé un peu plus tard par des groupes comme *Les fossoyeurs du vieux monde*, *Os Cangaceiros*, *La bibliothèque des émeutes*¹¹.

L'EXEMPLE DE L'ITALIE

La révolte des prisons vient compléter les luttes de l'époque du *Biennio rosso* (1968-69). Mais la situation est inversée par rapport à la France car les prisonniers pour raisons politiques y sont plus nombreux et ce sont en fait les jeunes délinquants sociaux qui, quand ils sont arrêtés, se déclarent immédiatement prisonniers politiques. Sante Notarnicola, sur lequel nous reviendrons plus loin, donne des indications de première main sur la situation de l'époque¹². Dès 1968 s'amorce une longue bataille pour la réforme d'un code pénal qui est encore le code fasciste (code Rocco). Une première mutinerie éclate à Turin, puis c'est au tour de San Vittore à Milan où se trouve enfermé Notarnicola. Il va être amené à représenter les autres détenus dans des discussions avec l'administration pénitentiaire¹³. Avec l'intensification de la répression dans les usines, mais aussi au-dehors après l'attentat du 12 décembre Piazza Fontana, le lien entre détenus politiques et détenus de droit commun s'établit. Il s'approfondit encore quand les détenus politiques refusèrent l'amnistie gouvernementale pour les actions commises pendant l'automne chaud de 1969 et à partir de là tout le monde commença à se déclarer prisonnier politique.

Un texte circula dans toutes les prisons: Turin, Bologne, Florence, Gênes suivirent alors Milan dans la lutte. Le mouvement des prisons était en train

11 – Sur ce point, cf. J. Wajnsztej et C. Gzavier, *La tentation insurrectionniste*, Acratie, 2012, p. 24 et sq.

12 – Sante Notarnicola, *La révolte à perpétuité*, d'en bas, 1977 (*L'Evasione impossibile*, Feltrinelli, 1972).

13 – Notarnicola raconte aussi comment les prisons devenaient des lieux d'agitation et de formation révolutionnaire. Il parle, par exemple, de sa rencontre, dans l'infâme prison toscane de Volterra, avec le *comontiste* Riccardo d'Este, avec Andrea Valcarengi le créateur de la revue *Re Nudo*, avec l'anarchiste Eddy Ginosa.

de naître et un groupe au sein de Lotta Continua (LC) se consacre à cette question sous le nom des “damnés de la terre”. Le journal *Lotta Continua* va lui fournir une caisse de résonance en publiant communiqués et témoignages, tel celui de Notarnicola : « La classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire sont les seuls juges de ces actions. Pour nous juger, il faut être métallurgiste de mon quartier de la Barriera di Milano [à Turin], paysan calabrais, berger sarde [qui] sont les exploités d’aujourd’hui » (*Lotta Continua* du 17 septembre 1970).

L’été 71 sera chaud sur le front des prisons avec des révoltes à Rebbibia le 27 juin, le 29 à Catane, le 6 juillet à Forli, le 9 à Venise, le 20 à Modane.

Le *Corriere della Sera* fait bien le lien, à son corps défendant, entre les luttes des prisons et les autres : « Dans les derniers événements, il est aisé de percevoir une note particulière : à savoir que tout se rattache à une tendance diffuse, que l’on respire presque dans l’air, au désordre, à l’émeute et, immanquablement, au chantage » (15 avril 1969). La prison de San Vittore est quasi détruite (« on ne change pas la prison, on la détruit » disent les mutins). Les actes de destruction sont nombreux dans les prisons locales. Alors que les ateliers sont en nombre restreint et qu’ils fournissent, en prison, les seules possibilités de “cantiner”, les détenus les saccagent à Milan et Turin, amorçant ainsi une critique du travail qui rejoint celle qui se mène à l’extérieur, dans les usines¹⁴. À Turin, c’est un atelier champêtre de fabrication de fleurs en plastique qui est détruit alors qu’à Milan, c’est le Centre d’observation criminologique qui est rasé.

14 – Les revendications, de corporatives vont se faire plus significatives avec la demande d’une levée de la censure, de libre circulation des livres et journaux politiques. En fait, les mouvements de prisonniers vont peu à peu chercher un débouché politique que LC va leur donner. Quand le mouvement se radicalisera encore, la caisse de résonance fournie par LC ne suffira plus et les NAP (*Nuclei Armati Proletari*) seront créés dans lesquels on retrouvera d’ailleurs des anciens « damnés de la terre » de LC. Ces noyaux agiront de façon relativement autonome ce qui les amènera à prendre une seconde dénomination plus précise souvent en fonction d’un événement de référence. Par exemple, les NAP du 29 octobre font référence à un événement survenu à Florence le 29 octobre 1974, à savoir une expropriation d’une banque qui a causé la mort de plusieurs militants.

C'est la dimension mouvementiste de LC qui la porte à se faire l'expression politique des "sans" de l'époque, ceux qui n'ont pas de droit ni de liberté, par définition. Le groupe va se poser en opérateur de politisation des territoires hors de l'ordre étatique. « Tout détenu est politique » sera le slogan lancé par la direction de LC pour briser la coupure entre détenus politiques et détenus de droit commun. Mais la lutte dans les prisons est conçue aussi de façon instrumentale, car elle doit constituer un vivier militant pour de futures luttes à l'extérieur. La lutte en prison n'a donc pas d'autonomie et reste au contraire subordonnée à la lutte d'usine. Une opposition se fait jour entre d'un côté les noyaux internes qui ont tendance à faire de la prison un lieu de révolte spécifique qui n'est d'ailleurs que la suite du refus du travail spécifique qui habite bon nombre de voleurs avec leur mépris pour le travailleur et sa morale; et de l'autre les membres de la Commission prisons de LC qui cherchent à justifier les actes de délinquance et le caractère politique des luttes de détenus par leur origine sociale prolétaire¹⁵. Cette opposition entre morale ouvrière et principes sous-prolétaires est perçue surtout comme une arme de division du pouvoir et non comme le fruit d'expériences différentes et dans *Liberare tutti i dannati della terra* (1971), une brochure importante de LC sur la question, il s'agit d'amener le détenu sur une ligne juste, de lui faire trouver sa place dans le processus révolutionnaire. C'est que le détenu de droit commun n'a pas en lui-même, de façon immédiate, la même puissance révolutionnaire que le prolétaire. On retrouve là la méfiance qu'avait Marx vis-à-vis du *lumpenprolétariat*.

Dans la perspective de LC, la prison n'est donc qu'une « école de révolution » comme le dira Irene Invernizzi (*Il carcere come scuola di rivoluzione*, Einaudi, 1973).

Force est de constater que Lotta Continua n'a pas réussi à intégrer le « front des prisons » à l'analyse de la composition politique de classe. Elle est restée gauchiste dans la mesure où elle n'est pas sortie d'une certaine instrumentali-

15 – Toute proportion gardée on aura la même chose à Lyon au moment du procès de « la bande des Tables-Claudiennes » quand des journalistes de *Libération* et des militants de la Gauche prolétarienne s'étonneront que la défense des avocats ne soit pas plus « politique », que les accusés ne fassent pas une sorte de « procès de rupture ».

sation des noyaux internes de prisonniers en référence premièrement, à une position sur le *lumpenprolétariat* restée finalement assez proche de celle de Marx et deuxièmement à une position qui subordonnait la lutte des prisons à la lutte d'usine. Lotta Continua ne s'est pas vraiment posé la question de savoir si le *sottoproletariato* des années 70 était le même que le *lumpen* de 1848; s'il était amené à disparaître comme le pensait Marx ou au contraire à se développer dans le cadre de l'inessentialisation de la force de travail, de la fin de l'armée industrielle de réserve devenue définitivement surnuméraire, du précaire comme nouvelle forme dominante du salariat, etc. À la décharge de Lotta Continua, on peut dire que cette question n'est toujours pas réglée quand on voit aujourd'hui certains assimiler les non garantis et autres précaires ou *disoccupati* à une nouvelle figure de classe, alors que d'autres ont vu, par exemple dans la révolte des banlieues de 2005 en France, l'apparition d'un nouveau *lumpen* (les « nouvelles classes dangereuses ») duquel il faut absolument marquer sa distance. Cette faille dans l'analyse a conduit à un éclatement entre une majorité au sein de LC qui au fur et à mesure des années va réorienter son soutien aux prisonniers dans un sens humanitaire avec *il Soccorso rosso* et une minorité qui va rejoindre les noyaux armés prolétariens (NAP) qui prônent l'autonomie des luttes de prison par rapport aux luttes d'usine.

LC a parfois été accusée d'avoir fui ses responsabilités, d'avoir eu un discours, mais pas une pratique à la hauteur, d'avoir finalement reculé face à la question de la violence; etc. Erri de Luca s'inscrit en faux contre ce procès d'intention: « *Lotta Continua* soutenait les mouvements révolutionnaires dans le monde entier [...] mais n'aurait jamais pu incorporer les camarades des NAP. Ils ne disposaient ni d'une tradition, ni d'une expérience communiste. Et [...] leur condition d'anciens détenus les rendait plus exposés aux infiltrations de la police »¹⁶. Par ailleurs, les NAP qui étaient nées au sein de prisons « normales » et constituées par des prisonniers de droit commun dont le vivier était continuellement alimenté par une petite délinquance endémique, mais qui maintenant se politisait peu à peu ou même tout d'un coup dans le climat propice des luttes sociales, furent littéralement asphyxiés

16 – Erri De Luca, in Valerio Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi. NAP: ribellione, rivolta e lotta armata*, L'Ancorra del Mediterraneo, Naples, 2010.

dans l'atmosphère confinée des prisons spéciales qui à la fois empêchaient toute évasion et tarissait le vivier précédent constitué de sous-prolétaires en colère.

Ce procès d'intention est d'autant plus faux qu'au sein de LC, et surtout dans la branche milanaise, certains comme Paolo Sorbi se plaignent que les camarades adoptent un style de vie *lumpen* et fassent dégénérer le travail politique (Marighela serait plus lu que Panzieri) au profit d'un comportement essentiellement antifasciste et avec un look quasi militaire.

Le groupe *Ludd* disparaît en 1971, mais *Comontismo*, avec Riccardo d'Este, s'en est détaché bien avant et lance le mot d'ordre *Teppistizziamoci!* (« Soyons voyous¹⁷ ! ») à la suite des événements de Reggio de Calabre qui, pour lui, semblent indiquer une certaine politisation de la criminalité vers laquelle pourrait converger une criminalité politique¹⁸. Il se livre à des attaques et pillages de magasins en plein jour et en 1972, il attaque le siège du PSDI ainsi que de nombreux magasins et bars du centre de Milan. Une position à l'opposée de celle du PCI pour qui ces luttes du Sud (Battipaglia, Reggio) doivent être considérées comme des luttes de sous-prolétaires sans conscience de classe et même des luttes fascistes (comme le dira dans une de ses chansons, une artiste aussi chaudement de gauche que Giovanna Marini).

Dans *Nous voulons tout*, Balestrini montre bien la dualité du nouveau prolétaire. Contrairement à celui de la ville, il n'était pas sans ressources et même certains devinrent propriétaires en ville (p. 11). À l'ingénieur qui lui propose un nouveau travail alors qu'il vient de se faire licencier, l'ouvrier répond : « Non, vous ne m'avez pas compris, je ne veux plus travailler. Je veux rien

17—Peu de temps après sortira, en France, le journal *Le Voyou* qui se présente comme « un organe de provocation et d'affirmation communiste » (titre de l'éditorial du numéro unique de mars 1973). Le terme de « voyou » désigne le prolétaire révolté qui refuse son existence de marchandise force de travail. Mais il précisait : « il ne faut pas voir dans le titre de *Le Voyou*, une quelconque apologie du délinquant, du blouson noir ou de leurs équivalents. Le blouson noir politisé n'est que l'envers du politicien se déguisant en blouson noir ».

18—Une idée assez proche affleure dans la revue française *Le Voyou*, issue elle-même du groupe *Négation*. Plus tard, le groupe des *Fossoyeurs du Vieux Monde* reprendra cette thématique.

faire. Alors je suis allé prendre le pognon le mois d'après et comme ça l'histoire de l'Idéal Standard a été terminée. Je suis resté au chômage un certain temps, mais je me suis acheté des chaussures élégantes, un imperméable et des vêtements. En 15 jours, j'ai dépensé tout mon argent » (p.21). De la même façon, un peu plus loin le jeune ouvrier raconte comment, venu l'été, il cherche à se faire licencier pour revenir se baigner chez lui, dans le Sud. Ce n'est pas l'autonomie ouvrière qui s'exprime là, c'est le refus de tout le rapport social capitaliste.

On a aussi la même situation dans les luttes de chômeurs du Sud. Ces luttes ne peuvent produire de dépassement à partir d'elles-mêmes, mais elles sont le signe d'une irréproductibilité de la force de travail et plus généralement des rapports sociaux actuels. Elles attendent leur événement extérieur qui n'est pas la crise capitaliste inéluctable, mais qui n'est pas non plus la simple révolte.

Comontismo fit un peu plus tard sa critique en se dissolvant. L'apologie de la criminalité ne peut être un modèle de destruction subversive. Aucun comportement illégal n'est en lui-même subversif. Il ne faut pas confondre un illégalisme historique lié à la fois à une domination seulement formelle du capital et à des nécessités de survie pour certains individus ou groupes et une glorification idéologique de l'illégalisme qui en deviendrait une ossature théorique¹⁹.

19—Au moment de son premier procès, Sante Notarnicola disait: «J'ai confondu la lutte révolutionnaire avec la rébellion individuelle, faisant ainsi le jeu de la classe dominante [...] tendant à empêcher premièrement la formation de la conscience de classe des exploités, deuxièmement à réduire les forces du mouvement révolutionnaire, troisièmement à dresser les exploités les uns contre les autres. Les uns sont exploités parce qu'ils travaillent dans certaines conditions, les autres sont exploités parce qu'ils sont contraints de se révolter de façon individualiste. Ils se dressent les uns contre les autres parce qu'en devenant un bandit on s'éloigne de sa propre classe, on se met en dehors de la lutte politique de masse» (p.188, *op. cit.*). Notarnicola continuera la lutte en prison, en affirmant la continuité entre le «dedans» et le «dehors» et de façon non sectaire comme on peut le lire dans la dernière partie de son livre. Il aura ainsi des rapports avec les anarchistes, mais aussi avec les BR, tout en défendant le point de vue de l'autonomie de la lutte carcérale.

En fait, l'action de *Comontismo* était limitée par son immédiatisme pratique : l'abolition des conditions présentes n'est entreprise qu'à l'échelle microscopique de la marginalité. L'affranchissement par rapport à la loi n'est alors que formel s'il ne trouve pas un contexte historico-politique lui fournissant un champ plus large d'intervention et de conscience. En l'absence de celui-ci, la tentative du repli, même communautaire est la solution de facilité. Ricardo d'Este, Dada Fusco et C. Venturi rejoignent Cesarano pour une tentative de communauté ouverte qui est finalement un échec. Cesarano se suicide à la suite. Une partie des rescapés de Ludd et de *Comontismo* rejoindront plus tard *Azione rivoluzionaria* sous l'égide de Faina puis même les BR comme l'indique Camatte dans ses notes accompagnant « Chronique d'un bal masqué » in *Invariance*, série III, n° 1

Aujourd'hui, un groupe comme *Stranieri ovunque* et son journal *Il Viaggio* semble proche des positions de *Comontismo* de l'époque : « La criminalité, c'est le prétexte (au fond d'où sort la criminalité si ce n'est de la nécessité de l'argent), le véritable objectif c'est de faire baisser la tête à tous ». Mais le groupe bute sur la question de l'immigration qui n'a plus rien à voir avec celle des années 60-70. La liberté de circulation des immigrés du Sud vers le Nord de l'Italie a produit une critique et une lutte anti-travail que l'immigration des migrants et autres réfugiés d'aujourd'hui ne risque pas de produire. Comme le disait très bien la revue d'obédience opéraïste *Kolinko*, il n'y aura pas de nouvelle recomposition de classe avec les immigrés de l'extérieur d'aujourd'hui qui sont de plus en plus nombreux à chercher non pas un travail comme venaient le chercher les anciens immigrés économiques, mais avant tout des moyens de survie dans une société capitalisée qui a détruit les anciennes communautés et la communauté ouvrière en premier lieu, ce que *Stranieri ovunque* reconnaît d'ailleurs. Il n'y a donc rien vers quoi se socialiser, ni communauté ouvrière ni citoyenneté, d'où la communautarisation immédiate de beaucoup de ces migrants ou alors leur placement à l'isolement dans des campagnes en voie de désertification.

Cela conduit aussi à s'appuyer sur les actions velléitaires et confuses des exclus, dont on prend la radicalité spontanée comme point de référence politique,

alors qu'elle n'est tout au plus qu'un aspect secondaire de l'intensification de l'affrontement²⁰.

Notarnicola fit la réponse suivante dans une lettre adressée à un membre non précisé de ces avant-gardes externes : « Le mouvement doit être autonome. La raison en est simple : vous ne connaissez pas cette réalité que nous seuls connaissons. C'est une réalité qu'on ne peut pas comprendre en seulement trois jours de prison ou à travers une série de lettres ; par conséquent, vos "avant-gardes" venues ici pour quelques jours ne peuvent pas se représenter ce que nous seuls connaissons. [...]. Tu te trompes si tu crois qu'ici on attend des ordres d'en haut. J'espère que tu te rends compte que, si nous avions la tête ainsi faite, nous serions chez Fiat et pas en prison ».

Cette remarque de Notarnicola est à relativiser, car bientôt beaucoup d'ouvriers de la Fiat allaient se retrouver en prison ainsi que nombre de militants extérieurs et pour un temps presque aussi long que le sien. Mais pour lui, de cela est née une métaphysique de 77 magnifiant les nouveaux sujets sociaux, les sous-prolétaires sur le modèle des révoltes des ghettos américains. Après, les nouveaux *leaders* furent Paolo Rossi (l'avant-centre de la sélection italienne de football, héros de la coupe du monde de 1982) et John Travolta constate-t-il avec amertume.

Les oppositions se radicalisent Erri de Luca avoue que la manifestation la plus importante et violente, celle du 11 mars 1977 fut quasiment sa dernière, alors que Gad Lerner, dans le journal *Lotta Continua* décrit de façon très positive la nouvelle figure centrale qui serait celle de l'exclu du système, le jeune marginal ou l'étudiant sans boulot, le fils de prolétaire sans identité ouvrière, tous mettant en crise la centralité ouvrière et le mythe de la classe porteuse de l'intérêt général.

« L'analyse doit recueillir cette puissance de la marginalisation (prolétarienne) comme limite extrême – et force radicale – du refus du travail. Le *lumpen* détermine aujourd'hui dans le mouvement, une angoisse de libération dans laquelle la lutte de classe prolétarienne cherche à se révéler : le *lumpen* est le véritable porteur de ces valeurs humaines dont le socialisme et le révisionnisme se gargarisent, à cette différence, qu'il ne l'est pas comme es-

20 – Le texte fait peut être allusion au travail de LC en direction du « front des prisons ».

sence originaire et générique, mais comme *Träger*, porteur et intermédiaire de la lutte. » (Negri : thèse 13 de *Prolétaires et État*, Galilée, 1978, p. 297).

Ce n'est pas un hasard si Turin qui avait été au centre du mouvement de 1968-69 quitte le devant de la scène dès le milieu des années soixante-dix. Le territoire central devient l'université et la ville de Milan ainsi que son *hinterland* où est publié le petit journal *La tribù delle talpe*. Un rassemblement national des jeunes prolétaires est organisé dans la banlieue de Milan en juin 76, au Parco Lambro où vont exploser toutes les contradictions et la violence interne au mouvement avec de jeunes prolétaires se livrant à des agressions contre des féministes et homosexuels²¹. Ce festival va signifier la fin de l'idéologie de la fête et de la vie « libérée » au sein du mouvement giovaniliste.

À Bari aussi, par exemple, dans les Pouilles, les autonomes organisent « la recomposition du prolétariat social ». Les trois Maisons de l'étudiant, tenues en pratique par des étudiants-prolétaires, malgré la présence de la cheffailerie étudiante, sont devenues des centres de discussion et de réappropriation. Le syndicat et le PCI firent fermer le restaurant des maisons de l'étudiant et en réponse une manifestation de plus de dix mille étudiants se retrouva pour s'inviter à manger dans les réserves du restaurant. La perquisition effectuée par la police peu après, révéla que de nombreux jeunes non étudiants, et même deux prostituées et toute une famille au chômage, occupaient les lieux. Cette situation donna lieu à une grève syndicale du personnel du restaurant²². Ce dernier point souligne que comme à Bologne, le mouvement de 1977 représente le niveau le plus intense de décomposition sociale de la classe alors que les autonomes y voyaient le niveau le plus intense de la recomposition sociale.

Radio Alice avait dit : « Le marginal au centre ». C'est un peu ce qui arriva à partir de 1976 avec la constitution de cercles de jeunes prolétaires à Milan, Rome et Bologne surtout, puis à l'automne avec le mouvement des auto-réductions pendant lequel des dizaines de milliers d'étudiants, de jeunes ouvriers et de chômeurs venant des banlieues se rassemblèrent dans les

21 – C'est comme si faute de cerner un ennemi extérieur, le mouvement s'était tourné contre lui-même.

22 – Lettre de camarades de Bari du 3 juin 1977 à la revue française *Les Fossoyeurs du Vieux Monde* et *La Repubblica* du 31 mai 1977)

centres-villes pour s'appropriier des marchandises, imposer des loisirs gratuits²³. Ce faisant ils tendent à faire sauter de façon pratique la vieille opposition marxiste entre prolétariat et *lumpenprolétariat* que les groupes *Ludd* et *Comontismo* avaient déconstruite au niveau théorique quelques années plus tôt. Pour les *giovanilisti*, il s'agit aussi de troubler des spectacles réservés comme ceux de la Scala de Milan, pour *Othello* le 7 décembre 1976. Ce dernier événement se traduit par un cuisant échec face à des forces de répression très organisées ce qui laissa des traces dans le mouvement milanais. Ce dernier échec ajouté aux désillusions du parc Lambro et à des initiatives du MLS (*Movimento dei Lavatori per il Socialismo*, qui prend la suite du MS de Milan) pour donner aux *circoli giovanili* une coloration plus morale et plus conforme à sa conception néo-stalinienne de la contestation (en montant par exemple des comités anti-drogue particulièrement violents) vont faire que le mouvement *giovaniliste* va se déplacer progressivement de Milan vers Rome puis Bologne.

Les premiers « Indiens métropolitains » semblent être apparus à l'Université de Rome, en section de philosophie. Ils acquièrent vite de l'importance parmi les étudiants les moins intégrés dans la ville et dans les études, surtout chez ceux qui viennent de province et connaissent des problèmes de déracinement.

Le mouvement de 1977 n'exprime pas qu'une prise en compte de la marginalité comme semble le croire Franco Berardi (Bifo). Pour les tenants de l'autonomie ouvrière, les marges (et les *emarginati*) sont des éléments internes à ce mouvement en tant que ce dernier est le fruit d'une nouvelle composition de classe faite de l'intégration au procès de production diffus (une nouvelle force productive en fait) d'une force de travail de plus en plus indépendante, puissante et conflictuelle. Elle cherche à produire ses propres espaces, ses propres moyens de produire, elle cherche à former une seconde société qui vit à partir des pores de la société principale, mais vise à les élargir.

Comme nous l'avons déjà indiqué dans les articles sur les classes du n° 6-7 de *Temps critiques*, les classes ne sont révolutionnaires que lorsqu'elles expriment une combinaison interclassiste faite de références communautaires

23 – Ce sera l'automne des *circoli giovanili* qui va culminer à Milan avec, à l'intérieur de l'*Università Statale*, le slogan : « Nous avons déterré la hache de guerre ».

variées (expérience de jacqueries paysannes, rude race païenne forgée par la discipline d'usine et insensible aux sirènes de la société de consommation, urbanité des rapports sociaux dans des quartiers qui en étaient encore, etc.). C'est pour cela que nous disons que les franges récemment prolétarisées sont en deçà d'une identité prolétarienne et en même temps déjà au-delà. Mais ce que décrit *Bifo* est dépendant d'un rapport de force qui a aujourd'hui profondément changé depuis la défaite prolétaire et la révolution du capital qui s'en est suivi à partir des restructurations industrielles et de l'institutionnalisation des mouvements d'émancipation.

LES FORMES DE LA RÉVOLTE APRÈS LA RÉVOLUTION DU CAPITAL

La conséquence de l'inessentialisation de la force de travail dont une partie devient de ce fait surnuméraire, est que dans certains quartiers ou banlieues, on assiste au développement d'une économie souterraine et illégale, qui est peut-être "en dehors" parce qu'elle est régie pas ses propres règles, mais elle ne fabrique pas des "En-dehors" parce que la plupart des individus qui y participent sont peu ou prou intégrés au business, à sa propre division du travail, à ses valeurs, à la thune et à la consommation de marques. La territorialisation qui est nécessaire à leur insertion de second niveau au sein du quartier²⁴ est antinomique à un quelconque vagabondage ou nomadisme, à une liberté à laquelle le *trimard* ou le *zonard* aspirait et le portait à être plus ou moins sans attache.

Or, c'est cette déterritorialisation assumée par les *trimards* qui va permettre que s'établissent des passerelles vers des ailleurs et avec des autres. C'est aussi elle qui les empêche de se constituer en bande de quartier comme le faisaient les blousons noirs ou les *hooligans*. Alors que les "bons" étudiants avaient tendance à rester centrés sur l'Université, que les ouvriers syndiqués et grévistes étaient encasernés à l'intérieur des usines occupées, jeunes ouvriers, jeunes prolétaires, *trimards* et nous-mêmes pouvions trouver et prouver dans les manifestations, une liberté située, collective et d'action.

24 – Une territorialisation très différente de celle qui existait dans les anciens quartiers populaires comme base arrière de la communauté ouvrière alors qu'aujourd'hui cet espace est déstructuré par la disparition des usines. Il apparaît comme un espace dévalorisé dans lequel se maintiennent à grand-peine services publics et commerces.

En effet, ceux qu'on a appelé les marginaux dans les années post-68 n'étaient plus en dehors d'une société bourgeoise qui achevait de se décomposer et qui se recomposait en englobant tous les individus dans une socialisation de et par l'État²⁵, constituant ainsi, progressivement, la société du capital²⁶. Par définition, en quelque sorte, être à la marge ne signifiait donc plus être en dehors, mais bien dedans et à la marge. D'ailleurs, à l'époque (fin de ce qu'on a appelé les *Trente glorieuses*), personne ne parlait encore en termes d'exclusion. Nous n'étions plus dans les conditions des hivers 1952 et 53, même s'il y avait encore des bidonvilles à Villeurbanne, entre Bonnevey et la Soie et aux limites du quartier des Buers, vers le pont de Croix-Luizet, le long du boulevard de ceinture. La notion d'exclusion ne fera son apparition qu'en 1974, sous la plume de René Lenoir, secrétaire à l'Action sociale, quand la *Démocratie nouvelle* de Giscard (sur le modèle de la *Grande société* de Kennedy-Humphrey) actera ses difficultés à englober ses marges, aussi bien celle liée à la persistance de la pauvreté relative, que celle liée à l'existence d'une queue de comète soixante-huitarde (les squats politiques des autonomes rejoignant ici les squats de survie). Une forte augmentation quantitative de "marginaux" ne manifestait donc pas un processus d'exclusion, mais l'échec relatif de l'État à prendre en compte et encadrer une catégorie d'âge en nombre croissant et une immigration d'origine nord-africaine et africaine à qui l'État accordait soudain le bénéfice du rapprochement familial (décret du 27 avril 1976) sans se donner les moyens d'y répondre de façon satisfaisante de son point de vue (passage des bidonvilles aux logements sociaux, mais impasse des foyers Sonacotra).

25 – Cf. l'État-social et l'État c'est nous de la première période de *Temps critiques*.

26 – Ce que des auteurs post-modernes comme Deleuze ou Foucault ont essayé de théoriser en parlant du passage des sociétés de discipline aux sociétés de contrôle reposant sur la normalisation. La marge y était magnifiée comme chez Guattari avec la création de *Marge* qui faisait suite à *Défense active*, l'un des prolongements du M22 parisien où on parlait effectivement des marginaux, droits communs et autres. Mais peu à peu, de la même façon que les maos fabriquèrent leurs immigrés, des libertaires radicaux fabriquèrent leur marge.

Or, un type de société qui peut se permettre de lâcher ses fous dans la nature est une société qui ne craint justement pas que cela en fasse des révolutionnaires. On n'est plus au temps de Sade!

Tout au long de ces années, le concept de jeunesse fait sens à l'intérieur d'un profond bouleversement des rapports sociaux capitalistes, de leur modernisation et de leur démocratisation. L'allongement du temps de la scolarité obligatoire produit une situation de latence entre l'enfance et la condition d'adulte qui n'a existé dans aucune autre société auparavant. Elle produit à son tour les conditions d'une homogénéisation relative et d'une autonomie de la jeunesse qui contradictoirement est captée par la dynamique du capital (la mode-jeune) et lui échappe car elle se révolte contre des codes qui sont, pour la plupart, restés ceux de la vieille bourgeoisie, mais dans un contexte d'accélération des transformations sociales et culturelles. C'est ce processus que les revues *Socialisme ou Barbarie* et *Internationale situationniste* ont mis en avant dès le début des années soixante²⁷. Il se manifestait concrètement par l'expression d'une certaine violence, celles des *blousons noirs* dans les rues, mais aussi celle des *rockers* au cours de concerts ou autres manifestations publiques (Stockholm, Amsterdam, Paris, Lyon²⁸), avant de prendre une tournure plus politique avec l'opposition à la guerre d'Algérie puis à celle du Vietnam. Une révolte de la jeunesse donc qui prendra différentes formes parce qu'elle est encore surdéterminée par des caractères de classe, *beatniks* du côté intellectuel et "petit-bourgeois" comme on disait à l'époque, *blousons noirs/hooligans* côté prolétaire. Si les *trimards* ne rentrent strictement, à mon avis, dans aucune de ces catégories, ils se rapprochent quand même des seconds et si on veut absolument leur trouver une correspondance ou plutôt une appellation plus générique, je pense que la plus appropriée est celle de *zonards* définis comme ceux qui zonent dans des *no man's land urbains*. Ce qui me semble le plus important, c'est que ces catégories sont toutes englobées dans un processus général de juvénilisation dont les étu-

27—Cf. l'article de Serge Mareuil: «Les jeunes et le yé-yé» dans le n° 36 de *Socialisme ou Barbarie* (1964) où il montre que nouvelles musiques et danses correspondent chez les jeunes à la désagrégation de la culture bourgeoise d'un côté et à la disparition de la culture prolétarienne de type 1936.

28—Le journal *l'Humanité* du 21 août 1963 note à propos d'un concert de Sylvie Vartan dans le sud de la France: «Brusquement les tomates, les bouteilles, les chaises se mettent à twister. Le piano s'évanouit de stupeur pendant que les guitares électriques et la batterie abandonnées par les musiciens se transforment en artillerie contre les CRS» (cité par Mareuil, *op. cit.*, p. 39).

dians sont la pointe avancée, non pas parce qu'ils seraient automatiquement destinés à être leur avant-garde, mais parce que ce sont eux qui subissent cette condition le plus longtemps. Ici, quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir des situationnistes et les critiques qui peuvent être faites à la brochure de Strasbourg *De la misère en milieu étudiant*, il faut leur reconnaître d'avoir touché un point juste en insistant sur cette "misère" qui peut apparaître paradoxale. Une "misère" qui est commune à toute cette jeunesse parce qu'elle n'est pas principalement matérielle. Quoi de plus logique alors que *blousons noirs*, *zonards*, *loulous de banlieue* aient rejoint les étudiants en Mai-68 dans une même révolte et en lui donnant un sens qui ne se limitait pas à casser des chaises et du flic au cours d'un concert de Vince Taylor ou de Long John²⁹ ! Quoi de plus logique que le pouvoir n'ait pu leur faire jouer le rôle attribué par les marxistes au *lumpen* ! Ils n'allaient quand même pas s'engager dans les CRS ou dans le service d'ordre de la CGT ; « ça ne leur parlait pas ça » comme on dit dans la novlangue. Par contre les manifestations qui laissaient espérer qu'elles ne se limitent pas au "traîne-savates" habituel, ça leur disait bien.

Mais ils n'étaient pas du tout "en marge" au sens des anarchistes individualistes du début de xx^e siècle puisqu'ils touchaient parfois des salaires comme Marcel Munch le mentionne, ou comme il est dit de Mougin quand son père parle du travail d'ajustage, puis de divers petits boulots exercés par son fils. D'autres ou leurs parents touchaient des indemnités étatiques diverses ou de l'aide en provenance de l'assistance sociale (subsidés alloués par les Caisses d'allocations familiales à travers l'allocation pour orphelin, l'allocation de soutien familial) ou de la Sécurité sociale. Donc que Claire Auzias exalte "la marge" en lui donnant un contenu invariant et déshistoricisé relève, à mon avis, d'un amalgame historique et sociologique abusif et d'une méprise politique.

Finalement, il y avait une réalité sociale qu'elle a tendance à idéaliser. À la fin des années soixante, les *trimards* comme d'autres individus classés dans des sous-catégories qui en étaient les plus proches ne se voulaient pas "en marge"

29 – Quand elle en parle, Claire Auzias ne la voit qu'en provenance des « marges » (*beatniks* et *trimards*) ou alors dans la révolte des lycéens (cf. son entretien pour le n° 77-78 de la revue *IRL*, printemps 1988).

au sens où ils n'accomplissaient pas cette démarche dans un but existentiel ou politique, mais ils étaient plongés dans un mode de vie atypique avec des imageries du réprouvé, de l'artiste maudit et déchu, du révolté individuel, du nihiliste, du voyou autoproclamé, du quasi-délinquant, du cas social, etc. Que certains des *trimards* se soient (ou aient été) impliqués dans "l'orgasme lyonnais" n'en fait pas des soldats (perdus) du prolétariat, mais bien plutôt comme nous l'avons dit plus haut, des composantes d'un soulèvement de la jeunesse qu'on a retrouvé côté étudiant évidemment, mais aussi côté ouvrier. Cela ne veut pas dire non plus que Mai-68 n'a été qu'un mouvement d'insubordination de la jeunesse sinon on ne comprendrait ni la solidarité contre la répression de la part des ouvriers et d'une partie de la population, ni la grève ouvrière généralisée.

Simplement, la classe du travail n'était pas leur communauté de référence ! D'ailleurs ils n'avaient pas de communauté de référence. Et en auraient-ils trouvé une si nous n'avions pas été battus ? Rien n'est moins sûr !

Une rencontre qui ne se reproduira que dans quelques moments rares par la suite, au moment de la "Marche de l'égalité" dans les années 1980, avec les *lascars* des CET en 1986 contre le projet Devaquet, la lutte contre le CIP en 1994 avec la manifestation des lycéens-étudiants lyonnais contre l'arrestation de deux jeunes lycéens d'origine immigrée au cours des affrontements violents des jours précédents autour de la place Bellecour, mais plus du tout à partir de 2005 (révolte dans les banlieues) et 2006 (lutte des lycéens et étudiants, y compris de banlieue contre le CPE et "dépouille" violente de certaines bandes de jeunes prolétaires sur des manifestants étudiants). C'est pourtant à un mytique en-commun émeutier que certains comme Alèssi dell'Umbria veulent s'associer. Dans son livre *C'est la racaille ? Eh bien j'en suis ! À propos de la révolte de 2005*, L'échappée, 2006, il projette un imaginaire communiste dix-neuviémiste, absent dans les émeutes de 2005, alors qu'on en percevait encore des traces dans les révoltes des Minguettes à Vénissieux et à Vaulx-en-Velin au début des années 1980, à l'époque où Alèssi et son groupe *Os Cangaceiros* publiaient, dans le numéro de janvier 1985, l'article « Minguettes blues ».

Le titre même de son livre montre qu'Alèssi entremêle les époques. En effet, il pastiche un chant de l'époque de la Commune : *La canaille*, paroles d'Alexis Bouvier dont le refrain est « C'est la canaille ! Eh bien j'en suis ! »

repris ensuite par le milieu anarchiste de l'action directe à la fin du XIX^e siècle et la répression par une bourgeoisie traitant les révoltés et les "En-dehors" de "canailles". Mais ce n'est pas parce que le mot racaille rime avec celui de canaille qu'il désigne les mêmes individus et des époques analogues. Il n'y a pas eu d'en commun émeutier en 2005, tout juste un "nous" des bandes et des actions éclatées, plus nihilistes qu'aveugles d'ailleurs puisqu'elles se sont souvent attaquées aux institutions ou associations qui cherchaient à empêcher que ces zones ne se transforment en ghettos à l'américaine. Déclarer s'y affilier constitue la méprise politique de tous ceux qui glorifient en soi *Le temps des émeutes* (Alain Bertho, Bayard, 2009) en le confondant par aveuglement historique avec les manifestations et violences de rue dans Paris et sa banlieue à la Belle époque où des groupes anarchistes violents du tournant du XIX^e au XX^e siècle formaient des communautés de vie et de lutte même si c'était sur les bases de l'anarchisme individualiste. (cf. Anne Steiner, *Le temps des révoltes*, L'échappée, 2012). Mais dire « eh bien j'en suis », ce qui était encore possible au début des années 80, n'a plus de sens politique aujourd'hui.

JW, juin 2018.

CAPITALISATION ET REPRODUCTION RÉTRÉCIE

Jacques Wajnsztein

CAPITALISATION ET REPRODUCTION RÉTRÉCIE SONT DEUX NOTIONS que nous avons développées dans des textes précédents, mais sans toujours les relier entre elles. De récents articles parus dans la presse, à propos de la priorité qui serait accordée par les grandes firmes aux actionnaires et aux pratiques de fusions/acquisitions dans la phase actuelle nous permettent de revenir préciser ce point¹.

Tous ces articles de presse lancent un cri d'alarme à la crise parce que l'économie actuelle (prise comme une entité totalement autonomisée (*dis-embedded*) dirait Karl Polanyi) n'assurerait plus une croissance digne de ce nom, le modèle étant toujours, plus ou moins explicitement, celui de la période des Trente glorieuses avec sa marche parallèle du progrès économique et du progrès social sous l'aile d'un État protecteur. En lieu et place, on assisterait à l'émergence d'une sorte de caste kleptocrate et sans vergogne s'arrogeant des dividendes au détriment, d'une part, de l'investissement et d'autre part, de la rétribution des salariés. Le capitalisme aurait perdu ses magnifiques chevaliers d'industrie et vu renaître de sinistres rentiers et des « patrons-voyous ». Par ailleurs, l'État dont ils ne disent pas un mot aurait semble-t-il disparu sous prétexte qu'il ne prend plus la forme de l'État-nation et providence et qu'il laisserait dominer la finance, une puissance devenue aussi puissante que mystérieuse et absurde (la *phynance* du Père Ubu de Jarry). À les en croire, ce serait « le monde à l'envers », la crise avec petit c ou grand C, c'est selon.

Dans le premier article, les auteurs du rapport quittent quand même le ton moralisateur du début pour donner une explication qui se veut plus objective, plus « économique ». En effet, ce qui est sous-jacent à leur argumenta-

1 – Cf. les articles du journal *Le Monde* daté du 14 mai 2018 : « Profits du CAC40, la priorité aux actionnaires de plus en plus contestée » (rapport de l'ONG Oxfam) ; et « Aux États-Unis, la folie des rachats d'action ». Voir aussi l'article de R. Godin : « Le CAC40, machine à dividendes... et à inégalités » (*Mediapart*, 14 mai 2018).

tion, c'est qu'ils posent ce qu'ils décrivent (l'accroissement de la part des dividendes dans le produit national) comme le signe d'une surproduction industrielle ou d'une anticipation de marchés peu porteurs rendant inutile un haut niveau d'investissement. Mais est-ce bien sûr ? Est-ce qu'il n'y a pas ici, dans cette fictivisation plus ou moins généralisée dont Marx analysait déjà les débuts², un phénomène particulier, une autre possibilité du capital. C'est une question que Marx se posait déjà³ sans trancher, à savoir est-ce que cette fictivisation (mais ici, on peut mettre capitalisation, j'y reviendrais) est corrélée à la « réalité (« l'économie réelle ») ; ou bien est-ce qu'elle est la réalité ? Pour lui, l'avantage du capital fictif tenait dans sa capacité à flexibiliser la production (fluidifier serait peut être plus adapté), à la rendre plus continue et l'inconvénient aurait consisté dans le fait que cela conduisait à donner de mauvais signaux de prix (à l'époque de Marx, ceux-ci n'étaient pas encore essentiellement des prix de monopole ou des prix administrés, donc il croyait à la vérité des prix comme tout bon économiste classique confiant en une loi de la valeur qui ne supporte pas une grande distorsion entre valeur et prix). C'est cette impasse des théories de l'équilibre qui a amené Hyman Minsky à son hypothèse d'instabilité financière qu'il repère bien avant le processus de globalisation pourtant accusé de tous les maux.

Dans ce que j'ai appelé la « reproduction rétrécie⁴ », la capitalisation prime sur la valorisation et rend caduque l'analyse marxiste en termes de rapport

2 – *Le Capital*, II, Gallimard (Pléiade), p.1755. Pour Marx, elle était fondamentale pour le processus d'accumulation primitive.

3 – *Ibidem*, p.1761: « Dans quelle mesure est-elle [l'accumulation du capital monétaire] ou n'est-elle pas un indice d'une accumulation réelle du capital, c'est-à-dire la reproduction sur une base élargie ? Quand on parle de pléthore du capital — expression employée seulement pour désigner le capital productif d'intérêt ou le capital argent — est-ce seulement une manière particulière de signifier la surproduction industrielle ou s'agit-il, à côté de celle-ci, d'un phénomène particulier ? ». Cf. aussi les pages 1765, 1773-74.

4 – Cf. J. Wajnsztein: « Le cours chaotique du capital », in *Temps critiques*, n° 15, p. 75 et sq. Mais elle n'est qu'une expression « intuitive » sur le modèle et en relation avec la notion de reproduction élargie qui, d'ailleurs, elle aussi, en dehors de sa formule $A-A'$ où $A' > A$, ne peut être délimitée empiriquement et cela encore moins aujourd'hui que la difficulté d'imputation est bien supérieure.

valorisation/dévalorisation à partir du moment où le capital domine la valeur⁵ à travers le niveau 1 de l'hypercapitalisme du sommet. Dit d'une autre façon, peut-être plus simple, l'objectif de puissance l'emporte sur l'objectif de profit. C'est d'ailleurs ce que reconnaissait dernièrement un économiste « atterré », Thomas Coutrot dans un entretien à la revue *Alternatives économiques* du 12 juin 2018, titré : « L'organisation capitaliste du travail privilégie le pouvoir au profit ». Dans cet entretien, Coutrot abandonne quelque peu le point de vue de l'économiste en reconnaissant que son champ d'analyse n'est pas neutre, que les mécanismes économiques ne sont pas purement scientifiques, mais sont parcourus par d'autres mécanismes, de pouvoir en l'occurrence. Il en déduit que la recherche de profit n'est qu'une des conditions de la recherche de puissance. Pour ce faire, Coutrot s'appuie sur le même exemple que moi, à savoir le processus en cours de fusions/acquisitions et il aboutit à la même conclusion qui est que le capital recherche avant tout le contrôle plutôt que la croissance. Il est donc obligé de chercher au-delà de la valeur-travail et c'est pour cela qu'il cite Postone, mais sans vraiment le comprendre puisque pour Coutrot, le travail abstrait de Postone ce n'est que l'abstraction du travail (en référence au travail concret qui, lui-même, est référé à l'ancien travail qualifié et au métier) et non pas le travail comme abstraction ; ou qu'il rappelle Gorz et Castoriadis à la rescousse, pour invoquer la contradiction du capital entre sa nécessité d'agir sur le travail vivant comme source de créativité, d'initiative et en même temps sa « lo-

Cette notion de reproduction rétrécie n'est pas très éloignée de celle de « sabotage » chez Veblen qui ne réfère pas ici à Émile Pouget et au sabotage ouvrier, mais au pouvoir qu'ont les patrons de soustraire une part des forces productives à la production en ne tournant pas à pleine capacité, dans la mesure où ce qui compte est la capitalisation, par hausse des prix ici. Veblen emploie aussi la notion de « droit naturel à l'investissement » par cette faculté que possède le propriétaire d'investir ou non. C'est un pouvoir et d'ailleurs l'investissement, au sens économique du terme, tire son origine de l'investiture féodale du pouvoir. À remarquer aussi que Veblen anticipait par sa notion de « propriétaire absent », le capitaliste investisseur par rapport à l'entrepreneur, une distinction reprise aujourd'hui par des auteurs comme Jorion et Lordon.

5 – Cf. la revue *Invariance* et notre article : « Quarante ans après, retour sur la revue *Invariance* », [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article306>].

gique » productive qui l'amène à subsumer ce dernier sous le travail mort. Ce qui est quand même intéressant là-dedans, par rapport à la vulgate marxiste encore assénée aujourd'hui, c'est qu'il n'analyse pas ça en termes de valeur, crise de la valeur ou dévalorisation, mais du point de vue du rapport salarial et de ses transformations. Après avoir bien mis en avant le caractère essentiel aujourd'hui du caractère disciplinaire du travail, il insiste, mais à mon avis, insuffisamment, sur le fait que cet aspect est d'autant plus fort que le travail devient indifférencié, interchangeable et paradoxalement moins collectif. Ce n'est donc plus l'ancienne discipline du collectif de travail qui s'impose (il y a toujours eu discipline du travail dès la manufacture) avec ce qu'elle comportait d'objectivité dans le rapport au travail mort, à la chaîne, etc., mais une discipline individualisée, intériorisée et érogérée qui est assez bien décrite par tous les spécialistes de la « souffrance » et du harcèlement au travail. Mais Coutrot en reste à une critique réformiste de ce rapport. Ainsi, certains de ses arguments sont repris implicitement de la critique qu'Adam Smith faisait lui-même à son principe de division du travail (abrutissement du travailleur qui ne peut donc être un véritable individu citoyen au niveau politique) et il ne pose pas, évidemment, le problème de l'abolition du salariat, mais seulement la question d'une meilleure ou d'une autre organisation du travail, chose complètement négligée par le mouvement ouvrier traditionnel, ce qu'il regrette. Or, il semble difficile de poser l'un sans l'autre. Ses références concrètes semblent d'ailleurs indiquer une conscience de la chose puisqu'il dit que les plus grandes coopératives existantes reposant sur une sorte d'autogestion fonctionnent de fait sur le mode taylorien de l'organisation du travail.

Mais revenons à la notion de capitalisation. Elle comprend des aspects extensifs parce que toute activité devient sujette à capitalisation à partir du moment où, comme nous l'avons dit, le capital domine la valeur en atteignant un haut niveau de représentation et peut imposer un prix à quelque chose qui n'a pas de valeur marchande immédiate parce qu'elle n'est pas produite. Or, dans la capitalisation, tout prix désigne une marchandise et non l'inverse. Mais elle est aussi différentielle⁶ (tout le monde n'est pas gagnant ou per-

6—Les revenus du capital ne dépendent pas tant de la croissance de la production, mais de son contrôle stratégique, un point qui a été négligé par les économistes de

dant) or, pour qu'il y ait crise au sens fort de 1930 par exemple, il faudrait que tout le monde ou presque soit perdant au même moment (par exemple, les prêteurs et les emprunteurs, les patrons et les salariés), ce à quoi nous sommes loin d'assister puisque justement nos auteurs se réfèrent tous à la croissance des inégalités, avec parfois d'ailleurs, des affirmations à l'emporte-pièce, infirmées, par exemple, par « l'expert » Patrick Artus qui intervient dans l'article pour dire que les résultats du rapport sur le CAC 40 sont biaisés par le fait qu'ils mêlent des chiffres qui n'interviennent pas au même niveau d'articulation de la puissance du capital (le niveau international des entreprises qui sont cotées et le niveau national de la progression des salaires français dans la répartition de la VA). Une articulation entre niveau I et niveau II que nous avons mise en évidence dans le n° 15 de *Temps critiques*. En effet, jusqu'aux années 1990, l'État actionnaire gérait ses propres FMN dans le cadre d'une stratégie internationale, mais à partir d'une priorité de la base nationale (cf. la politique des champions nationaux dans les années quatre-vingt et plus généralement ce qu'on a appelé « la politique industrielle » de l'État) tout en pratiquant une intervention sur le terrain social où il était chargé de la reproduction du rapport social et donc de l'emploi. L'État assurait donc la compatibilité entre les deux objectifs de même niveau, mais dont le champ était différent, à travers l'agence de participation de l'État qui permettait de maintenir le contrôle sur la direction de l'entreprise sans passer forcément par le statut de la nationalisation. Une politique menée aussi bien à l'EDF qu'à Renault, Areva, Alstom, Peugeot, Thalès, etc. Mais dans la seconde phase de la globalisation, cela ne suffit plus, car la stratégie internationale ne se développe plus au même niveau qui était celui de l'État-nation. Les deux logiques ne sont plus forcément compatibles, car la stratégie internationale se situe maintenant au niveau I, celui du capitalisme du sommet où l'État se redéploie dans sa forme réseau faite de diverses alliances avec des partenaires, étrangers pour la plupart, de même impor-

l'école de la régulation dans leur explication de la crise américaine de la fin des années soixante. En effet, le fait d'envisager la crise en termes de baisse de la productivité du travail et de l'investissement leur permettait difficilement d'expliquer que la part du capital dans le revenu national ait continué à augmenter, ce qui est pourtant l'indicateur du rapport de forces sociales à un moment t.

tance, alors que la reproduction des rapports sociaux est laissée à ce qui n'est plus que le niveau II de la gestion des affaires internes et courantes dont le « social » n'est plus qu'une branche⁷

Artus fait aussi remarquer que c'est ici le modèle anglo-saxon qui domine, mais que la France ne l'a qu'en partie adopté, par l'intermédiaire du CAC 40, du fait d'une vision demeurée plus industrielle que financière. En effet, pour acheter des actifs il faut aussi savoir parfois en céder sans que cela soit perçu comme un échec. Or les réactions à la Bourse de Paris ne sont pas les mêmes qu'à celles de Londres ou de New York, les premières réagissant plutôt négativement à des cessions, les secondes positivement. Mais au-delà d'une distinction industrie/finance privilégiant la première forme, qui ne nous semble pas très pertinente pour la France, n'en déplaise à Artus, c'est bien plutôt une question de dynamique qui est en jeu. Le modèle anglo-saxon est plus fluide et plus tourné vers la capitalisation que vers l'accumulation (considérée souvent comme essentiellement matérielle).

Mais revenons à l'article. Alors que les auteurs du rapport insistent sur le fait que c'est la France qui est le pays qui rémunère le mieux les actionnaires, du moins en leur réservant le plus gros pourcentage de dividendes (environ 65%), peu de monde fait remarquer que ce fait provient en grande partie de l'absence de fonds de pension en France du fait de la loi actuelle. On aboutit donc parfois, chez les « économistes atterrés » ou ATAC, à la mauvaise foi de critiquer les projets de création de fonds de pension et la forte rémunération des dividendes, alors que cette dernière caractéristique s'explique justement par l'absence de ces fonds, puisqu'il faut attirer par tous les moyens finan-

7—L'exemple très actuel d'Alstom peut éclairer cette transformation des articulations de la puissance du capital. En effet, l'État décide une stratégie de conquête en passant une alliance économique pour créer un numéro 2 mondial du matériel roulant, Siemens-Alstom, qui vise notamment à contrer le géant chinois CRRC. Une alliance qui est aussi politique puisqu'elle a été débattue entre l'Élysée et la chancellerie. Le TGV, fleuron de l'industrie française, deviendra donc franco-allemand dans un premier temps, mais Siemens pourra monter au-delà de 50,5% du capital après quatre ans. Un accord quasi gratuit pour Siemens qui signale une rupture d'équilibre entre niveau I et II au profit du premier puisque l'accord ne prévoit pas de véritable garantie de long terme sur la question du maintien de l'emploi, mais permettra sans doute la sauvegarde de 480 emplois sur le site de Belfort.

ciers les capitaux qui ne peuvent venir « naturellement ». Ce phénomène est amplifié par l'existence d'une surtaxation différentielle du capital entre la France et l'Allemagne : environ 40 % en France contre 22 % en Allemagne, qui amène les entreprises françaises à augmenter les dividendes, ce qui se retourne contre l'investissement à partir de capitaux propres et donc favorise le passage obligé par le crédit.

LE PROCESSUS CROISSANT D'OPÉRATIONS DE FUSIONS/ACQUISITIONS EST LE SIGNE D'UNE « REPRODUCTION RÉTRÉCIE⁸ »

Dans le processus croissant de fusions/acquisitions depuis plus de 20 ans, ce qui compte ici ce n'est pas l'effet de synergie qu'on apprenait dans les séries ES des lycées ($1+1=+$ de 2) ou que les marxistes continuent à expliquer par la recherche des gains de productivité, car la plupart du temps cette opération se solde par une réduction globale de taille par suppression des doublons (*downsizing*), donc non pas un gain de productivité différentiel (tous les experts signalent le côté décevant des fusions du point de vue des résultats économiques; « déséconomies d'échelle », etc.), mais un gain de pouvoir différentiel et à terme une survaleur des capitaux propres (*goodwill*) pour des capitalistes (pas forcément des entrepreneurs, cf. l'organisation en holdings) qui, de toute façon, ne font guère de différence entre capitaux propres et dette, entre finance et économie, etc.

Dit autrement, en prenant le contrôle d'autres sociétés, l'entreprise qui mène à bien l'opération accroît ses revenus propres par rapport à la moyenne des autres entreprises restées en dehors de l'opération et donc dans une situation de « toutes choses égales par ailleurs » comme disent les économistes *mainstream*. Le but n'est pas de faire baisser les prix, mais de baisser les coûts de production (efficacité plus grande, baisse du prix des intrants) de façon à en tirer un effet de pouvoir indépendamment du taux de rendement de l'opération. Il s'agit de redistribuer le contrôle. Mais il est évident que ces stratégies incluent d'autres institutions de pouvoir que les firmes et y compris les États, même si, comme on l'a déjà dit, dans ce mouvement les capitaux dominants ont tendance à briser leur enveloppe nationale (le processus

8 – Cf. l'article du journal *Le Monde* du 17 mai 2018.

de fusions/acquisitions a d'abord été national avant de s'étendre avec la globalisation).

Les explications traditionnelles ne peuvent employer les mêmes arguments pour des faits contraires et dire à la fois que les restructurations des années 80 sont des cures d'amaigrissement réussies (*small is beautiful*, abaisser le point mort, *reengering*, etc.) et dire en même temps qu'il faut que chaque grande entreprise atteigne la taille mondiale. D'autre part, ces « explications » n'expliquent justement pas pourquoi un nombre croissant de fusions ne fusionnent que les titres et pas les lignes de production, ni pourquoi existent encore (ou plutôt à nouveau) des fusions conglomerales qui ont été dénoncées il y a vingt ou trente ans comme des non-sens économiques et même une absurdité à l'heure des recentrages sur le « cœur de métier » (cf. le déclin des *Zaibatsus* en Corée du Sud).

Ceux qui cherchent aujourd'hui à justifier ce retournement emploient là encore des arguments à géométrie variable en passant de l'argument du recentrage pour être leader mondial dans sa spécialité hier à la nécessité d'une diversification des risques aujourd'hui ! Des arguments qui, de toute façon, ne tiennent pas compte d'un capitalisme collectif actionnarial qui peut se permettre de diversifier des portefeuilles sans passer par une unité de son capital matériel.

Ceux qui parlent de crise se réfèrent à l'interprétation marxiste classique qui mesure le *ratio* de réinvestissement par rapport à la formation de capital (on vient encore d'en avoir des exemples avec les articles de ces derniers jours qui lancent l'alerte à la crise). Mais une baisse de ce *ratio* n'empêche pas les revenus du capital d'augmenter par rapport à l'ensemble du revenu national (=capitalisation : pas de capacité nouvelle créée, mais augmentation de revenu des entreprises qui contrôlent le « rétrécissement »). En fusionnant des flux de revenus jusque-là distincts, la fusion contribue au pouvoir des fractions dominantes du capital et cela, indépendamment d'un taux de rendement dont on nous rebat les oreilles, de façon à faire porter le chapeau moral aux actionnaires et à la « finance ».

Pourquoi cela ? Parce que l'accumulation est toujours considérée comme une accumulation matérielle et que la crise se trouve analysée à cette aune. Donc, pour les marxistes elle ne peut conduire qu'à une augmentation de la composition organique du capital et donc à la tendance à la baisse du taux de

profit; aux rendements décroissants et à l'état stationnaire pour les classiques et parfois néo-classiques). Or l'accumulation/capitalisation est un processus de pouvoir qui soumet la production à une stratégie plus vaste que celle de sa simple progression matérielle. Flexibilité de la production, fluidité de la circulation, capital fictif et recherche-développement (RD), stratégie commerciale assurant l'équilibre offre/demande au niveau des grandes firmes et des États correspondent à une « révolution du capital » qui ne laisse pas tout le monde dans la course. La dynamique du capital entraîne son lot de « destruction créatrice » comme disait Schumpeter (« Un grand cimetière sous la lune » pour les japonais) et la tendance à l'inessentialisation de la force de travail dans le processus de valorisation et *in fine*, du travail (l'ancienne « armée industrielle de réserve » se transforme en une masse de surnuméraires absolus).

Dans ce processus, le but n'est pas de produire plus pour plus de profits, mais de produire pour plus de revenus ce qui passe souvent aujourd'hui par une restriction de la production. Les entreprises les plus fortes n'ont pas besoin de tourner à pleine capacité à partir du moment où elles peuvent déterminer les prix en fonction de leurs positions monopolistiques⁹.

C'est pour trouver une explication à ce processus de croissance interne des entreprises que les néo-classiques ont théorisé les « coûts de transaction » (Coase), la « taille optimale » (Williamson), mais sans revenir sur le présupposé selon lequel la question du pouvoir est hors économie et ne peut être explicative des processus économiques proprement dits. À ce niveau, on peut dire que Keynes et Schumpeter étaient plus clairvoyants, mais ils ont été oubliés ou pire on a sélectionné chez eux ce qui était compatible avec le courant dominant.

Si ce mouvement de fusions/acquisitions représente un élément majeur de la « reproduction rétrécie », c'est qu'à moyen terme ce mouvement se produit au détriment d'investissements nets. La privatisation des actifs d'État dans de nombreux pays a participé à cette reproduction rétrécie dans la mesure où

9 – Aux États-Unis, le secteur de l'armement tournerait à 10% de ses capacités! On comprend pourquoi la crise de surproduction marxiste peut être évitée ou reportée. Des simulations montrent que la production de grands secteurs comme l'automobile pourrait doubler en très peu de temps.

elle a fonctionné de manière identique à des investissements nouveaux... mais sur des actifs anciens. Cela a aussi contribué à l'augmentation du mouvement de fusions/acquisitions, les nouvelles entreprises privatisées ne sont pas restées les bras croisés, mais ont cherché à quitter leur carcan national. Elles sont donc entrées dans la bataille, avec, par exemple, des combats fratricides entre européens. Pour des coûts élevés de rachat d'actions (OPA) qui ont, à leur tour, participé de cette reproduction rétrécie.

La tendance à la stagnation chronique en est la conséquence et ce n'est pas pour rien que certains reparlent de « l'état stationnaire » de Ricardo¹⁰ et que l'on parle de moins en moins d'une tendance à la baisse du taux de profit proprement indiscernable, mais qui n'était peut être qu'une version communiste de la pensée classique. Dans les deux cas, il y avait l'idée sous-jacente que le capital était sa propre limite.

Ce qui est un inconvénient à moyen terme représente néanmoins un avantage de court terme qui est de stabiliser les cycles à une époque où les phases de cycles courts ont remplacé les cycles longs¹¹. Cela évite les soubresauts entre suraccumulation/surcapacité d'un côté et sous accumulation de l'autre; et un avantage à long terme qui est une plus grande maîtrise stratégique (la gestion¹² des cycles courts « développement à la limite », titrisation,

10 – Cf. Robert Brenner et la notion de « contraction systémique » dans son article: « L'économie mondiale et la crise américaine » et aussi, Gopal Balakrishnan: « Spéculations sur l'état stationnaire » in *New Left Review/Agone*, n° 49: *Crise financière globale ou triomphe du capitalisme*, 2012, p.169 et sq et enfin, Larry Summers et sa notion de « stagnation séculaire ». À noter toutefois que toutes ces théories conçoivent la stagnation comme quelque chose de subi par les mécanismes et déséquilibres du capitalisme sans envisager qu'elle puisse être organisée et contrôlée dans le cadre de la capitalisation différentielle.

11 – Cf. Guigou et Wajnsztein, *Crise financière et capital fictif*, L'Harmattan, 2008, p.60 et sq.

12 – Cette gestion de et par la crise implique une transformation de l'action de l'État au niveau II: celui-ci doit renforcer ces dispositifs de pouvoir et accroître sa dimension répressive (hors terrorisme), même en l'absence d'une contestation significative de ce pouvoir.

fonctionnement en sous optimalité, rente différentielle¹³). La Chine joue un grand rôle dans la gestion de cette stagnation et contrairement à ce que disent certains augures, elle ne constitue pas la base d'un nouveau régime d'accumulation. Les investissements chinois se font à 66 % par le biais de fusions/acquisitions et cela s'accélère puisque ce chiffre n'était que de 32 % en 2010. Elles concernent des secteurs de plus en plus variés et des entreprises de taille diverse. Le but : se placer plus en amont de la chaîne de production de valeur, selon le vocabulaire consacré du capital. Cela n'empêche pas la Chine de prendre sa part dans la reproduction rétrécie, avec des achats de terre dans le monde, qui ne constituent pas tant une nouvelle forme d'impérialisme (elle pratique en général un donnant-donnant sans condition politique, prêts à taux très bas, programmes de formation et dons d'équipements sanitaires), qu'une façon de lutter contre la suraccumulation puisqu'elle a l'envergure financière pour le faire. Sa complémentarité avec les États-Unis est d'ailleurs évidente comme le montre l'entrée du yuan dans le panier des devises du FMI. Mais c'est un signe plus politique qu'économique puisqu'il n'y représente encore que 10 % du panier contre 42 % pour le dollar, 31 % pour l'euro, 8 % chacun pour le yen et la livre ; en outre, le yuan ne pèse que 1 % des réserves des banques centrales contre 64 % pour le dollar et ne représente la monnaie d'à peine 2 % des échanges internationaux, une part d'ailleurs en baisse, contre 42 % pour le dollar et 30 % pour l'euro. La Chine ne propose donc pas une nouvelle hégémonie succédant à celle de l'Angleterre puis des États-Unis, comme cela finalement s'est passé dans toutes les grandes phases de changement de domination, toutes marquées par une extension financière, d'après Braudel (aujourd'hui, la globalisation financière ou dit autrement, la préférence pour la liquidité de la part des investisseurs). Si on veut reprendre la notion d'hégémonie que développe Arrighi¹⁴ à partir de Gramsci et pour rendre compte des nouvelles situations

13 – Pour plus de développements, cf. l'article « Le cours chaotique de la révolution du capital » in *Temps critiques* n° 15 :

[<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article208>]

14 – Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century: Money, Power, and the Origins of Our Times*, dont les grandes lignes sont développées dans un entretien à la *New Left Review*, traduit dans la revue *Agone*: « Les tortueux sentiers du capital », *op. cit.*, p. 211 et sq.

dans l'après-impérialisme, il me semble qu'il faut lui enlever toute caractéristique territoriale et la situer simplement dans la forme de domination exercée au niveau I, celui de l'hypercapitalisme.

La pratique des fusions/acquisitions ne peut que renforcer cette tendance à la déterritorialisation, à la mondialisation, au nomadisme du capital. Pour que la capitalisation prenne le pas sur la production, il faut que le capital brise toutes ces enveloppes et se rapproche de sa forme la plus simple. Le changement de politique de la *Deutsch Bank* nous en fournit un exemple. De banque allemande traditionnelle qui est au centre des réseaux de participations croisées des grands groupes allemands, elle s'internationalise en proposant des produits financiers et se spécialise dans les conseils en fusions/acquisitions, ce qui n'a pas été sans prise de risque inconsidérée sur le mode Crédit Lyonnais ou Société Générale.

Ce qui compte finalement pour le capital, c'est le passage A-A' avec un incrément de valeur et tout est bon pour y arriver. Mais, pour Braudel¹⁵, seule une vision long-termiste peut avoir cette largeur de vue, d'où le rôle des États dès le début du capital (par exemple, les Cités-États italiennes) et leur recherche pour s'adosser à une puissance financière. Or aujourd'hui, une politique similaire est le plus souvent taxée d'être court-termiste avec, en plus,

Le risque de la démarche de Braudel et de toute histoire de longue durée est de faire passer le travail au second plan et de subordonner la dialectique des luttes de classes par la dynamique historique du capital. Sur le très long terme, c'est vrai, parce qu'il n'y a pas de forme spécifique capitaliste qui serait la forme industrielle, mais il fait remarquer que, en ce qui concerne le dernier cycle, c'est la lutte des classes initiée à la fin des années soixante qui a mis en crise le capital et produit par contre coup, les restructurations industrielles et une nouvelle phase de financiarisation. Pour lui, elle a joué le même rôle que les deux guerres mondiales dans le passage de la domination formelle à la domination réelle du capital, le rôle de la violence comme accoucheuse de l'histoire.

15 – Cf. Braudel et son analyse historique de longue durée du capitalisme. Mais son opposition entre capitalisme (le mauvais de l'économie quand il domine trop) et économie de marché (le bon car le « naturel ») nous semble une erreur théorique. Il faut corriger Braudel par du Polanyi!

chez les marxistes (Jappe), une tendance à développer une critique moralisante renvoyant à la critique aristotélicienne de la chrématistique¹⁶.

Le fait de privilégier A-A' n'est pas une négation de la production et du passage par la marchandise, mais l'affirmation que la capitalisation (c'est-à-dire l'actualisation des revenus futurs espérés) est le principe organisateur après la « révolution du capital » et un principe qui n'a rien d'abstrait. L'incrément de valeur dont nous parlions plus haut est produit par la capitalisation de toutes les activités humaines qui crée de la « plus-valeur » (à ne pas confondre avec la plus-value de la théorie de la valeur-travail). Ce n'est pas un « capital automate » qui préside à tout cela, mais des forces, des pouvoirs comme le déclare franchement Warren Buffet (« Tout va très bien pour les riches dans ce pays, nous n'avons jamais été aussi prospères. C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner »). Là apparaît le but ultime qui n'est pas le profit, mais la puissance (le profit n'en constitue qu'un élément) et la reproduction sociale.

Dans cette optique, le capital fictif n'est pas essentiellement spéculation ou même crédit, c'est une façon de contribuer à « l'allocation optimale des ressources » pour parler comme les néo-classiques (cf. l'argument d'un patron cité dans *Le Monde* du même jour, à propos du rachat des actions et de la redistribution des flux financiers). Au niveau comptable cela correspond à une opération d'actualisation qui avait déjà été mise à jour par Irving Fischer il y a près de cent ans. Les prêts des banques (ou autres) sont mis en actif (actualisation du revenu futur) alors qu'ils devraient figurer au passif¹⁷. C'est

16 – Cf. l'article de Jacques Wajnsztein: « Une énième diatribe contre la chrématistique », in *La société capitalisée*, vol. IV de l'anthologie des textes de la revue *Temps critiques*, L'Harmattan, 2014, p. 129 et sq:

[<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article285>].

17 – Dit autrement, ce sont les crédits qui font les dépôts, alors qu'en bonne logique financière ce devrait être l'inverse. Il est d'ailleurs piquant de remarquer que ce sont les grands économistes libéraux comme Fischer, Milton Friedmann et Allais qui sont pour l'orthodoxie financière des dépôts qui font les crédits, alors que les keynésiens y ont dérogé. Tout aussi piquant, le journal *Le Monde* du 29 mai 2018, signale un référendum en Suisse à propos d'un projet de « monnaie pleine » visant à obliger les banques commerciales à cesser cette pratique des crédits qui font les dépôts en les obligeant à avoir l'équivalent de ce qui est prêté (pleine monnaie) dans les

la base du captage. De ce fait, le pays le plus endetté est le plus puissant, ce qu'on vérifie aujourd'hui avec les États-Unis.

Cette capitalisation différentielle qui ne peut produire que des inégalités : entre « gros » et « petits », entre « propriétaires absents » (Bichler et Nitzan reprennent la distinction faite par Veblen) et patrons/managers et entre salariés, n'est toutefois pas sans contre-tendances au niveau de l'hypercapitalisme, comme l'indiquent depuis quelques années, les politiques d'assouplissement quantitatif (*quantitative easing*) de la part des banques centrales consistant à injecter des liquidités supplémentaires dans l'économie, racheter de la dette douteuse, un ensemble de politique dite dont conventionnelle, mais lire non néo-classique.

Les insuffisances de la théorie économique « standard » sont amplifiées par l'inadéquation des outils statistiques et comptables. J'en ai abondamment parlé ailleurs en ce qui concerne les calculs de productivité¹⁸, mais pour ce qui nous intéresse ici, on peut remarquer que les investissements immatériels ne figurent pas dans la formation brute de capital fixe (FBCF) ce qui fausse toutes les comparaisons, par exemple entre General Motors et IBM puisque la seconde semble ne pas investir alors qu'elle a une capitalisation boursière x 20 par rapport à GM ! Le décalage entre capitalisation et actifs réels est alors décrété par beaucoup comme signe de la fictivité, faisant fi de toute

caisses de la banque centrale (la pratique habituelle est d'y avoir environ 30%, pour la France en tout cas). Un projet qui méconnaît complètement le fonctionnement d'un marché financier qui n'a plus rien de l'ancien marché bancaire d'avant le processus de globalisation.

18—L'impossibilité des imputations respectives de chaque fraction de la force de travail dans le calcul de la productivité du travail et la part prise par le progrès technique dans la productivité globale conduisent à une conclusion évidente: ce n'est pas la productivité qui est importante, mais son contrôle. Et c'est par exemple ce contrôle qui n'a pas été efficient au Japon, avec une action volontariste cherchant à combattre la tendance à la surproduction par une politique commerciale agressive (*dumping* sur les exportations) où par un emploi inconsidéré des innovations technologiques dans des secteurs sans rentabilité de long terme (l'obsolescence accélérée n'a pas touché seulement les produits eux-mêmes en tant que marchandises, mais aussi des innovations qui n'ont pas eu le temps d'être marchandisées.

l'économie de la connaissance, c'est-à-dire des actifs immatériels¹⁹ (savoir-faire propre, image de marque et fidélisation de la clientèle, etc.). Tous les économistes sont à peu près d'accord pour dire que ces actifs immatériels sont « réels », mais comme ils n'ont pas de prix objectifs c'est comme s'ils n'existaient pas. Les comptables vont donc les faire apparaître comme des consommations (techniquement : des dépenses dans le compte de résultat des entreprises²⁰). Cette situation de décalage entre capitalisation et valeur comptable n'a fait que s'accroître avec les nouvelles technologies et l'intégration de la technoscience au procès de production²¹. Elle atteint parfois des dimensions « irrationnelles » comme avec la crise du NASDAQ, mais cela n'empêche pas que la croissance « irrationnelle » de la richesse jugée fictive va dans le même sens que la croissance de la richesse « réelle ». Et la relation est la même quand le mouvement se renverse. Où est la « déconnexion » tant annoncée et décriée ? Les économistes libéraux et marxistes commettent la même erreur qui est de chercher à savoir si la capitalisation est connectée à la réalité ou non, sans s'apercevoir que c'est cette capitalisation qui est la réalité²² dans le processus de la révolution du capital et qu'elle inclut une part d'indétermination à travers la notion de risque (le pari de l'entrepreneur déjà présent chez Schumpeter et d'une autre façon chez Weber avec l'éthique protestante) avec, en conséquence la création de produits financiers spécifiques pour couvrir ces risques. C'est la spéculation sur ces

19–Cf. la « supériorité » des produits allemands, particulièrement dans l'automobile. Mais les actifs immatériels ne sont pas vraiment possession d'une entreprise, car au carrefour de tout un processus de connaissance, de « commun » disent Negri, Dardot et Laval et c'est seulement la protection des actifs qui est le critère de capitalisation. Ainsi en est-il des protections de Microsoft ou de Monsanto.

20–Cela souffre deux exceptions : la première quand les actifs immatériels sont achetés sur le marché (brevets, franchises, *copyright*), puisqu'ils ont un prix ; la seconde quand, lors d'une fusion, une entreprise achète l'autre à un prix supérieur à sa valeur comptable, il est alors supposé que la différence de valeur est causée par des actifs immatériels dont le prix peut être estimé au montant de cette différence.

21–La part des actifs immatériels serait passée de 17 % à 80 % du total des actifs en trente ans et leur part dans la capitalisation boursière de 15 à 65 %. Ils constituent une part du *General intellect* de Marx et Negri, de *L'héritage technologique* de Veblen.

22–Cf. Nitzan et Bichler, *Le capital comme pouvoir*, Milo, 2012, p. 313.

produits et non la croissance du capital fictif en elle-même qui a été à la base de la crise de 2008²³. L'économiste marxiste Robert Brenner (*op. cit.*) reconnaît qu'on ne peut parler de déconnexion entre finance (il n'emploie pas le terme de capital fictif) et économie « réelle » dans la mesure où les secteurs manufacturiers des principaux pays exportateurs (Allemagne, Chine, Japon) reposaient eux aussi sur un accroissement d'endettement, certes improductif, mais à vertu reproductive à travers une contraction systémique de longue durée.

Mêmes soucis statistiques avec les investissements directs à l'étranger. En effet, ils peuvent être classés soit en investissements véritables (sous le nom d'IDE) s'ils représentent plus de 10 % des fonds propres de l'entreprise cible, soit, dans le cas contraire, en « investissements de portefeuille » qui sont comptabilisés comme placements financiers.

Ces IDE sont un élément essentiel de la globalisation générale en ce qu'ils représentent une nouvelle forme de domination ou de pouvoir des États et entreprises dominantes, qui vient supplanter l'ancienne stratégie des exportations. Dans cette mesure, tout le discours sur les balances commerciales tombe à plat et particulièrement celui qui vise une supposée faiblesse, de ce fait, de la part des États-Unis et de la France, puisqu'en termes simples, plus vous réalisez d'IDE, moins vous exportez²⁴. Bien que les deux mouvements ne soient pas incompatibles, ils n'ont pas les mêmes effets, un point que Trump ou du moins ses conseillers semblent avoir compris puisque la croissance par les exportations profite quand même plus directement aux salariés du pays

23 – Cf. Guigou et Wajnsztein, *Crise financière et capital fictif*, L'Harmattan, 2008.

24 – Même problème pour ce qui est de la balance des paiements. Cf. l'article du journal *Le Monde* du 1^{er} juin 2018 indiquant des écarts x4 entre les chiffres statistiques officiels de l'INSEE et les chiffres de la Banque de France, ces derniers tenant mieux compte des évolutions et se révélant moins alarmants du point de vue du « déficit courant ». L'une des raisons de cet écart, récurrente dans la statistique française, malgré l'unification des comptabilités nationales, réside dans la sous-estimation des activités de services. Dans un autre ordre d'idée, les profits des entreprises enregistrant moins de 30M d'euros de transactions avec l'étranger n'étaient pas comptabilisés... ni les dépenses des touristes des pays émergents. Il faut dire que la base des critères d'évaluation de l'INSEE est restée la même de 1949 à 2014 malgré la globalisation!

d'origine que la croissance par les IDE. D'où encore son idée de rapatrier cette source de revenus par diverses incitations fiscales²⁵.

Et comme tout s'enchaîne, 75 % des IDE se font aujourd'hui sous forme de fusions/acquisitions, toujours pour éviter la tendance à la surproduction et comme ce sont des opérations au niveau mondial, cela indique une mondialisation du contrôle stratégique du pouvoir au niveau 1 de l'hypercapitalisme du sommet (cf. *Temps critiques*, n° 15).

Or la concurrence pour le captage des richesses accroît justement cette capitalisation dans un sens différentiel. La politique de Trump, par exemple, est en train de l'accentuer comme le laissent sous-entendre des articles récents. Son cadeau fiscal pour les firmes américaines qui rapatrieraient leurs liquidités en excédent dans le monde vers les États-Unis ne n'infirmera probablement pas cette tendance, puisque cela risque d'entraîner le rachat d'actions de firmes sous-cotées en Bourse.

Il s'agit toujours d'une priorité accordée à la fluidité sur l'accumulation. Est-ce que, par ailleurs, cette concurrence pour le captage n'entraîne pas un processus de fusions/acquisitions qui bénéficie mécaniquement aux actionnaires sans que la question d'une redistribution aux salariés n'ait à intervenir de façon directe ?²⁶

QU'EST-CE DONC QUE CETTE CAPITALISATION ?

Ce phénomène est apparu dans des villes italiennes à partir du XIV^e siècle et l'emprunt d'État a représenté une des premières formes de capitalisation avec son pouvoir d'imposition (ce n'est pas le marché qui pose le capital, cf. Braudel et Polanyi). La dette publique actionne l'accumulation et est au fondement de la finance moderne qui préexiste à la production²⁷. Le capital

25 – Trump fait plus peur à l'hypercapitalisme du sommet que n'importe quel autre dirigeant au monde, même s'il peut rallier certaines fractions de celui-ci sur quelques mesures ponctuelles.

26 – On voit réapparaître ici, la tendance décrite par Arrighi où la dynamique de long terme du capitalisme secondarise la lutte entre le capital et le travail

27 – Le sens premier de capital vers le XII^e-XIII^e siècle est-il d'être un stock de marchandises ou d'argent portant intérêt. La notion de capital productif ne viendra qu'après avec le physiocrate Turgot, celle de capital comme moyen de production encore plus tard avec Marx. Jusqu'au XVII^e siècle, le terme de capitaliste a un sens

est le point de départ et la propriété des moyens de production est une forme de pouvoir (Marx, *Le Capital*, Gallimard, p. 761-764-765).

« Constituer du capital fictif s'appelle capitaliser », disait déjà Marx (*ibidem*, p. 1755). La dette publique est, pour Marx, à la base de l'accumulation : « le crédit public, voilà le *credo* du capital » (*ibidem*, p. 761).

Historiquement, les trajectoires entre accumulation matérielle et capitalisation monétaire ont subi des évolutions opposées compréhensibles que les libéraux comme les marxistes ont niées en en faisant des résultantes de distorsions irrationnelles pour les premiers et de crise systémique pour les seconds (opposition économie réelle capital fictif). Dans les deux cas, l'économie est coupée des rapports de force et raisonne en termes statiques et non dynamiques en donnant la priorité aux actifs matériels, c'est-à-dire en se tournant vers le passé, alors que la capitalisation est tournée vers le futur.

Il y a une tendance, à la capitalisation de toutes les activités humaines, y compris celles qui y échappaient auparavant (exemple des « nounous » maintenant salariés, de tout le développement de l'assistance aux personnes âgées, l'ubérisation des activités de livraison pour les personnes qui travaillent trop ou ont un niveau de vie suffisant pour se permettre de fainéanter, etc.), c'est-à-dire à les intégrer, avant tout, à sa forme financière (tout est transformé en prix) sans forcément passer par la forme salariale (intermittents du spectacle, auto-entrepreneurs). C'est ainsi qu'aujourd'hui, les GAFA ont tendance à vouloir « actualiser » la vie humaine, y compris son code génétique. Si quelque chose génère des perspectives de revenus, cela doit avoir un prix et l'algorithme qui donne un prix à des revenus futurs, c'est ça la capitalisation. Par exemple, dans le monde, l'éducation est de moins en moins le fruit d'une institution, comme l'était l'Éducation nationale (EN) en France, mais le fruit de la capitalisation à travers l'industrie des manuels scolaires, mise à disposition de bases de données par des opérateurs privés, l'organisation des cours privés et des préparations aux concours, des em-

péjoratif qui désigne ceux qui ont de l'argent et veulent en faire toujours plus (la chrématistique que vise Aristote). Cet aspect est particulièrement vif dans les diatribes lancées contre eux pendant la Révolution française (Marat, Cambon, mais aussi Rivarol).

prunts étudiants, etc. Il en est de même dans le secteur des loisirs, et celui de la religion (banque islamique).

La « révolution du capital » met au premier plan la capitalisation en ce qu'elle actualise constamment le revenu escompté par rapport à la valeur nominale d'origine qui est à la base de la comptabilité, une valeur censée représenter « l'économie réelle ». Elle remet en cause la dichotomie classique dans laquelle Marx est resté englué parce que pour les libéraux comme pour lui, le capital est plus une entité économique matérielle et donc quantifiable et productive qu'un rapport social de pouvoir (le capital comme pouvoir).

C'est la flexibilité de ces prix qui fait la dynamique de l'ensemble. Dans le schéma néo-classique, il faut partir du prix qui est comme une donnée (c'est logique puisque dans la théorie de la firme en hypothèse de concurrence parfaite, l'entreprise est trop minuscule par rapport à l'ensemble du marché pour imposer un prix, donc elle est « preneuse de prix ») et à partir de là adopter des stratégies d'optimisation des coûts afin de réaliser le meilleur profit vu comme un résultat (mesuré *ex post*). Or, et depuis longtemps, mais cela s'est accéléré avec la globalisation, la situation n'est pas celle, théorique, de la concurrence parfaite, mais celle de la tendance à l'oligopole dans laquelle la grande firme se veut « faiseuse de prix ». Le nerf de la guerre économique est donc de gérer activement les prix de façon à anticiper des profits (calculés *ex ante*) qui sont comme auto-présupposés.

Dans cette perspective, la politique micro-économique de réduction des coûts est moins importante que celle de hausse des prix. En effet, la baisse des coûts permet seulement de ne pas perdre de terrain, alors que la hausse des prix permet de prendre de l'avance. Soit elle passe par l'inflation qui est un système de redistribution différée qui actuellement profite aux plus grosses entreprises, y compris à leurs salariés qualifiés comme c'est une pratique courante depuis les Trente Glorieuses et aux États-Unis particulièrement; soit cela passe par une politique de marques reposant sur une compétitivité différentielle, dite hors coût, permettant à la fois des prix et profits élevés et un ruissellement vers la force de travail (cf. les revendications du syndicat allemand de la métallurgie sur les 32 heures).

Les risques de tension inflationniste par hausse des prix ont été comprimés et contrôlés à la fois par la croissance des pays émergents et par les privatisations des services publics dans les pays à capitaux dominants, particulièrement en

Europe. Ces dernières ont abouti à des baisses de prix dans certains secteurs par une concurrence accrue dans un premier temps (téléphonie). Privatisations qui ont elles-mêmes accéléré le processus de fusions/acquisitions, par exemple dans le secteur banque/assurance.

La crise de 2008 a fait réapparaître des tendances déflationnistes avec l'endettement qui redevient un problème typique dans ce cas de figure. Le mouvement de fusions/acquisitions s'est alors fortement réduit jusqu'à reprendre de la vigueur aujourd'hui avec une croissance qui semble avoir redémarré.

L'article d'*Alternatives économiques* décrit le processus de capitalisation sans toutefois employer le terme. La transformation de la structure des grandes firmes dans le sens d'une financiarisation (le *holding*), la tendance au monopole, l'imbrication des rapports avec l'État, c'est-à-dire une situation où s'instaure ce que nous appelons « l'État de capital²⁸ » et non pas l'État du capital des analyses en termes de classes.

Le capital domine la valeur par les prix. Si on veut faire plus classique qu'*Invariance* et *Temps critiques*, on trouvait déjà chez M. Kalecki et son essai en anglais sur coûts et prix (*Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy*), l'idée que le capital domine la valeur par les prix. En effet, il y démontre que les marges des firmes sont des indicateurs de puissance et donc elles sont tributaires des situations d'oligopolisation (cf. sa notion de « degré de monopole »)²⁹. Pour prendre un exemple en France, le *holding* PSA chapeaute les usines Peugeot et Citroën pour des raisons finalement techniques de meilleure coordination ou d'activités en Bourse, sans mentionner qu'il s'agit là d'un contrôle politique ou plus exactement d'un pouvoir de con-

28 – Cf. Nitzan et Bichler, *op. cit.*, p. 476).

29 – Côté marxiste, Baran et Sweezy, dans leur analyse du capitalisme monopoliste, ont poussé le plus loin les apories de l'accumulation capitaliste en remettant en question certains dogmes marxistes comme l'augmentation de la composition organique du capital, la baisse tendancielle du taux de profit et l'égalisation des taux de profit. Leur livre n'a pas eu en France le succès qu'il aurait dû avoir car il a, malencontreusement et malgré lui, rencontré la ligne politique du PCF sur les « grands monopoles » qui représentaient pour ce parti les ennemis principaux, avant que cela ne devienne la finance.

trôle stratégique. De ce processus il ressort une incapacité absolue à imputer une fraction de capital plutôt qu'une autre dans la réalisation du profit total de la société Peugeot.

Le contrôle par le pouvoir de cet hypercapitalisme du sommet permet de freiner la croissance de la production et de gagner sur les prix, ce que n'a pas compris le Japon avec sa politique consistant à inonder le marché. L'industrie la plus performante, la plus automatisée a tout à coup perdu de sa puissance, même si ces entreprises tirent encore leur épingle du jeu au niveau de l'oligopole mondial. C'est à un point tel qu'on ne parle même plus du Japon dans les journaux alors qu'Édith Cresson en avait fait notre ennemi principal dans les années 80 (les « petites fourmis »). Pourtant là il y avait de « l'économie réelle », mais la politique d'hyper compétitivité par les prix et la priorité donnée aux exportations s'est heurtée à la réévaluation du yen en 1995. Tout cela a engendré un long cycle déflationniste dont le pays n'est pas encore sorti.

LE RÔLE CONTRADICTOIRE DES ENTREPRISES GÉANTES DU WEB

La croissance des NTIC a encore accru cette tendance à la capitalisation puisque le savoir immatériel n'est pas mesurable suivant les canons habituels des différentes lois de la valeur. La capitalisation de ces entreprises s'avère donc exorbitante par rapport à la valeur de marché et elles s'apparentent en cela au capital financier³⁰. Or, comment oser dire, comme le font par exemple les « économistes atterrants », que les investissements (sous-entendus productifs) sont actuellement insuffisants, quand on sait que les investissements immatériels ne sont majoritairement pas comptabilisés comme investissements productifs ! La puissance de Microsoft ou autres GAFA est aussi capitaliste que celle de GM, mais son pouvoir est supérieur dans la mesure où son niveau de capitalisation lui permet de regarder devant, d'être dans la dynamique prospective, dans la voiture sans chauffeur ou dans le cyborg.

Command and control est la devise des grandes firmes. Mais la situation reste instable car c'est la dynamique même du capital qui crée cette instabilité.

30—Cf. Gérard Bad, « Les GAFA et la loi de la valeur », *Échanges*, n° 163, printemps 2018.

Ainsi, les GAFAM nourrissent cette instabilité de par l'argent qu'elles accumulent et qu'elles doivent placer. Ils ont donc des possibilités énormes d'investissement qu'elles dirigent vers l'industrie de pointe. Ainsi Google a acheté le fabricant de drones solaires Titan Aerospace, Facebook a racheté le spécialiste de drone Tech Crunch. Conscientes du danger, des entreprises industrielles passent des accords ou partenariats avec des start-ups pour ne pas perdre le contrôle de leur entreprise (Volvo avec Uber, Google avec Fiat-Chrysler, sur les véhicules sans chauffeur). Le processus d'intégration des services à l'industrie s'en trouve décuplé avec des effets majeurs pour la rationalisation de la circulation du capital.

Le problème est donc de savoir si ces GAFAM peuvent créer de nouvelles richesses (et non pas de savoir si elles créent de la « valeur ») ou bien si elles ne font qu'en capter et vivent de la rente. *Grosso modo*, on est renvoyé à la même problématique et aux mêmes polémiques que celles qui affectent le capital fictif.

Cette offensive des GAFAM semble donc contredire la tendance à la capitalisation et à la reproduction rétrécie puisque des phénomènes tel que celui qui a vu l'exploitation de la voiture électrique, une innovation de 1990 pourtant, retardée par l'industrie pétrolière et les États-Unis, risque d'être plus difficile dans l'avenir. Bien sûr, cette politique de maîtrise de la production est fortement productrice de chômage, mais l'hypercapitalisme ne s'en préoccupe pas et laisse ça au niveau II de la domination en charge de la reproduction du rapport social sur un territoire national ou régional. Le terrain auquel s'attache aujourd'hui la politique populiste de Trump, une politique qui fait pousser des cris d'orfraie au parti démocrate représentant patenté de cet hypercapitalisme du sommet. Il peut y avoir des populistes fous, mais le populisme n'est pas une folie. Partout, il resurgit comme l'expression de la contradiction entre les différents niveaux de la domination et ses formes les plus dures sont le signe d'une articulation déficiente (ou impossible) des différents niveaux de puissance du capital.

Jacques Wajnsztein, octobre 2018

SUR LA TECHNIQUE (ET LES NOUVELLES TECHNOLOGIES) DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISÉE

Jacques Wajnsztein

MARX A RÉTRÉCI LA TOTALITÉ DE LA VIE SOCIALE EN LA RÉDUISANT à l'activité productive des hommes et ce faisant en posant le travail comme activité générique aliénée en oubliant l'activité en général, la passion de l'activité. L'une des conséquences de cette démarche est de poser la technique comme un pouvoir de cette activité productive sur la matière et donc sur ce que l'on nomme « la nature » dont nous nous éloignons forcément dans une distanciation par rapport à ce que nous appelons communément « nature ». En cela, Marx s'est fait le continuateur des philosophes classiques de la raison et de la rationalité scientifique : Descartes, Hume, Kant, Hegel pour lesquels les hommes doivent se rendre « maîtres et possesseurs de la nature ». La technique permet d'avancer vers cet objectif ; mais ce faisant, cette avancée éloigne et distancie les hommes de la nature extérieure.

CRITIQUE DE LA TECHNOLOGIE OU TECHNOPHOBIE

Il me semble qu'il faut éviter le danger que représente la confusion entre une critique de la neutralité de la technique, telle qu'elle a pu être exprimée par Panzieri et les *Quaderni Rossi* dans les années 1960 et ce qui serait une position technophobe, anti-industrielle et *a fortiori* « primitiviste ». Mais dire cela suppose déjà de ne pas confondre l'agir technique qui est largement déjà présent dans les sociétés pré-capitalistes dès que l'esclavage n'est plus le modèle dominant de production avec les récents développements technologiques et ce qu'on a coutume d'appeler la technoscience. En effet, si la technique est consubstantielle à l'homínisation (cf. André Leroi-Gourhan ou Gilbert Simondon), la technologie représente à la fois son intégration à des macro-systèmes (cf. Bernard Pasobrola dans le n° 16 de *Temps critiques*¹) et

1 – Bernard Pasobrola, « Systèmes fluidiques et société connexionniste », *Temps critiques*, n° 16 : [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article288>]

son idéologisation qui pose l'activité comme moyen et non pas comme fin (cf. Guy-Noël Pasquet, in *Temps critiques*, n° 11²).

Dans cette conception technologique de la technique, le réel n'est plus différent de soi, la nature n'est plus extérieure; elle devient un stock, une « externalité » positive qu'il s'agit de préserver comme, par exemple celle que représente l'Amazonie, réserve écologique mondiale qu'il faut protéger d'un pillage national brésilien éventuel. Autre exemple de constitution de stocks : le développement des bio-technologies en particulier dans tous les domaines qui touchent à la procréation et inversement, à la mort. Toutefois, cette analyse en termes de « système » n'est pas satisfaisante. Elle ne l'est déjà pas pour qualifier le capitalisme, elle ne l'est pas plus pour qualifier la technoscience. En effet, si cette intégration de la technoscience est mise en pleine lumière par le développement des NTIC, ces dernières fonctionnent aussi comme une vitrine de la modernisation et ne sont pas le signe d'une nouvelle révolution industrielle. De ce fait, elles sont aussi un cache non désiré, mais aux effets réels, d'autres échecs constants de la modernisation capitaliste et de l'absence de ligne directrice ou de « plan du capital ». Mais plus fondamentalement, il n'y a pas plus de Réseau-sujet-automate qu'il n'y a de sujet-capital automate. Le réseau séparé de sa composante humaine n'a pas d'intentionnalité propre contrairement à ce que décrit la science-fiction dominante. Mais il n'empêche qu'en tant que flux-énergie (mise en relation des individus entre eux), le réseau est (métaphoriquement) totalisant.

La technique n'est plus un moyen de l'activité d'humanisation; elle s'autonomise en système technique au sein d'une activité qui s'était déjà autonomisée de longue date dans l'économie et devient anthropologisation de la nature. Ainsi, les OGM, si personne ne s'y oppose, permettront de contrôler l'espace mondial alimentaire et donc les populations en imposant non pas forcément la concentration des terres et l'agriculture industrielle traditionnelle à base d'engrais et de traitement (ce qu'espéraient maints marxistes avides de voir disparaître cette classe impure et réactionnaire des paysans), mais une forme unique d'intrants et de fournisseurs capables de s'adresser à n'importe quel type d'exploitation. Il ne s'agira donc pas alors d'une expo-

2 – Guy-Noël Pasquet, « La nature c'est aussi l'être humain », *Temps critiques*, n° 11 : [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article91>]

priation de la paysannerie sur le modèle historique de l'exode rural, mais d'une expropriation du vivant. Ce qui est fondamental là-dedans ce n'est donc pas que les OGM conduisent (le progressisme du capital continuerait indéfiniment) ou non (les écologistes) à l'autosuffisance alimentaire, car alors c'est raisonner dans les termes capitalistes puisque c'est la notion même de production et le rôle qu'on fait jouer à « l'économie » qui pose les questions en termes de rareté, mais le type de domination que cela implique, sur les hommes (rapports sociaux) comme sur la nature extérieure. Cette dernière domination est d'ailleurs aujourd'hui le résultat de la conception néo-classique qui fait de la nature extérieure un « capital naturel », alors qu'elle tend à faire de la nature intérieure de l'homme une seconde nature (*Invariance*) et ce que certains, depuis Pasolini, appellent une révolution anthropologique. Mais précisons que nous n'entendons pas cette « seconde nature » hominisée en dehors de sa production proprement humaine. Il ne s'agit pas de séparer une nouvelle fois objet et sujet ce qui conduirait à reconnaître l'autonomie de la technique et le système technicien ».

Dans son lien avec la science, qu'elle précède pour en devenir finalement le moteur le plus intime, le développement des techniques tend à faire correspondre savoir et pouvoir.

« CONDITIONS DONNÉES » ET CONDITIONS OBJECTIVES

Éviter aussi le discours sur l'inéluctabilité des nouvelles technologies, ces dernières censées représenter maintenant des « conditions données » comme si elles faisaient partie d'un plan du capital et n'étaient pas le fruit de choix politiques et économiques ou sociétaux. Un point bien mis en évidence par Castoriadis: « Elles expriment ainsi un degré "d'enfoncement dans l'imaginaire" d'une certaine manière beaucoup plus problématique que dans les cultures du mythe. Traiter un homme en chose ou en pur système mécanique n'est pas moins, mais plus imaginaire que de prétendre voir en lui un hibou. Cela représente un autre degré d'enfoncement dans l'imaginaire; car non seulement la parenté réelle de l'homme avec un hibou est incomparablement plus grande qu'elle ne l'est avec une machine, mais aucune société primitive n'a jamais appliqué aussi radicalement les conséquences de ses assimilations des hommes à autre chose, que ne l'a fait l'industrie moderne de sa métaphore de l'homme-automate. Les sociétés archaïques semblent tou-

jours conserver une certaine duplicité dans ces assimilations ; mais la société moderne les prend, dans sa pratique, au pied de la lettre de la façon la plus sauvage ». (Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, 1975, p. 238)

Si on ne tient pas compte de cela, alors les « conditions données » deviennent les nouvelles conditions objectives et de la même façon que certains attendent que les conditions subjectives s'affinent avec l'existence d'une classe prolétarienne de plus en plus pure, d'autres attendent que les conditions objectives s'affinent avec une production de plus en plus socialisée, mais sans plus de lien avec une expérience vécue. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant puisque les nouvelles technologies opèrent sur des rythmes chronologiques hors de portée de l'expérience humaine du temps (un cybernéticien travaille sur des durées inférieures au milliardième de secondes).

Le travail technoscientifique cherche à dépasser toutes les situations limites, bref à nier la finitude humaine. En conséquence, tout ce qu'il est possible de faire doit se faire (« l'impératif technicien »). Sur cette base, l'homme n'est plus défini que par ce qu'il fait. Avec les technosciences, la maîtrise du possible a remplacé la connaissance de la réalité et sa fonction de vérité. C'était déjà quelque chose bien perçu par Niklas Luhmann, mais dans une perspective systémiste qui mettait en avant le rôle des réseaux dans cette (re)construction de la société contemporaine dans laquelle les individus semblent disparaître ou s'effacer devant la complexification croissante des interactions entre systèmes purement objectifs de traitement de l'information.

Comme le dit Gilbert Hottois dans *Entre symboles et technosciences* (Champ Vallon, 1996), p. 80 : « La production du futur est radicalement différente d'un engendrement éthique de l'avenir à partir du passé. Cette production opère au contraire à partir d'une sorte d'autonomie absolue du présent qui produit le futur » alors qu'auparavant le futur était l'avenir historique et politique en référence au passé (par exemple le communisme en référence à l'histoire des luttes de classes.). La raison pratique est remplacée par la rationalité technicienne et quantitative (cf. Bernard Pasobrola, blog de *Temps*

critiques à la rubrique « Raison et rationalité capitaliste³ ». Le temps historique est délégitimé au profit du « temps réel ».

Mais la faille de certaines critiques de la technique comme celle produite très tôt par Jacques Ellul (cf. *Le bluff technologique*) réside dans le fait qu'ils raisonnent en termes de « système ». Si cela a permis à Ellul de décrire l'évolution vers une société technicienne, cela l'a empêché de voir que la technoscience, pour s'exprimer, a besoin d'ouverture de recherche et non pas de clôture militaire ou soviétique. La révolution du capital est donc particulièrement en phase avec cette ouverture de tous les possibles.

TECHNOLOGIE ET RAPPORTS SOCIAUX DE CLASSES

S'il n'est pas question de prendre le processus révolutionnaire, quel qu'il soit, comme l'écriture d'une page blanche qui effacerait d'un trait de plume l'existence de l'urbain (Mexico, parlons-en avec ses 10 millions d'habitants et son agglomération de 22 millions) qui a remplacé la ville et du rurbain qui a supplanté le monde rural, les infrastructures routières et le quadrillage capitaliste de l'espace, les OGM et autres, il n'était « normalement » et politiquement pas question de laisser au capital le contrôle de la technique avec ses conséquences sur l'emploi. D'ailleurs le père de la cybernétique, Wiener en était conscient, comme Oppenheimer d'ailleurs dès 1963 où ils font remarquer que la société ne va plus pouvoir reposer sur une distribution des richesses correspondant à des contributions proportionnelles à la production quand c'est la possibilité de contribution qui s'éloigne. Cette question a été prégnante très tôt aux États-Unis parce que justement la course à l'automatisation y est précoce et va produire une coupure à l'intérieur de l'ancienne classe ouvrière noire entre un petit groupe qui s'en détache pour entrer dans l'administration et l'assistance sociale; et un groupe nettement plus important qui devient une *underclass*. L'afro-américain « de base » délaisse de force ou de gré son statut d'opprimé pour celui d'inutile (l'inessentialisation de la force de travail). Dès 1962, l'AFL-CIO signe un accord sur la reconversion du personnel ce qui revient à abandonner le contrôle de la technologie au patronat et à l'État. Le syndicat n'avait pas prévu les consé-

3 – <http://blog.tempscritiques.net/archives/category/develop/raison-et-rationalite-capitaliste>

quences sociales tablant au contraire sur la création de nouveaux emplois et des possibilités de nouvelles clientèles plus qualifiées. En Europe, le mode de régulation fordiste eut les mêmes résultats. Les gains de productivité dus au machinisme furent monnayés contre l'échelle mobile des salaires et les salaires minima de croissance. C'est seulement les luttes des OS de la décennie 1965-1975 qui ont tenté de résister massivement à cela par des pratiques de refus du travail condamnées par la majorité des syndicats.

Aujourd'hui, les syndicats, dans une situation très différente de chômage et de délocalisation/précarisation, continuent pourtant dans la même direction en cherchant à maintenir des emplois à tout prix, même si certains, plus post-modernes, comme la CFDT ou les syndicats scandinaves, l'envisagent sur le mode du partage du travail. Face à cela, les tenants du revenu garanti inconditionnel proclament que c'est la seule façon de ne pas remplacer le travail ancien par n'importe quel emploi nouveau ne méritant même pas le nom de travail.

Nous qui sans être classables parmi les « communisateurs » n'en sommes pas moins critiques de la notion historique de phase de transition, sommes bien obligés de reconnaître qu'il y a là un problème qui ne se réglera pas à la Pol Pot. La question des « conditions données » n'est pas si facile que cela à résoudre.

C'est pour cela qu'on assiste à un effritement des luttes dans le secteur de la reproduction. Il n'y a plus que des points de vue partiels, car le global ou stratégique (l'universel du capital) apparaît comme le seul point de vue légitime (impossibilité de se passer de la voiture en zones rurales et périphériques, interdiction de la circulation automobile dans les centres urbains, bas tarifs électriques contre énergie nucléaire, barrages d'irrigation et destruction d'écosystèmes, camions/routes ou ferroulage, maintien de l'emploi ou contrainte écologique), autant de luttes potentielles et partielles.

On est loin du « point de vue ouvrier » (le particulier porteur d'universel) des opéraïstes parce que justement la révolution du capital le rend impossible ce qui n'était pas encore le cas dans le tournant des années 1960-70. Quel est aujourd'hui le point de vue ouvrier des sidérurgistes de Tarento et de Terni dont les usines vont être bradées : est-ce la défense syndicale de l'emploi contre les « boches » (Siemens) et les indiens (Mittal) ? Le « prend l'oseille et tire-toi » des jeunes prolétaires, la lutte pour imposer un *lock-out* d'initiative

ouvrière avec paiement du chômage technique pendant toute la durée de la transformation de l'entreprise en usine propre ? Ce qui est sûr, c'est que cette dernière proposition est restée très minoritaire !

Pourquoi alors, dans ces conditions, refuser la notion de « conditions données » ? Parce que celles-ci ne sont pas encore sédimentées au sens où elles sont trop nouvelles (à l'échelle historique) pour avoir déjà créé des empreintes profondes. C'est d'ailleurs pour cela que les Zuckerberg et autres comptent tant sur la « génération Y » qu'ils espèrent formater définitivement, mais au changement, ce qui est un peu une contradiction dans les termes par rapport au formatage idéologique reposant sur une certaine continuité. Pour cela il faut inculquer à cette génération une culture technoscientifique très précoce, mais qui ne soit pas celle dispensée par l'école.

TECHNOLOGIE ET DYNAMIQUE DU CAPITAL

Il ne s'agit pas d'être technophile ou technophobe, mais de rester dans une distance critique avec l'advenu. La technologisation du monde fait bien partie de « l'aventure humaine », mais cela n'empêche pas de l'apprécier sous toutes ses facettes afin de déterminer des perspectives.

Or, ce n'est pas ce que font la plupart des positions favorables aux nouvelles technologies qui inscrivent ces dernières dans un progressisme du capital qui permettrait d'espérer l'éclatement de la contradiction prétendument centrale, en tous cas pour les marxistes, entre forces productives et rapports de production. C'est d'autant plus vrai qu'il y a eu non pas un « progrès », mais plutôt un changement de niveau entre le moment de la cybernétique déjà critiqué à l'époque par exemple par l'Internationale situationniste, puis par l'IQV aujourd'hui et celui de la mise en réseau via les applications numériques. En effet, si la cybernétique et son paradigme cognitiviste se voulaient science de la communication, organisation rationnelle, en fait une science du contrôle, le connexionnisme⁴, ouvrirait, quant à lui, le champ de la créativité,

4 – Nous reprenons ici une formulation intéressante de Bernard Pasobrola même si nous avons critiqué sa vision d'une succession de paradigmes explicatifs. Bernard Pasobrola, « Systèmes fluidiques et société connexionniste », *Temps critiques*, n° 16 : [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article288>]

de l'autonomie et en conséquence collerait beaucoup plus à l'imaginaire libéral/libertaire.

On n'est donc plus dans la perspective d'une société de contrôle versus domination, mais dans des pratiques interactionnelles et une addiction aux flux plutôt que face à une contrainte extérieure ou à une soumission volontaire. Mais cela n'empêche pas l'État, dans sa forme réseau d'être au cœur de cette circulation fluide d'énergie. Dit autrement, il y a du « matériel » derrière « l'immatériel », de la production derrière la circulation puisqu'il y a de l'énergie physique injectée dans les réseaux, mais dans un procès de totalisation nous l'avons déjà dit.

Je l'ai déjà dit ailleurs aussi : mais cette économie du numérique repose étroitement sur la financiarisation de l'économie générale. Le marché financier tend en effet à réaliser le modèle néo-classique de l'équilibre walrasien sur un marché financier concurrentiel et toujours ouvert sans droit d'entrée ni obligation d'y rester. Il n'y a plus, potentiellement, de capital dormant à partir du moment où il peut se déplacer à tout moment et fructifier ainsi en dehors de toutes les contraintes anciennes de change ou autres.

Cette logique de réseau s'étend à tous les domaines de la vie sociale. On assiste à « l'éclosion d'une puissance générale sociale inconnue jusqu'alors qui s'incarne néanmoins dans des réseaux d'individus, des manipulateurs de symboles que l'on retrouve par exemple à Davos mais aussi de façon beaucoup plus formalisée dans des organisations comme la Trilatérale. Un peu comme dans la science-fiction cette puissance permet un jeu à l'échelle planétaire qui sera ensuite rationalisé et planifié dans le cadre d'une stratégie (c'est ici un bien grand mot) de domination par extension dans le monde de ce qui ne constituait, au départ, qu'un ballon d'essai [...]. La globalisation ne se réduit pas à un ensemble de processus observables, elle est aussi un projet normatif d'une gouvernance sans gouvernement, définie comme un mécanisme de régulation lié à l'ordre mondial et fonctionnant sans émaner d'une autorité officielle » (J.W. *Après la révolution du capital*).

Qu'en déduire ?

1 – les conditions objectives présentes soumettent les possibilités révolutionnaires à de nouvelles contraintes qui ne sont pas celles du cycle précédant.

2 – la socialisation maximale qui fait partie de ces conditions objectives ne concerne pas seulement la production, mais aussi les processus d’individualisation, de l’impression du retour à une phase précapitaliste de guerre de tous contre tous. Et la reproduction chaotique et segmentée des rapports sociaux fait, elle aussi, partie des conditions objectives.

3 – si on privilégie la socialisation maximale dans la production comme principale donnée objective on peut alors avoir l’impression d’une disparition de la valeur comme dans le cadre particulier de l’exemple des logiciels libres ou celui plus général du *general intellect*. Mais c’est confondre disparition de la valeur et son évanescence dans la mesure où le capital, dans sa dynamique (la « révolution du capital ») domine maintenant la valeur⁵.

4 – Si l’on ne se « satisfait » pas du « communisme du capital » (cf. Paolo Virno in *Grammaire de la multitude*, L’Éclat, 2002, p.134), alors de quel autre communisme s’agit-il puisque nous critiquons à la fois les positions communisatrices qui s’en tiennent à la formule de Marx dans *L’Idéologie allemande* selon laquelle « le communisme n’est pas un état, mais le mouvement réel qui abolit l’état de choses actuel » sans jamais dévoiler le moindre contenu sous-jacent et aussi celle de Badiou sur le communisme comme idée ?

Et là s’ouvre une vaste incertitude (notre vaste incertitude) sur... la « révolution à titre humain » et aussi sur... faut-il encore parler de « révolution », et encore sur... « par où la sortie », etc. Ce questionnement mais qui dans tous les cas devra tenir compte de la question technique sans croire *a priori* que l’on pourra se passer de ce qui nous dérange et garder ce qui nous arrange, sans la prendre donc comme un tout (cf. *Temps critiques* n° 16, p. 34-37).

5 – Le capital domine la valeur quand c’est lui qui semble donner « valeur ». Il se pose en source à travers la domination du travail mort (immense accumulation de capital fixe). À partir de là, la fixation de la plupart des prix est artificielle et dépend soit de l’administration soit d’un profit anticipé. Le capital affirme ses propres catégories contre celles de la valeur : prix à la place de valeur, profit à la place de plus-value, capital fixe à la place de travail mort, ressources humaines à la place de travail vivant. La loi de la valeur est remplacée par la loi de capitalisation qui détermine comment un quantum de capital s’accroît de façon concrète ou fictive, mais dans tous les cas de façon réelle (ou avec des effets réels).

Si Marx, dans le chapitre du livre I du *Capital*, sur l'industrie et l'agriculture, a bien parlé des dégâts produits par l'industrialisation, il pense ce processus à l'intérieur du processus révolutionnaire d'ensemble qui révolutionne et le capital et la classe du travail. Une position qu'il abandonnera ensuite quand il va faire de la question de la propriété privée la seule question vraiment importante puisqu'elle marque l'écart entre développement de forces productives et étroitesse des rapports de production quand la production se fait justement de plus en plus sociale. C'est la voie qui lui permettrait de faire tenir ensemble sa vision des *Manuscrits* qui est celle d'une société sans division réelle du travail où le travail est simplement activité aliénée, avec celle des *Grundrisse* qui reconnaît la division du travail qu'il faut contrôler rationnellement dans la coopération. Vision compatible avec celle du travailleur mobile polyvalent d'aujourd'hui qui représenterait la forme moderne du travail vivant dans l'automatisme social afin de ne pas retomber dans la position d'un retour à la production artisanale chère à Proudhon où le travail comme œuvre d'art de Sorel telle qu'il la décrit dans *L'avenir socialiste des syndicats*.

ÉVANESCENCE DE LA VALEUR : LE RETOUR EN FORCE DE LA VALEUR D'USAGE COMME RÉCONFORT

Derrière la position favorable aux nouvelles technologies, on trouve souvent l'idée d'une possible réappropriation de la valeur d'usage. Or, en dehors du rôle qu'on lui a fait jouer dans les théories de la valeur, la valeur d'usage était issue d'une conception du travail sur le modèle de l'*homo faber* (« l'homme est un animal fabricant d'outils » *Le Capital*, Editions sociales, p. 182) et donc d'un produit-objet doté d'une autonomie propre. Marx remet cela en cause dans ses textes sur l'automatisation. L'industrie deviendrait le moyen de dominer efficacement la nature. Ce que son romantisme déplore dans l'industrialisation, à savoir la dénaturalisation, son positivisme lui fait aimer. Comme le dit K. Axelos : « Marx ne veut pas que les hommes soient délivrés

de la technique moderne ; il veut que la technique se délivre de tout ce qui la rend inhumaine, libérant ainsi ses propres forces et les forces humaines⁶ ».

Mais alors la valeur d'usage ne peut plus exister sur le modèle ancien à la fois valeur d'usage de la force de travail et valeur d'usage du produit du travail. Cette dernière fait plutôt place à une production d'effets utiles dont les effets durables vont bien au-delà du procès de production immédiat. Il n'y a donc pas à chercher dans ces nouvelles technologies une déconnexion de plus en plus grande entre ce qui serait encore une création de « richesse réelle » (de valeur d'usage) et ce qui ne serait que de la création de richesse capitaliste (valeur d'échange). C'est être dans la même confusion que ceux qui prétendent qu'il y a une déconnexion entre « économie réelle » et finance. L'informatique comme la finance ne créerait pas de « valeur » (les informations seraient des productions sans valeur qui ne feraient que transmettre de la valeur déjà existante parce que produite ailleurs ou qu'accélérer sa circulation) soit le refus de considérer que la révolution du capital est processus de totalisation, que la vitesse est valorisation, etc.

Même les théories néo-classiques tiennent compte de cela :

– premièrement en prenant en compte ce qui jusqu'à maintenant ne l'était pas, à savoir les actifs immatériels qui seraient productifs de *fair value*⁷ ce qui se répercute et explique en même temps l'estimation d'une valeur boursière des entreprises fort différente de sa valeur comptable au sens strict (la cotation ne se fait pas seulement à partir de la capitalisation effective, mais de façon projective à partir de la détention de brevets et autres innovations en devenir) ;

– deuxièmement, en ne comprenant plus le progrès technique comme un élément exogène de la production et de la croissance dans la mesure où il prend la forme d'un système socio-technique intégré du fait justement des nouvelles technologies. C'est pour cela que se sont développées les théories

6–Kostas Axelos, *Marx penseur de la technique. De l'aliénation de l'homme à la conquête du monde*, Paris, Éditions de Minuit, 1961 (réédition : Encre marine, 2015).

7–La juste valeur (*fair value* en anglais) est une méthode de valorisation des actifs qui a pour objectif de rapprocher la valeur comptable de la valeur de marché et donc de faciliter le travail des valorisations des sociétés par des tiers, de donner via la comptabilité une image plus réelle de la valeur de l'entreprise.

de la « croissance endogène » qui sont repartis de la conception hétérodoxe de Thorstein Veblen sur la technique comme stock de connaissances détenues et accumulées socialement, mais sans en souligner la dimension culturelle qui l'accompagne chez Veblen justement.

Et pourtant, c'est ce dont ne tiennent pas vraiment compte les thuriféraires des logiciels libres, qui ne semblent pas mesurer le fait que « l'essence » de la technoscience est de nature opératoire et qu'il est très secondaire que le logiciel soit libre ou pas, ce qui entraîne chez ces amis des hackers une conception de type « boîte à outils » que les post-opéraïstes, par exemple, ont utilisé jusqu'à la corde. Une position qui comprend les NTIC, mais qui peut être étendue à toute la technoscience, comme pratique opératoire indépendante des symbolisations qui l'accompagnent. La subjectivité du hacker remplacerait la subjectivité prolétaire dans son rapport à des conditions objectives considérées comme neutres. Une position compatible avec une idéologie de l'émancipation (Habermas, Appel et la nouvelle École de Francfort, libéraux-libertaires, partisans du tout numérique, etc.) réduite à la société transparente de la communication universelle. Pouvoir et résistance au pouvoir sont du même ordre finalement et il suffit simplement de pousser le pouvoir pour sortir sur l'autre rive... mais du même fleuve si on veut se risquer à une métaphore fluïdique. Non plus pousser la contradiction comme dans la dialectique, mais affirmer l'autre côté, l'immanence communiste du *general intellect* ou du logiciel libre au service de la « force-invention ».

L'OUBLI DE LA FORME-ÉTAT RÉSULTE DE SA NOUVELLE MISE EN RÉSEAU

Alors que les multiples ramifications de l'État dans sa forme réseau lui permettent de développer ou d'englober de nombreuses médiations sans avoir besoin des contraintes visibles qui caractérisaient l'État-nation ou l'État des classes avec son lourd appareil institutionnel et que, dans cette configuration il est partie prenante et active du processus en cours, beaucoup font comme si l'État n'existait plus alors que c'est la société civile qui n'existe plus.

Certains font porter leur espoir sur une sorte de devenir communiste du capital (les post-opéraïstes), alors que d'autres parlent communisation et administration des choses.

De tels positionnements s'appuient sur le devenir du capitalisme comme substitut à la figure de l'émancipation devenue absente ou évanescence; ils annulent aussi toute idée d'intervention politique non étatique.

Or, l'État, dans sa forme réseau comme dans sa forme souverainiste ou d'exception repose la question politique alors que les communistes (et je ne parle pas ici des communistes orthodoxes) ont la plupart du temps dépolitisé la question de l'État alors qu'il n'a jamais atteint une telle capacité organisatrice, bien supérieure à celle déployée au moment de l'État-providence et bien sûr sans commune mesure avec ce qu'en percevaient les pères fondateurs.

Une puissance d'organisation des institutions, de l'activité économique, du social ce qui est assez ancien déjà, mais aussi d'organisation des personnes. L'État nous traverse tous (« L'État, c'est aussi nous⁸ ») diluant dans le numéro 8 de *Temps critiques*) diluant espace public et espaces privés, économie de la connaissance et économie de réseau dans la mesure où la nouvelle idéologie de la « compétence » conduit à mêler étroitement savoir-faire et savoir-être (se produire comme activité vivante). C'est une rupture avec la conception de la division du travail par grilles de qualification et avec la théorie de la valeur travail qui y était rattachée (la mesure du temps de travail n'est plus à l'ordre du jour dans beaucoup de postes de travail).

On fait comme si les nouvelles technologies du capital répondaient enfin à l'un des passages les plus célèbres et sans conteste l'un des plus critiquables de Marx, dans la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* selon laquelle: « jamais de nouveaux et supérieurs rapports de production ne se substituent à elle avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports aient été couvées dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre, car, à regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne se présente que lorsque les conditions matérielles pour le résoudre existent ou du moins sont en voie de devenir » (ES, 1957, p. 5).

8–Jean-Louis Rocca, « L'État c'est nous: ce que nous enseigne la lutte anti-CIP », *Temps critiques* n° 8: <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article63>

Alors que les post-opéraïstes sont souvent de grands lecteurs de Simondon, on assiste au paradoxe qu'ils ne semblent pas tenir compte de ce que ce dernier appelle le processus de concrétisation et d'individuation dans lequel l'objet technique passe du mode abstrait (théorie appliquée) à un mode plus concret où il intègre les effets de son fonctionnement sur le milieu extérieur et par exemple sur les utilisateurs dans le cas de l'informatique, à l'intérieur de son « système-machine », ce qui crée un « milieu associé ». Ou alors, quand ils en tiennent compte c'est pour dire que la science n'est plus science du capital, mais science de la société comme si cela mettait fin à la domination. Or, dans le travail cognitif, le rapport entre les personnes constitue la matière de la subordination.

INFORMATIQUE ET MISE EN RÉSEAU.

L'intérêt de l'informatique, pour le capital, vient de ce qu'elle permet de mettre en rapport des facteurs ou des forces hétérogènes. Elle permet donc aussi d'étendre les mécanismes de régulation qui jusque là étaient propres à la sphère économique, aux facteurs et sphères extra-économiques. C'est par exemple la relation sociale qui est l'objet d'échange... le plus souvent marchand et c'est bien Microsoft et autres mega-opérateurs qui organisent et exploitent la synergie collective des activités cognitives. C'est bien la mise en réseau capitaliste de cette totalité qui déborde les flux créatifs et non l'inverse. Il y a bien toujours du « molaire » (c.-à-d. du global) pour reprendre, mais contre lui, une expression de Guattari, et le fait d'être organisé en réseaux ne le transforme pas en moléculaire, toujours dans le langage de notre auteur-militant du particulier et des particularismes dont les thèses sont reprises aujourd'hui par les post-opéraïstes.

Bref, la révolution du capital n'est pas la « révolution moléculaire » de Guattari !

Par exemple la mise en réseau a beau pratiquer la différenciation horizontale plutôt que la hiérarchisation verticale, il n'y en a pas moins une hiérarchie des réseaux en fonction de la place occupée dans le réseau et de la proximité plus ou moins grande avec les nœuds de réseaux. De même, en cas de dysfonctionnement, l'autonomie des branches du réseau ou la pseudo-rationalité d'ensemble (c'est en fait la plupart du temps une rationalité limi-

tée au segment du réseau) tombe vite ainsi que la sanction (cf. l'affaire Kerviel/Société Générale).

Ce n'est bien sûr pas un mouvement unilatéral, mais ce qu'il faut voir c'est qui travaille pour qui en réalité. Quand on lit le dernier Gorz et son *L'immatériel...*⁹ on est dans le même schéma que chez les post-opéraïstes pour lesquels le capital fixe serait subsumé par la « force-invention » qui ne serait plus travail, mais tout à la fois production de richesse et production de soi. Pour Gorz les « dissidents » du capitalisme numérique représenteraient (interview de 2007) 30 % environ de la population et comprendraient non seulement les hackers et les informaticiens de haut niveau, mais une grande part des diplômés qui refusent de tout sacrifier à leur carrière, les self-entrepreneurs qui refusent le tout plus vite et compétitif, ceux qui préfèrent gagner peu et avoir du temps, etc. Dans cette perspective on a l'impression que le « travail » tend à ne plus être que le moyen qui permet des activités hors-travail épanouissantes et créatrices de sens. En lisant cela non seulement on peut se demander le pourcentage de personnes que cela représenterait aujourd'hui sur les bases de cette hypothèse, mais en tenant compte du processus accéléré de ces dix dernières années, mais aussi quels sont les lieux de cette créativité supérieure et quels sont les fruits de cette supposée gigantesque sécession/désertion ? Se mène-t-elle au sein des GAFKA ou à l'extérieur, dans la « vie privée » qui n'est plus alors « privée » ? Les a-t-elle empêchés de grossir ou au contraire a-t-elle participé à leur succès ?

LES « LOGICIELS LIBRES » CHANGENT-ILS LA DONNE ?

En effet, le domaine du « libre » n'est pas indépendant de l'économie de marché, car il n'en constitue pas un véritable détournement, mais seulement un détournement vis-à-vis de ses aspects institutionnels (le *copyright* est remplacé dans ce cas par le *copyleft*). Le logiciel libre mène lui aussi sa propre campagne. Mais ce n'est pas une campagne pour l'institutionnalisation puisqu'aujourd'hui l'institution est résorbée dans la gestion des intermédiaires. On pourrait ici parler d'une stratégie de marketing et de médiatisation pour faire reconnaître un dispositif technique et social. Le droit n'intervient que secondairement dans le processus pour trancher des conflits; conflits qui

9 – André Gorz, *L'immatériel. Connaissance, valeur et capital*, Galilée, 2003.

d'ailleurs ne parviennent même pas devant la justice puisque la plupart du temps ils sont l'objet d'un compromis financier.

La création de la *General public licence* (GPL) qui ne transgresse nullement la propriété intellectuelle, mais renverse simplement son usage qui devient libre, s'inscrit dans cette démarche. Les défenseurs du droit d'auteur certes essaient de défendre leurs droits, mais ces derniers deviennent une quasi-fiction; le droit d'auteur se délite, se dissout dans les réseaux et la mise en image des « œuvres-produits ». Dans cette mesure, il est impossible de dire qu'il y a libre diffusion puisqu'en amont, on retrouve bien une dépendance de l'auteur à toute une infrastructure de produits informatiques, à une ingénierie informatique, à une dépense énergivore énorme qui ne remet pas en question le productivisme exacerbé, mais au contraire le suppose. Sans parler du fait que l'auteur doit bien « travailler » dans un cadre plus traditionnel pour vivre.

Dans la correspondance de 2015 avec Raoul¹⁰, nous signalions des exemples de gratuité capitaliste (*Encyclopædia Britannica* dématérialisée et transformée en service gratuit, portable Motorola devenu gratuit en échange de services de télécommunications, Netscape et son logiciel de navigation, Microsoft Internet Explorer, Wikipedia aujourd'hui, quelques villes moyennes comme Compiègne qui ont opté pour les transports publics gratuits, etc.) tout en critiquant le fait d'y voir une telle socialisation collective que la marchandisation ne pourrait s'effectuer ou continuer pour de plus en plus de services.

De fait les marxistes pratiquant la théorie de la valeur-travail et ne voyant que le profit (le calcul égoïste) ne pouvaient véritablement comprendre le calcul marginal et la logique de puissance qui président à la production coopérative de ces services et ont permis l'éclosion des startups, via l'utilisation de capital fictif. Mais ces exemples, rares, de gratuité font bon ménage avec la tendance dominante à la marchandisation des services et de toutes les activités humaines transformées en travail ou/et service. Que tout cela ait pour origine une activité coopérative n'empêche pas sa capitalisation future. Cela fonctionne comme division des tâches au niveau des entreprises, les plus petites étant les plus innovantes et réactives par rapport aux grandes firmes.

10 – <http://blog.tempscritiques.net/archives/1836>

Si auparavant, celles-ci profitaient de la réactivité plus forte des premières du fait de leur caractère bureaucraté (cf. les analyses de Galbraith et Castoriadis), elles sont aujourd'hui beaucoup plus cyniques. Elles ont bien réalisé leur cure d'amaigrissement et leur flexibilisation, mais elles font jouer à plein l'effet de mise en réseau comme nouvelle forme (pseudo-égalitaire) de la nouvelle division du travail. Elles se contentent donc souvent d'avaliser et exploiter ce produit du travail collaboratif. On a quand même l'impression d'être dans une situation assez voisine de celle qui oppose et lie en même temps les « indépendants » et les « majors » dans le secteur des arts et du spectacle.

L'Internet relève des micro-technologies à double portée : de production et d'usage, ce qui permet de dégager une certaine autonomie par rapport à la fonctionnalité productive dans la mesure où elles combinent temps de la production et temps de la « création ». Dans ce contexte, l'appropriation d'une partie des fonctions non directement productives (ludiques/ communicationnelles) et même le détournement créatif ou subversif de ces fonctions s'avère possible (l'exemple des hackers, mais pas seulement, la diffusion de textes critiques à une époque où la diffusion traditionnelle est en échec, etc.), mais ne garantit en rien la portée politique de telles pratiques. Mais ce que j'écrivais là en 2004 est justement particulièrement daté parce que comme le dit J. Guigou dans les échanges précédents, la révolution du capital a tendanciellement unifié les temps productifs et non productifs rendant même la consommation productive.

Par ailleurs, l'exemple des OGM nous montre qu'il n'y a pas de fonctionnalité productive qui ne soit en même temps puissance et domination comme le choix nucléaire nous en a fourni le parangon. On a vu récemment des tentatives sur Facebook afin d'imposer une censure de type nouveau. On ne peut parler à cet égard d'un « politiquement correct » parce qu'il ne provient pas des « politiques » ni d'une société civile qui n'existe pas. C'est ce qu'on appelait, dans les années 70, le discours du capital, mais on sait aujourd'hui que ce discours n'est pas désincarné, mais le produit de puissances qui n'ont rien de souterraines malgré le retour des thèses complotistes.

Que des marges d'autonomie existent pour les salariés de l'Internet et des NTIC, c'est une évidence et d'ailleurs leurs patrons le savent bien qui surveillent leur utilisation du matériel à disposition. Mais ces salariés subissent une

nouvelle subordination au travail et une virtualisation de leur activité (cf. Pierre Naville et ses développements sur la fonction de l'écran) avec le passage de l'analogique au numérique (du message interactif au code autonome). Il s'agit d'un nouveau clivage entre sens et connaissance produit par l'automatisation actuelle, le fait que l'ouvrier ou/et le salarié n'a plus en face de lui simplement une machine, mais un processus continu. Certes, ce n'est pas une spécificité de l'informatisation, puisque dans le travail à la chaîne, l'opérateur aussi était face à un processus continu, mais il pouvait encore être amené à le synthétiser à travers la représentation de l'ouvrier collectif ou du collectif de travail. L'autonomisation était moindre ce qui laissait sinon place à la perspective de la réappropriation, de plus en plus problématique, mais au moins à celle d'une révolte massive contre comme l'ont montré les luttes contre le travail à la chaîne dans les années 1960-1970.

C'est sur cette codification que la théorie de l'information essaime dans les innovations biotechnologiques que sont les manipulations génétiques. Ce qui compte ici c'est l'utilisation de la micro-informatique comme pratique opérationnelle et programmation.

Certains font comme si cette nouvelle subordination n'existait pas et pensent qu'aujourd'hui il n'y a pas plus de difficulté à dégager une perspective communiste qu'au XIX^e siècle. Les « données » matérielles auraient simplement changé. Mais pourtant Marx disait que les hommes ne se posent que les questions de leur époque or pourquoi se posaient-ils jadis celle du communisme et ne se la posent-ils plus alors que les « conditions » sont de plus en plus sociales ? Pourquoi les individus et particulièrement les membres de la « génération Y » se posent-ils majoritairement la question de la gratuité dans des termes libéral/libertaires et non dans des termes communistes ?

GRATUITÉ ET LUTTES

Je voudrais rajouter un petit complément sur cette question de la gratuité. En effet, les luttes sur ce terrain peuvent être importantes parce que ce ne sont pas forcément les luttes sur le lieu de production qui sont primordiales et *a fortiori* les seules dignes d'intérêt. Celles qui concernent les secteurs de la reproduction des rapports sociaux présentent la caractéristique d'être d'emblée des luttes d'ensemble et c'est bien pour cela que partout les États cherchent à en limiter les effets en brimant les initiatives des salariés par des

restrictions au droit de grève. Il leur est toutefois beaucoup plus difficile d'en faire autant quand ce sont les « usagers » ou des individus ordinaires qui sont à l'origine des actions. Les deux aspects ne sont d'ailleurs pas incompatibles en théorie, bien que dans la réalité, le manque de rapports entre protagonistes potentiels et la difficulté à dépasser des intérêts immédiats (même si on les affuble du caractère « de classe » au moins pour les uns) pour se mettre d'accord sur des actions communes conduisent à un échec, la plupart du temps.

Ces luttes sur la gratuité s'avèrent aussi d'actualité en ce qu'elles remettent en cause l'idée d'un juste prix à payer reposant sur un calcul des coûts. Mais elles ne le font pas sur la base qui fut celle des luttes du cycle précédent. Elles ne se situent pas non plus dans le cadre « d'autoréductions » comme on a pu en connaître dans les années 70 en Italie, « autoréductions » qui, toutes radicales qu'elles aient été, s'avéraient de fait aussi arbitraires que l'était le prix officiel quand il s'agissait de les évaluer précisément (la CGIL italienne et les groupes comme *Lotta Continua* s'empoignaient d'ailleurs là-dessus). Enfin elles rendent compte de l'évanescence de la valeur dont nous parlons à *Temps critiques*. Cette question s'inscrit, de façon matérialiste, dans les rapports sociaux concrets sous forme d'attaque contre les prix qui représentent les seules concrétions des valeurs. Seulement à l'époque de cette évanescence de la valeur, c'est-à-dire quand le capital domine la valeur, les prix n'ont plus qu'un rapport ténu avec les valeurs (qu'on se réfère à la valeur-travail des marxistes ou à la valeur-utilité des néo-classiques importe peu ici). Les Antillais et Réunionnais qui vivent dans des conditions particulières rendant ces prix encore plus arbitraires l'ont bien compris, eux qui s'attaquent régulièrement à ces prix, par des revendications ou par des pillages. Mais d'une manière plus générale le passage des monnaies nationales à l'euro a eu le même effet dans la conscience du « peuple » : aujourd'hui, pour la plupart des Européens les prix en euros n'ont aucune justification de « valeur » (comprise au sens strict) et c'est ce qui fait qu'un discours plus ou moins masqué sur le retour à une monnaie nationale rencontrait jusqu'à peu un certain succès, car il semble recouvrir une vérité des valeurs (plus que des prix : la « vérité des prix ») en tant que la valeur est représentation ou a une signification imaginaire sociale. Il semble que, tout récemment, les choses se soient inversées avec une relative défaite des thèses populistes en Europe et l'effet

particulièrement contre-productif du *Brexit*. Une confiance nouvelle en l'euro s'est fait jour, non pas comme équivalent général/représentation économique de la « valeur », mais comme représentation d'une unité politique perçue comme plus stable.

Que la valeur soit de plus en plus une représentation politique (Tronti), une représentation de la puissance (Fourquet) permet à certaines fractions capitalistes de penser en termes de gratuité pour un certain nombre de produits correspondant aux « communs » ou à des productions « immatérielles » à coût marginal zéro, mais cela peut très bien s'insérer dans le cadre d'une capitalisation plus grande des activités à partir du moment où cela faciliterait le développement et la fluidité ou la vitesse de circulation des biens marchands, dont la production reste organisée sur le modèle économique de la rareté, du travail et de la propriété.

En l'état actuel des choses, toute tendance à la gratuité aujourd'hui repose sur les bases de la révolution du capital et non pas de la révolution prolétarienne. Le fait que, comme disait Gorz, ce soit le produit d'une « socialisation antisociale » n'y change rien. Ces bases intègrent justement un niveau d'intégration technologique toujours plus élevé qui est aux antipodes d'une tendance à l'autoproduction. La puissance d'agir qu'on acquiert éventuellement avec les nouvelles technologies nous rend encore plus dépendants de l'organisation en réseau qui la permet. Ce n'est pas parce que cette nouvelle forme d'infrastructure semble invisible qu'elle n'existe pas. Ainsi, si on prend l'exemple des Vélib', ils sont quasiment gratuits surtout si on les prend moins d'un quart d'heure et ils sont censés accroître la liberté individuelle de déplacement, mais cela suppose un réseau informatique gérant les parcs vélos, des abonnements, une mesure des temps, des GPS incorporés aux vélos pour repérer leur variation d'emplacement, un réseau d'entretien, etc. Cette organisation mobilise tout un ensemble technologique géré par des salariés eux aussi assez invisibles et dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle ne les valorise pas particulièrement. Le réencastrement de l'économie dans le social, pour parler comme Polanyi, ou la socialisation des forces productives, pour parler comme Marx, nous échappent plus que nous ne les contrôlons. La dynamique qui fait la force du rapport social capitaliste c'est justement cette façon de jouer du besoin des uns avec le désir des autres.

POÉTIQUES RÉVOLUTIONNAIRES ET POÉSIE

(EXTRAITS¹)

Jacques Guigou

*Le thème de la Révolution
est une commande du temps.*

*Le thème de la glorification de la Révolution
est une commande du Parti.*

Marina Tsvetaeva

Le poète et le temps (1932)

AU COURS DES RÉVOLUTIONS MODERNES, DES POÈTES SE SONT MIS « au service » des divers pouvoirs révolutionnaires. De Chénier à Lamartine, de Pottier à Maïakovski, de Breton à D’Annunzio, de Senghor à Sénac, ils ont célébré les nouvelles puissances politiques issues des bouleversements historiques de la modernité, qu’elles soient triomphantes ou vaincues. Et ils l’ont fait, le plus souvent, dans une poétique révolutionnaire qui était contre-dépendante des figures de la période qui s’achevait. Leur idéologie du service les a tenus éloignés du devenir-autre de la poésie ; de la poésie qui cherchait sa voix avec et contre les bouleversements révolutionnaires qui parachevaient la fin d’une époque et qui en ouvraient une nouvelle. Chantres officiels, guillotiné ou « suicidé », leurs vies et leurs œuvres expriment l’écart devenant visible entre les victoires ou les échecs des révolutions dans lesquelles ils furent impliqués et l’impossible devenir poésie de ces mêmes bouleversements historiques.

I - PETIT RAPPEL SUR QUELQUES ORIGINES DES POÉTIQUES RÉVOLUTIONNAIRES

Le motif d’une poésie mise au service d’une révolution républicaine et démocratique émerge dans les mouvements politiques qui mènent l’assaut contre l’ordre monarchiste et sa classe sociale, l’aristocratie. C’est d’abord

1–Le texte présenté ici constitue les quatre premiers chapitres du livre de Jacques Guigou, *Poétiques révolutionnaires et poésie*, à paraître en janvier 2019 aux éditions L’Harmattan dans la collection « Temps critiques ».

dans la première révolution anglaise du XVII^e siècle que le phénomène est le plus visiblement repérable. Si les écrits de Milton contre la royauté et pour la liberté d'expression appellent quasiment au régicide et exaltent le nouveau régime parlementaire c'est dans les poèmes et les chansons² des *Levellers* et des *Diggers* qu'est exprimée l'aspiration politique la plus radicale. Y sont célébrées les vertus d'une sorte de communisme chrétien basé sur des communautés agraires strictement égalitaires.

Pendant la Révolution française des poètes exaltent le bouleversement politique en cours mais on ne trouve pas explicitement l'affirmation d'une poétique révolutionnaire. « La période révolutionnaire, André Chénier mis à part, est, curieusement, une époque pauvre de la poésie³ » écrit Robert Sabatier. Un constat que l'on partage volontiers mais que nombre de partisans des poétiques révolutionnaires pourraient lui objecter et affirmer que dans ces moments intenses de discontinuité historique la poésie est immédiatement présente dans l'action collective et non pas, séparée, dans les livres de quelques individus. Mais une telle objection ne ferait que répéter l'ancienne antienne surréaliste ou situationniste selon laquelle « la révolution et la poésie sont une seule et même chose » ; une antienne toujours démentie par l'histoire de la poésie et par l'histoire des révolutions. Nous y reviendrons.

C'est avec les romantiques et surtout les romantiques allemands que vont véritablement se formuler les premières poétiques révolutionnaires. Pour Novalis, seule la poésie doit conduire le monde ; elle dévoile la réalité du monde aux yeux des hommes. Ses aphorismes ont la puissance d'une parole totale, à la fois cosmique et terrestre : « La poésie est véritablement le réel absolu. (...) Plus une chose est poétique, plus elle est vraie ». La présence des êtres au monde s'éprouve pour Novalis grâce à un engendrement réciproque du monde et de la poésie. Et ce monde n'est pas seulement celui de la nature extérieure, celui de l'univers tout entier, il est aussi celui de l'histoire des hommes : une histoire de la communauté humaine, celle du passé et celle à

2 – « *You noble Diggers all, stand up now, stand up now, / You noble Diggers all, stand up now, / The waste land to maintain, seeing Cavaliers by name / Your digging do disdain, and persons all defame. / Stand up now, stand up now.* » chante la ballade d'un des fondateurs du mouvement des *Diggers*, Gerrard Winstanley.

3 – Cf. *La poésie du dix-huitième siècle*, Albin Michel, p.227.

venir. Novalis place la poésie au centre de l'histoire humaine. Octavio Paz a bien perçu la portée politique de cette exigence et il la formule dans ces termes : « La conception de Novalis se présente comme une tentative pour placer la poésie au centre de l'histoire. La société se fera communauté poétique ou plus exactement poème vivant. La relation entre les hommes cessera d'être celle de maître à esclave, de patron à domestique, pour devenir communion poétique. Novalis prévoit même l'existence de communautés consacrées à produire collectivement de la poésie⁴ ». Quelles voies l'espèce humaine empruntera-t-elle pour accéder à son devenir-poésie ? Prononcer en commun les bouleversants *Hymnes à la nuit* ?

On trouve aussi chez le romantique anglais William Blake cette fusion entre poésie et communauté humaine à venir. Dans la dynamique de cette fusion le poète agit comme médiateur ; il est l'opérateur vital du devenir-poésie de la communauté humaine.

« Je suis la révolution »

Poussée dans ses conséquences pratiques les plus extrêmes, l'action poétique révolutionnaire fusionne le poème et l'événement politique dans une singularité ultime : « je suis la révolution ». Tel est d'ailleurs le titre d'un livre⁵ où Laurent Jenny conduit une remarquable analyse d'un siècle et demi d'identification des avant-gardes littéraires avec l'idée de révolution. Depuis les appels de Hugo à l'insurrection des mots pour fonder une « République des mots » jusqu'à l'exaltation de la poésie de Mao-Tsé-Toung par le Groupe Tel Quel, Jenny montre la continuité historique d'une conception révolutionnaire de la littérature. Toutefois, curieusement, il situe l'apogée de cette saga révolutionnariste avec *Tel Quel*⁶ alors qu'il serait plus approprié de le faire avec les situationnistes. Nous développerons cela dans le prochain chapitre.

4 – Octavio Paz, *L'arc et la lyre*, Gallimard, 1993, p. 323.

5 – Laurent Jenny, *Je suis la révolution*, Belin, 2008.

6 – La poésie maoïste des auteurs de *Tel Quel* n'a pas résisté à la déconvenue de leur voyage en Chine au printemps 1974. Le mythe poético-politique prend fin ; Sollers se réfugie dans... le roman ; d'autres dans la référence nostalgique à la pratique des dazibao transformée plus tard en une formule éditoriale : Poezibao, cf. <http://poezibao.typepad.com/>

Notons ici que la formulation emblématique qui caractérise le mieux cette identification des avant-gardes littéraires et poétiques avec la révolution, Jenny la trouve chez Maurice Blanchot dont il condense la position dans une formule : « Je suis la révolution ». Pour Blanchot, il ne s'agit plus de « faire la révolution » dans la littérature comme dans l'histoire, mais il s'agit d'abord et surtout « d'être la révolution ».

On sait que Blanchot, participe d'abord à des groupes et à des revues dits de la « Jeune droite » ainsi qu'aux courants catholiques « non-conformistes ». Anticipant sur la négativité hégélienne actualisée en France par Kojève, Blanchot dénonce le marxisme comme étant de fait, en connivence avec le capitalisme ; il désigne le « mouvement du refus » comme le principe même de la révolution. Pour l'auteur de *La part du feu*, c'est désormais l'œuvre qui est au cœur de la tension entre la liberté et la nécessité, entre le cours de l'histoire et le « suspens de l'histoire ». Plus de trente ans avant les injonctions situationnistes, Blanchot requiert la littérature de se mettre au service de la révolution. Jenny le souligne en ces termes : « Ainsi la littérature n'apparaît nullement “au service” de la révolution. C'est bien plutôt la révolution qui doit se mettre au service de la littérature et élucider pour elle son désœuvrement essentiel. L'Histoire est “poétique” en son moment révolutionnaire, qui est révélation du rien⁷ ».

La conception d'une fusion entre révolution et poésie se retrouve, analogiquement mais à un autre niveau, dans les rapports entre gnose et poésie. Dans cette analogie, les dimensions sotériologiques constitutives de toute gnose équivalent alors aux dimensions sotériologiques toujours présentes dans la révolution.

En toute rigueur comparatiste, il nous semble approprié d'établir une analogie entre les gnosticismes des mouvements hérétiques et mystiques apparus dans les premiers siècles de l'ère chrétienne et les théories révolutionnaires de la modernité ; notamment pour ce qui nous intéresse dans ce livre, avec les marxismes. Pour les gnostiques il s'agissait, pour le groupe d'initiés, de parvenir au salut spirituel par l'exercice d'une connaissance ésotérique. Pour les marxismes il s'agit de parvenir au salut matériel de l'humanité par la lutte des classes ; le prolétariat étant le sujet de la révolution. Ainsi, sotériologie et mil-

7—Jenny, *op. cit.*, p.129.

lénarisme sont les deux opérateurs théoriques et pratiques de la révolution gnostique comme de la révolution prolétarienne.

Dans son ouvrage *La poésie et la gnose*, (Galilée, 2016), Yves Bonnefoy prend acte de la séparation absolue entre la poésie et la gnose. Il perçoit même la poésie comme une « anti-gnose » (p. 15); il convie le poète à « se refuser aux séductions de la gnose » (p. 40). À la détestation de la vie et du monde que pratique le gnostique, le poète, certes ressent l'absence de plénitude qui peut se manifester dans sa vie et dans celle des autres mais il affirme que « le lieu terrestre a grand prix » pour lui. Bonnefoy observe que la gnose a toujours constitué un attrait pour les poètes car poésie et gnose se situent sur le même terrain existentiel: celui d'un sentiment d'exil dans un monde limité, prosaïque, enfermant; l'intuition d'un monde de plénitude et de rayonnement dont le poète et le gnostique se sentent privés.

Mais poursuit Bonnefoy l'analogie s'arrête là car « le lieu terrestre a grand prix pour les amis de la poésie » (p. 19); nul besoin pour le poète d'aller chercher un ailleurs surnaturel ou invisible. C'est dans la certitude de la présence lumineuse du monde et de toutes choses proches ou lointaines; dans une « participation au tout du réel » (p. 27) que le poète trouve — pensons au *trobar* des troubadours — les rythmes, les sons, les mots, les voix susceptibles d'accomplir le poème.

Pour la poésie, le monde est *présence immédiate*, totalité sensible, rythmes vitaux primordiaux. Le poète n'a « nul besoin de chercher dans le surnaturel, dans l'invisible, l'événement qui fut cause de la perte présentement éprouvée » (p. 24).

Bonnefoy poursuit de substantielles réflexions sur la tentation gnostique qui guette de nombreux poètes. Retenons de lui, pour conforter ici notre critique des poétiques révolutionnaires contemporaines, qu'elles ne sont rien d'autre que gnosticisme du langage; que publicité pour ce qu'on peut nommer *un communisme du capital*. Nous y reviendrons.

Avant de quitter *La poésie et la gnose*, partageons cette affirmation selon laquelle « le poème n'est pas la poésie » (p. 32) car entre « l'intuition de présence frayant sa voie dans les mots et la façon dont ceux-ci deviennent des phrases au sein d'un texte » une ombre est tombée; la conception est devenue création. Contre tous les poéticiens de la subjectivation, tous les phéno-

ménologistes, tous les « poéthiciens » qui subordonnent l'existence de la poésie au poème, distinguons avec Bonnefoy l'éternité de la poésie d'avec le moment du poème. Le poème est un résultat; le résultat du compromis entre la présence du monde et les limites du poète à le percevoir et à le dire comme vie immédiate, comme ce que nous avons nommé un « instant exhaussé⁸ ».

Jules Monnerot a lui aussi montré la fonction mystificatrice des poétiques révolutionnaires avant-gardistes. Il dévoile ses effets dans les rapports entre surréalisme et gnosticisme. Son livre *La poésie moderne et le sacré* (Gallimard, 1949) analyse les rapports des surréalistes avec « La Révolution » et avec le Parti communiste français pendant la période où plusieurs d'entre eux avaient rallié le parti stalinien mais aussi après leur départ.

Monnerot compare le rapport des surréalistes à la révolution communiste avec le rapport des gnostiques aux églises chrétiennes de la première période du christianisme. Les idées dissidentes, voire hérétiques des gnostiques à l'égard de la doctrine chrétienne seraient analogues aux propos et aux actions des surréalistes lorsqu'ils intervenaient au nom de « La Révolution ». Ce faisant, ils n'étaient alors plus compris « des masses » et ils étaient dénigrés, voire condamnés par les dirigeants du Parti. « Quand à la faveur de cette communication, les surréalistes proposaient soit aux militants, soit à « la masse » elle-même, des conceptions par hypothèse aussi étrangère à celle-ci qu'à ceux-là, ils ne pouvaient paraître qu'hostiles. (...) En écoutant le langage devenu brusquement « marxiste » et « dialectique » de ces nouveaux adeptes, plus d'un communiste a pu redire le mot d'Irénée sur les gnostiques : « Ils parlent comme l'Église, mais pensent autrement⁹ ».

Monnerot poursuit l'analyse en ces termes : « (...) les surréalistes, si aucune contrainte extérieure ne les contrarie, se laissent aller à penser que la poésie communique avec la révolution, qu'au poète est permis ce que nul autre ne peut : la révolution sauvera la poésie que la société capitaliste met en péril... Ainsi, le Christ valentinien a passé par Marie comme l'eau traverse le canal, pour rédimier la race des spirituels et cette rédemption consiste dans la gnose transmise d'initié à initié. (...) Une certaine pente surréaliste conduisait aussi

8 – Cf. J. Guigou, *Exhaussé de l'instant*, L'Harmattan, 2013.

9 – Monnerot, *op. cit.*, p. 87-88.

à rêver que la grâce révolutionnaire pourrait être obtenue (qui sait ?) par la pratique de la poésie¹⁰ ».

Certes, les poétiques révolutionnaires d'après-mai 68 ne partagent plus cette conception initiatique de la poésie mais elles restent dans la continuité des sotériologies gnostiques. Reste présente et active cette croyance à un salut par la révolution poétique. La révolution devenue poésie sauvera le monde, etc. Avant de mener l'analyse des poétiques révolutionnaires d'après Mai 68, examinons d'abord leurs manifestations dans les années 60 ; notamment celle des situationnistes qui en constitue la matrice dans cette période.

II - LES ERREMENTS DES POÈTES SERVITEURS

Les deux derniers assauts contre la société dominante, celui du mouvement communiste de 1917-21 et celui du Grand refus de la fin des années 60 ont, chacun, été accompagné par une poétique révolutionnaire du service. Les surréalistes voulurent « mettre la poésie au service de la révolution » et les situationnistes « mettre la révolution au service de la poésie ». Bien que de sens inverse, l'intention est la même : la poésie a besoin de servir ou d'être servie. Pour Breton comme pour Debord, poésie et révolution sont des puissances individuelles et collectives accomplissant, dans un moment paroxysmique, l'unité de la théorie et de la pratique. Pour tous les deux, le bouleversement de la vie et l'ébranlement du monde sont les buts communs de la poésie et de la révolution. La praxis révolutionnaire est la matière dont la poésie tire forme et contenu. L'événement insurrectionnel énonce le nouveau langage de la poésie. ; d'une poésie « au besoin sans poème » pour les surréalistes et d'une poésie « nécessairement sans poème¹¹ » pour les situationnistes.

Pour y parvenir, l'une comme l'autre impliquent une activité « de service », appellent un individu au service de leur cause commune. Les poétiques révolutionnaires surréalistes et situationnistes restent semblablement enfermées dans ce présupposé du « service » ; mais si la première n'a plus de portée historique pour notre présent et son devenir-autre, la seconde, aux yeux de certains, n'en serait pas dépourvue.

10 – Monnerot, *op. cit.*, p. 89.

11 – « All the King's men », *Internationale situationniste*, n° 8, janvier 1963, p. 31.

Si les impasses politico-poétiques du surréalisme ne soulèvent plus guère de controverses, la poétique situationniste rallie encore à sa cause divers cercles et individus qui veulent « poétiser la révolution » ou bien mettre la « révolution poétique » aux commandes des bouleversements de la vie quotidienne.

Avant d'examiner de plus près les positions de ces poéticiens de la révolution, il convient tout d'abord de revenir sur l'écrit constituant la base de la poétique révolutionnaire de l'Internationale situationniste.

Un présupposé langagiste

*All the King's men*¹² peut être considéré comme le texte-manifeste de la poétique révolutionnaire situationniste. En peu de pages s'y trouve exprimée la critique du surréalisme et déplorée son « amère victoire », puis y est énoncée l'abolition de la poésie séparée — celle du poème — pour réaliser cette « communication immédiate dans le réel », ce « moment révolutionnaire du langage » qui fait la force de la révolution ; puisque « le programme de la poésie réalisée n'est rien de moins que créer à la fois des événements et leur langage, inséparablement » (p. 31).

Ce texte de 1963 marque un moment décisif pour la théorie situationniste de la suppression de l'art et de sa réalisation dans le bouleversement de la vie quotidienne. La critique de la forme et des formes qui, depuis l'Internationale lettriste et *Potlatch*¹³, avait représenté l'enjeu majeur de l'action révolutionnaire passe au second plan au profit d'une référence primordiale au langage. « Le problème du langage est au centre de toutes les luttes pour l'abolition ou le maintien de l'aliénation présente¹⁴ ». La question du langage est désormais placée au cœur de la poétique révolutionnaire situationniste. Contre « l'information » qui n'est que « la poésie du pouvoir », l'insurrection situationniste va créer « le langage libéré qui regagne sa

12 – *Ibidem*, p. 29-33.

13 – On cherche en vain une référence — même implicite ou critique, — au langage comme système de signes et aux théories linguistiques du langage dans les documents antérieurs à la fondation de l'IS en 1957. Cf. *Documents relatifs à la fondation de l'internationale situationniste, 1948-1957*, Allia, 1985.

14 – *Ibidem*, p. 29.

richesse ». Le pouvoir s'exerce par et dans le langage car les mots du pouvoir « travaillent pour le compte de l'organisation dominante de la vie¹⁵ ».

Le basculement langagiste de l'IS

Pourquoi faire des problèmes du langage le centre de toutes les luttes et faire de la poésie le moment révolutionnaire du langage ? Avançons deux hypothèses à propos de ce que nous pourrions nommer le basculement langagiste de l'Internationale situationniste. Deux moments semblent, en effet, déterminants dans ce nouveau positionnement de l'IS : d'une part le rejet des œuvres et des actions lettristes et d'autre part une contre-dépendance au contexte intellectuel alors dominant et notamment à l'influence de la linguistique structurale.

Rejet des œuvres et des actions lettristes

Maintenues confidentielles, parfois détruites, toujours limitées au petit cercle des amis, les œuvres métagraphiques des années 1951-58¹⁶ sont considérées par les situationnistes comme définitivement dépendantes du lettrisme et à ce titre ne sont porteuses d'aucun dépassement.

Déjà présent dans la revue de l'*Internationale lettriste* puis, surtout, dans *Potlatch*, les situationnistes dressent un bilan négatif des réalisations métagraphiques et hypergraphiques créées au début des années cinquante. La croyance lettriste qui fait de la création de formes nouvelles « la valeur la plus haute parmi toutes les activités humaines » (*ibid.*) est critiquée par Debord et Wolman comme « le fondement de la position idéaliste bourgeoise dans les arts¹⁷ ». Au-delà du simple détournement des œuvres ou de la dérive psychogéographique, il s'agit d'abandonner toute activité séparée entre l'art et la vie. C'est aussi le sens de la décision prise en 1962 selon laquelle « il n'existe pas d'art situationniste » et donc pas davantage d'œuvres situationnistes.

15 – *Ibidem*, p. 29.

16 – Guy Debord, *Mémoires*, Internationale situationniste, Copenhague, décembre 1958. Cf. également *Documents relatifs à la fondation de l'IS. op. cit.*

17 – Cf. G. Debord et J. Wolman, « Pourquoi le lettrisme? », *Potlatch* n° 22, septembre 1955.

Contre-dépendance au contexte intellectuel dominant de l'époque des années 1950/65.

Les années 1950-65 furent époque déterminée par la dynamique capitaliste de « la croissance » et des « modernisations » (le compromis fordiste) avec leurs conséquences anesthésiantes sur les antagonismes de classe. Davantage que la maîtrise des rapports sociaux de production c'est sa reproduction globale que le système capitaliste cherche à réaliser. Le « changement » est partout mis à l'ordre du jour; un changement alors en quête de lois économiques et sociales qui fonderaient une continuité institutionnelle dans la discontinuité politique qui est à l'œuvre.

Les analyses traditionnelles des rapports de production et du procès de circulation ne suffisent plus pour intervenir politiquement dans ce que les sociologues et les médias désignent alors comme « la société de la consommation de masse ». Face à la fragmentation des anciennes médiations institutionnelles et à la fonctionnalité introduite dans les organisations et les entreprises, les pouvoirs dominants de l'époque cherchent un mode de nomination de cette tension entre « changement » et « continuité ». Un motvedette s'impose désormais comme un totem : la structure. Le mot possède sa science : la linguistique, les sciences du langage. De l'inconscient à l'entreprise, de la ville au cinéma, de la biologie à l'économie, du sommeil au sport, toutes les activités humaines tendent à être interprétées comme un « langage ». Les modèles linguistiques et structuralistes¹⁸ s'imposent alors comme une réponse théorique et politique à cette quête de nomination d'un ordre nouveau. Imposition à laquelle les ennemis théoriques et pratiques du capital n'échappent pas : la « lecture » structuraliste du Capital qu'opère Althusser n'en est qu'un exemple emblématique. Pièce majeure de la modernisation du discours du capital, cette extension totalisante de la notion de langage à tous les rapports sociaux et humains constitue aussi le présupposé dominant des écrits lettristes puis situationnistes.

Présupposé qu'on peut nommer *langagiste* pour sa propension à donner à la notion de langage une portée considérable. Les modèles linguistiques

18 – À la même époque, Henri Lefebvre critiquait le fixisme des structuralistes en voyant un « nouvel éléatisme », in *L'Homme et la Société*, n°s 1 à 4, 1966; réédité dans H. Lefebvre, *Au-delà du structuralisme*, Anthropos, 1971, p. 261-311.

d'analyse du langage sont étendus à tous les phénomènes relationnels, à tous les rapports, à toutes les « structures », ce mot fétiche du vocabulaire de l'époque. Qu'il s'agisse des derniers feux de la linguistique structurale, des philosophies du langage (analytiques et herméneutiques), de la cybernétique et des théories de l'information ou bien encore de ces pôles de disciplines universitaires qui se constituent comme « sciences du langage » et « sciences de l'information et de la communication », nombreux et puissants sont les systèmes de reproduction sociale donnés et imposés comme « des langages ». La critique situationniste du structuralisme¹⁹ n'a pas non plus échappé à ce langagisme. Bien que négative et inversée, elle « doit se communiquer dans son propre langage [car] c'est le langage de la contradiction²⁰ ».

De la même manière le détournement est défini par G. Debord comme un langage; c'est « le langage fluide de l'anti-idéologie. (...). Il est, au point le plus haut, le langage qu'aucune référence ancienne et supra-critique ne peut confirmer²¹ ». La poésie elle-aussi n'échappe pas au présupposé langagiste des situationnistes. « Le programme de la poésie réalisée n'est rien de moins que créer à la fois des événements et leur langage, inséparablement ». (*All the King's men*).

Le paradigme langagiste, porté par l'IS à son acmé, devient dès lors lui-même réalité; non pas cette réalité à venir que la révolution devra accomplir, mais la réalité immédiate de l'événement langagier qui se donne comme « le mouvement réel » d'une révolution dans les mots, d'une révolution linguistique: celle du langage performatif. Nous y reviendrons.

19 – Dans les fragments 201 et 202 de *La société du spectacle*, Guy Debord critique le point de vue « anti-historique » de la pensée structuraliste. Il dénonce: « La structure est fille du pouvoir présent. Le structuralisme est la pensée garantie par l'État... » (p.202) mais, ce constat énoncé, il reste langagiste car, poursuit-il « la théorie critique doit se communiquer dans son propre langage » (p.164). Et quelle est la forme de langage qui va promouvoir cette conscience révolutionnaire? C'est « le renversement du génitif » de type hégélien, le remplacement du sujet par le prédicat! Encore une fois le formalisme dialectique et le chiasme, tiennent lieu de mot d'ordre pour l'action subversive alors qu'ils ne sont qu'une simple figure de rhétorique.

20 – *Ibidem*, p.164.

21 – *Ibidem*, p.167.

Combinatoire du détournement et désubstantialisation du langage

En référence à Lautréamont, les situationnistes ont fait du détournement des œuvres un opérateur majeur de subversion révolutionnaire. S'affranchir de l'autorité de la citation et combiner diverses références dans un même écrit ; altérer ou métaphoriser un propos ou un slogan afin de leur donner un autre sens, ont constitué les procédures en usage dans le détournement situationniste. Il s'agissait en définitive de désubstantialiser les contenus et les formes d'une œuvre ou d'une situation pour les combiner dans un langage qui décompose l'existant et annonce une nouvelle réalité. Délibérément coupé du passé et se refusant à toute prédiction sur l'avenir, le détournement est un langage autoréférent, autotélique car il « n'a fondé sa cause sur rien d'extérieur à sa propre vérité comme critique présente²² ».

Il n'est pas vain ici de se demander si le détournement situationniste, ce « langage fluide de l'anti-idéologie » parce qu'il est seulement défini comme un langage n'est pas devenu, dans les décennies qui suivirent le moment de sa formulation, une des figures de la « révolution du capital²³ ».

En effet, la fluidification du langage qui opère dans le détournement doit, pour Debord, aboutir à une réappropriation du « langage de la communication » qui, selon lui, s'est perdu dans l'art. Or, cette exaltation de la communication directe que la future révolution des conseils ouvriers devra réaliser fait-elle autre chose qu'anticiper sur la « société de l'information et de la communication » que le capital impulse à partir des années 1970 ? Cette question, d'ailleurs, ne se posera plus pour J.-P. Voyer, un épigone de Debord, qui en termes hégéliens exacerbés fera de la publicité « l'essence humaine » car elle manifeste « l'activité de l'apparence » et que celle-ci « contient le négatif comme une totalité²⁴ ».

À la désubstantialisation-fluidification du langage pratiquée par les situationnistes et leurs suiveurs révolutionnaristes opposons l'écart qu'il est fructueux d'établir, à titre humain, entre parole de poésie et langage. Écart énon-

22 – *Ibidem*, p.167.

23 – Cf. J. Wajnsztein, *Après la révolution du capital*, L'Harmattan, 2008.

24 – J.-P. Voyer, *Introduction à la science de la publicité*, Champ Libre, 1975, p.36.

cé par la fulgurante formule du poète et philosophe américain R.W. Emerson : « Le langage est de la poésie fossile²⁵ ».

III – PAROLE *VERSUS* LANGAGE

À plusieurs reprises, dans notre critique de la poétique révolutionnaire situationniste et de ses suiveurs nous avons marqué une opposition entre langage et parole. La primauté conceptuelle accordée au langage par ces poétiques nous a conduits à proposer le terme de *langagisme* pour qualifier cette position à la fois théorique et pratique. Afin d'explicitier davantage — sans pour autant chercher une vérité dans ce domaine — notre notion de *langagisme* signalons ici une piste d'analyse tout en restant toujours dans le strict domaine qui est le notre : la critique des poétiques révolutionnaires.

Cette piste est heuristique davantage que théorique et encore moins linguistique. Il s'agit de mettre en tension les deux pôles qui affectent toute la création poétique : le pôle de la parole et le pôle du langage. Ce qui donnerait le tableau suivant :

LA PAROLE	LE LANGAGE
innée (antérieure)	acquis (postérieur)
naturelle (naturalité)	culturel (culturalité)
instinctive	institutionnel
immédiate	médiat
concrète	abstrait
immanente	transcendant
subjectivante	objectivant
une présence	une représentation
temporelle	spatial
du côté de la voix, du son, du parlé, de l'oralité	du côté de la lettre, du signe, de l'écrit, de l'imprimé, du textualisé

25 – R.W. Emerson, *Essays*, 1844.

Ce tableau est schématique, excessif dans son dichotomisme abrupt car prises comme telles et absolutisées, ces oppositions duelles ne pourraient que déboucher sur de superficielles réductions idéalistes. Il faut le dialectiser mais il exprime malgré tout deux polarisations poétiques fondamentales, deux oppositions en tension permanente : la parole et le langage.

Dans ce cadre conceptuel, nous maintenons que les poétiques révolutionnaires situationnistes sont, pour l'essentiel, sur le pôle du langage ; ce faisant, elles ratent le *punctum saliens* de la présence sans lequel la poésie verse dans la littérature. Engluées dans le *langagisme*, elles moulinent de la représentation.

Parole première d'homo sapiens, la poésie est d'abord oralité, voix vive. Ce n'est que très tardivement dans l'histoire de l'humanité, il y a seulement 6000 ans, avec les débuts de l'écriture, qu'elle est assignée dans des signes écrits. Alfred Tomatis, chercheur inspiré sur les rapports entre l'oreille et le langage, inventeur fécond d'une méthode de rééducation des troubles du langage par une écoute de sons appropriés, rappelle ce rapport de subordination de la parole vive dans l'écrit : « Le signe (écrit) n'est jamais, en soi, qu'un son à reproduire. (...) Toute lettre appelle sa verbalisation à haute et intelligible voix. L'écriture est donc, d'une certaine manière, un enregistrement sonore puisqu'elle vise à emmagasiner des sons. Elle constitue en fait la première bande magnétique dans l'histoire de l'humanité²⁶ ».

Cet « enregistrement » de la parole de poésie dans l'écrit de poésie a certes été porteur de créations et de dépassements mais il a constitué un système de contraintes qui s'est parfois traduit par des enfermements langagistes. Car la poésie est d'abord jaillissement. Paul Zumthor nous le rappelle fort justement : « Dès son jaillissement initial, la poésie aspire, comme à un terme idéal, à s'épurer des contraintes sémantiques, à sortir du langage (souligné par nous, JG), au-devant d'une plénitude où tout serait aboli qui ne soit simple présence²⁷ ».

Sortir du langage, telle est « l'aspiration » vers laquelle toutes les poésies non littéraires se sont depuis toujours orientées. Attentive à ne pas s'engluer dans

26 – Alfred Tomatis, *L'oreille et le langage*, Seuil, 1963.

27 – Paul Zumthor, *Introduction à la poésie orale*, Seuil, 1983, p.161.

les enfermements langagistes, c'est le chant qui les guident dans leur cheminement. Écoutons Marc Alyn nous le rappeler : « La parole luisait, libre, dans sa substance/Avide d'inventer sa propre fin — la voix²⁸ ».

Le poète refuse le langage

Car le poète refuse le langage comme l'a écrit Sartre dans la pensée à la fois juste et contrite²⁹ qu'il a formulée sur la poésie. Qu'en est-il au juste pour ce philosophe ?

Dans le chapitre « Qu'est-ce qu'écrire ? » de son livre *Qu'est-ce que la littérature*³⁰, Jean-Paul Sartre aborde la question des significations qui sont la matière sur laquelle travaille l'écrivain ; mais l'écrivain qui écrit en prose, pas les poètes. Alors que celui qui s'exprime en prose instrumentalise le langage et se sert des mots pour ne retenir que la chose qu'il désigne, les poètes cherchent à les servir.

Remarquons au passage que Sartre lui-aussi s'enferme dans l'idéologie de la poésie comme service à l'image des surréalistes et des situationnistes. Néanmoins son analyse touche à l'essentiel lorsqu'il montre que le poète n'est pas du côté du signe et de son pouvoir d'intervention sur le monde mais « qu'il a choisi une fois pour toutes l'attitude poétique qui considère les mots comme des choses et non comme des signes³¹ ». Sartre résume alors son propos en ces termes : « Les poètes sont des hommes qui refusent d'utiliser le langage » car pour les poètes les mots « restent à l'état sauvage (...) ce sont des choses naturelles qui croissent naturellement sur la terre comme l'herbe et les arbres³² ».

Une telle référence à la naturalité primordiale des paroles de poésie, à leur essentialité, à leur innéité en quelque sorte, exprimées sous la plume d'un philosophe dont l'essentiel de l'œuvre est consacrée à l'ontologie et à la liberté peut apparaître comme surprenante. Ne pourrait-on l'interpréter comme

28 – Marc Alyn, *Infini au-delà*, Flammarion, 1972, p.16.

29 – Dans un carnet de guerre, Sartre écrit ; « J'enrage de n'être pas poète, d'être si lourdement rivé à la prose. Je voudrais pouvoir créer de ces objets étincelants et absurdes, les poèmes, pareils à un navire dans une bouteille et qui sont comme l'éternité d'un instant ». J.-P. Sartre, *Carnets de la drôle de guerre*, Gallimard, 1983.

30 – Gallimard, 1948.

31 – Sartre, *op. cit.*, p.64.

32 – Sartre, *op. cit.*, p.64.

l'expression d'un regret, d'une nostalgie et finalement comme cette « rage » qui nous dit-il, l'envahit de n'être pas poète ? Cela est plausible. En ce sens Sartre se place en continuité avec la poétique révolutionnaire des romantiques.

IV - SUR QUELQUES POÉTIQUES RÉVOLUTIONNAIRES CONTEMPORAINES

L'influence situationniste et ses environs

Si les écrits des situationnistes et notamment leur ralliement tardif au conseilisme ont été dévitalisés par l'échec de leur programme politique, il n'en est pas de même pour leur poétique révolutionnaire. Leur appel à « retrouver la poésie » dans des moments révolutionnaires passés ou actuels est toujours considéré par des individus et des groupes comme le seul et unique motif de la poésie. Le mot d'ordre situationniste « mettre la révolution au service de la poésie » est pour eux toujours à exécuter.

C'est ailleurs le sous-titre du livre quasi hagiographique que Vincent Kaufmann consacre à Guy Debord³³. Ce spécialiste des avant-gardes artistiques et littéraires, montre — de manière finalement assez convaincante — que la poétique révolutionnaire situationniste est autant en continuité qu'en rupture avec celle des dadaïstes et des surréalistes. Il cherche à réfuter le mythe d'un Debord abandonnant « la question poétique » lorsqu'il se serait converti la « question sociale ». Il mentionne à ce sujet des analogies entre les thèses de l'IS dans *All the King's men* en 1963 et celles du Groupe Tel Quel dans leur *Théorie d'ensemble* en 1968. Ces deux groupes situent l'événement révolutionnaire et l'événement poétique comme un seul et même moment : celui du bouleversement de la vie quotidienne, de l'avènement d'une vie libérée de l'information cette « la poésie du pouvoir », le moment de la vie devenue « communication ».

Au-delà des développements biobibliographiques sur les diverses implications politiques et artistiques de l'action de Debord contre *La société du spectacle*, la thèse de Kaufmann vise à montrer un homme qui « a traversé son époque en poète, c'est-à-dire comme quelqu'un qui n'aura cessé de mettre au centre de ses préoccupations la question de la communication et

33 – Vincent Kaufmann, *Guy Debord, La révolution au service de la poésie*, Fayard, 2001.

de ses formes³⁴ ». Or, poursuit Kaufmann, cette « poétique de la révolution » que Debord a poursuivie tout au long de sa vie n'a pas été perçue par les commentateurs ou du moins a-t-elle été négligée car le plus souvent « rabattue sur une problématique politique ultra-gauchiste³⁵ ».

Souscrivant lui aussi au paradigme langagiste, Kaufmann célèbre la poétique situationniste et admire « la remarquable continuité de la question du poétique » dans les œuvres et dans la vie de Debord. Avec son idole, il assimile parole et communication, comme si la « communication » — y compris et surtout dans sa version situationniste — pouvait être autre chose que de la publicité pour un bon usage de la société capitalisée.

Car le motif central qui sous-tend le livre de Kaufmann : celui d'un Debord qui n'a cessé « d'articuler » le poétique et la révolution cesse d'être effectif lorsque la révolution s'éloigne, voire disparaît. Autrement dit, le moment révolutionnaire passé — en France en mai 68, en Italie de 1968 à 1978 — et son échec s'étant partout manifesté, qu'en est-il alors de la poésie puisqu'elle n'a plus de révolution à servir ?

Le biographe de Debord fait ici le constat que « seule la révolution aurait été de l'art situationniste, les situationnistes ont voulu restaurer la communication et la communauté. N'y étant pas parvenus, ils ont préféré disparaître³⁶ ». Exit donc la révolution et exit donc aussi la poésie ? Kaufmann ne s'engage pas dans une tentative de réponse à cela qui pourtant est au cœur de son sujet. De même qu'il ne s'est pas davantage interrogé sur les raisons pour lesquelles, vingt ans après mai 68, dans son *Commentaires sur la société du spectacle*, Debord ne se réfère plus à la révolution prolétarienne dans sa version conseils ouvriers, celle qu'avec ses amis ils avaient tant exaltée. Kaufmann là encore reste englué dans son situationnisme.

Exprimons ici une remarque sur l'après-coup historique de la poétique révolutionnaire situationniste. On sait qu'en mai 68 Debord et les membres de l'IS, d'abord actifs avec le groupe des *Enragés*, ont rejoint la Sorbonne occupée pour ensuite, rue d'Ulm dans les locaux de l'École Normale Supérieure, créer le Conseil pour le maintien des occupations (CMDO). Les délibérations

34 – Kaufmann, *op. cit.*, p. 221.

35 – *Ibidem*, p. 220.

36 – *Ibidem*, p. 295.

des assemblées générales et les messages envoyés dans le monde entier par ce Comité font explicitement référence à la révolution prolétarienne telle qu'elle avait été exprimée par le mouvement historique des conseils ouvriers et notamment par la Gauche communiste germano-hollandaise³⁷. Le contenu historique de la révolution c'était bien pour eux le prolétariat, la classe du travail, la classe négative, celle qui va abolir l'exploitation de la force de travail et libérer l'humanité de toutes les dominations et les aliénations engendrées par le capitalisme. Tel était, on le sait, le « programme communiste » poursuivi par les révolutionnaires marxistes et les situationnistes avec eux. Tous étaient « programmatistes³⁸ ».

Est-ce donc cette révolution-là que Debord aurait souhaité « mettre au service de la poésie » ? Kaufmann esquive la question. Il sauve Debord de cet embarras en réfutant les détracteurs de celui-ci qui assimilent l'action des situationnistes en mai 68 à un gauchisme parmi les autres. Leur méprise, poursuit Kaufmann c'est de confondre l'art (*ie.* les œuvres d'art) et le poétique. Autrement dit, en mai 68, Debord conjecturait que la révolution prolétarienne était « introuvable », que la poésie s'était absentée mais que « le poétique » était bien là, actif, efficient, désiré. Le « langage commun » de la communication est retrouvé, les dimensions poétiques de l'événement s'accomplissent dans la praxis révolutionnaire. Car la mise en pratique de la poétique révolutionnaire situationniste c'est « la critique du langage dominant³⁹ ». Nous sommes donc encore et toujours dans le langagisme...

Relevons enfin un amalgame posé par les situationnistes et entretenu comme tel par Kaufmann. Aucune distinction n'est faite entre la notion debordienne de communication et celle de communauté humaine. Le présupposé

37 – Cf. Philippe Bourrinet, *La gauche communiste germano-hollandaise des origines à 1968*, <http://www.left-dis.nl/f/gch/>

38 – C'est ainsi que les nommeront les divers courants post-prolétariens, parfois dits « communisateurs », qui à partir des années 1970-80 vont créer une rupture fondamentale dans la théorie de la révolution communiste. L'abandon de la référence à la classe ouvrière comme sujet historique de la révolution fut une des principales ruptures dans les conceptualisations de ces courants post-programmatiques. Cf. *Rupture dans la théorie de la révolution*, Textes 1965-1975 présentés par François Danel, Senonevero, 2003.

39 – *Internationale situationniste*, n° 10, p. 50.

langagiste de la poétique révolutionnaire situationniste n'ayant pas été critiqué on comprend pourquoi l'amalgame entre communication et communauté est maintenu par Kaufmann. Une mise en perspective historique aurait pourtant permis d'éviter une telle confusion.

Lorsque dans ses écrits de 1843, Marx parle d'une « révolution à titre humain », il vise la communauté humaine (*Gemeinwesen*). Pour lui, « l'être humain est la véritable communauté des hommes⁴⁰ » ce qui n'a rien à voir avec la « communication authentique⁴¹ ». Car les principales luttes d'une grande partie du mouvement ouvrier révolutionnaire se sont faites au nom de l'humanité qui est l'autre nom de la communauté humaine.

Or, la communication définie par les situationnistes comme la « transparence du langage », était déjà une visée problématique lorsqu'ils la formulaient car elle était susceptible d'engendrer une sorte de normalisation discursive des relations humaines, un puritanisme des intersubjectivités. Depuis, la dynamique du capital a fait de la transparence un opérateur majeur de sa puissance. La communication politique grâce à une transparence du langage a reçu un nom et engendré une pratique : *glasnost*. Aujourd'hui, la transparence est au fondement de la *blockchain*, la surpuissante technologie numérique qui garantit la confiance entre les échangeurs de cryptomonnaies⁴².

Notre critique de l'ouvrage de Vincent Kaufmann — certes honnête et bien documenté mais très peu critique de son objet — nous permet de formuler ici une thèse que nous avons partiellement soutenue ailleurs et auparavant⁴³ mais qui prend ici toute son ampleur : Mai 68 marque la fin de la relation nécessaire entre poésie et révolution. Le cycle historique des poétiques révolutionnaires ouvert avec les protagonistes de la révolution anglaise puis avec les romantiques allemands et tant d'autres ensuite s'est refermé avec l'échec

40 – K. Marx, « Gloses critiques marginales à l'article : "Le roi de Prusse et la réforme sociale par un Prussien" ». *Œuvres III*, Philosophie, La Pléiade, p. 398-418.

41 – Kaufmann, *op. cit.*, p. 237.

42 – cf. J. Guigou, « In algorithm we trust » (2018) http://www.editions-harmattan.fr/auteurs/article_pop.asp?no=33636&no_artiste=2759

43 – J. Guigou, « La foudre, la faille, la poésie », *Temps critiques* n° 13, hiver 2003. <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article134>

du mouvement d'insubordination et de refus manifesté dans le monde à la fin des années soixante du siècle dernier.

Pour certains — dont le nombre n'est pas négligeable — ce divorce n'est pas effectif et l'on observe ça et là, sous diverses couvertures, des tentatives pour faire coïncider ce qui est devenu inconciliable.

Daniel Blanchard et sa « crise de mots »

Dans son livre *Crise de mots*⁴⁴ Daniel Blanchard, dénonce comme nous « l'imposture » (p. 70) qui associe aujourd'hui révolution et poésie. Il rappelle les origines romantiques de cette association, critique la subordination de la poésie à la révolution par les surréalistes et s'indigne de sa « souillure » par le stalinisme. « Ce que ces deux mots ont en commun à présent, c'est de n'avoir plus cours⁴⁵ » conclue-t-il avec raison.

Mais il se trompe lorsqu'il affirme que depuis son dévoiement dans le stalinisme la poésie « s'est ostensiblement gardée de toute fréquentation avec la révolution⁴⁶ ». Même si elle n'a plus l'ampleur et l'audience qu'elle avait prise au siècle dernier, l'association et même la fusion entre révolution et poésie continuent. Dans les pages qui suivent, notre recension critique de quelques poétiques révolutionnaires actuelles le confirme.

Après avoir écrit notre accord avec Daniel Blanchard sur le divorce définitif entre poésie et révolution, disons quelques mots sur nos désaccords.

Le premier, le plus décisif, porte sur sa référence quasi exclusive au langage pour qualifier l'acte de poésie. Certes, les mots *voix, paroles, musiques, rythmes* ne sont pas absents loin de là, mais ils restent comme subordonnés au paradigme langagiste qui occupe tout le champ de l'analyse. Dans le chapitre le plus fructueux de son livre, intitulé « À propos de ce que fait la poésie » Blanchard écrit : « Aujourd'hui, des sociétés qui se qualifient elles-mêmes de développées, la poésie n'a évidemment pas disparu. Évidemment, puisqu'aucun jugement social ou culturel ne saurait la réduire à une particularité historiquement ou sociologiquement localisée du langage : elle en est

44 – Éditions du Sandre, 2012.

45 – Blanchard, *op. cit.*, p. 71.

46 – *Ibidem*, p. 70.

l'essence même⁴⁷. » Apparaît ici dans toute son extension le présupposé langagiste de Blanchard ; un présupposé qui essentialise la poésie, la rabat sur la discursivité et la normativité alors qu'elle est d'abord parole vive, événement imprévu, existence et instant ; ceci depuis son surgissement dans l'espèce humaine.

La poésie est étrangère à une supposée « crise de mots ». L'analogie que suggère la quatrième de couverture du livre de Daniel Blanchard entre la « crise de mots » qui affecterait la poésie et les « crises » que traverse le capitalisme n'a pas de réalité historique. Cette métaphorisation mallarméenne de la situation actuelle de la poésie n'a plus de portée politique. Le capital, dans sa dynamique actuelle, englobe toujours plus les mots et les choses dans sa base matérielle : cette sorte de seconde nature dans laquelle il artificialise toute la vie humaine et la vie tout court.

Une puissante tendance à la capitalisation universelle affecte les domaines les plus intimes des individus ; ces espaces et ces temps qui dans les époques précédant la dévastation étaient désignés comme « ce qui n'a pas de prix ». C'est d'ailleurs cette expression qu'Annie Le Brun a choisi pour titrer son dernier livre⁴⁸. Malgré des tonalités parfois catastrophistes⁴⁹, cet auteur dresse un tableau convaincant de l'union de l'art contemporain et du capital ; union qui opère par sidération et prive ainsi les individus de leurs possibles réactions critiques.

Pour terminer notre lecture de cette supposée *Crise de mots* disons, sans le développer ici, notre désaccord avec deux positions qui étayaient la thèse de Blanchard : l'une, chargée de lacanisme, selon laquelle la poésie entretient un rapport au monde « qui affirme la compatibilité et même la continuité du symbolique et du réel⁵⁰ » ; l'autre qui s'enthousiasme pour une liberté⁵¹ et

47 – *Ibidem*, p. 49.

48 – Annie Le Brun, *Ce qui n'a pas de prix*, Seuil, 2018.

49 – Dans une récente note de lecture, j'ai analysé les forces et les faiblesses de cet ouvrage qui reste un moment fructueux de critique sociale. Cf. Jacques Guigou, « Quelques notes sur *Ce qui n'a pas de prix* d'Annie Le Brun », août 2018. Disponible en ligne : <http://www.lacauselitteraire.fr/ce-qui-n-a-pas-de-prix-annie-le-brun-par-jacques-guigou>

50 – Blanchard, *op. cit.*, p. 64.

une responsabilité auxquelles l'homme « cet animal politique » pourrait accéder grâce à la poésie. Deux positions qui, l'une comme l'autre, cèdent au langagisme pour lequel la poésie, comme l'inconscient, serait « structurée comme un langage » et selon lequel l'individu social serait une sorte de gardien métaphysique de la poésie. Deux positions qui témoignent aussi d'un ralliement implicite de l'auteur aux courants artistiques et politiques qui nous assomment avec la performativité du langage ; avec le dire performatif ; avec le credo du « quand parler c'est faire ». Credo qui est, bien évidemment, celui de toutes les poétiques révolutionnaires contemporaines.

Jacques Guigou

Octobre 2018

51—Figure de cet idéalisme de la liberté qu'exalte ici Blanchard, nous n'échappons pas à la citation-réflexe de Baudelaire qui anthropomorphise la mer: « *Homme libre, toujours tu chériras la mer !* » (p. 51).

[suite de la 4^e de couverture]

Il en est de même de la notion de « système » capitaliste : le capital ne tend vers l'unité qu'à travers des processus de division et de fragmentation qui restent porteurs de contradictions et réservent des possibilités de crises et de luttes futures. C'est bien pour cela qu'il y a encore « société » mais il s'agit en l'occurrence, d'une « société capitalisée ».

L'hypothèse d'une « crise finale » du capitalisme qui posséderait une forte dynamique le poussant à « creuser sa propre tombe » a été démentie par les faits, même si sa dynamique actuelle repose sur le risque et donc suppose la possibilité et l'existence de crises. En effet, le capital n'a pas de forme consacrée, comme le laisseraient supposer ses différentes formes historique, commerciale et financière d'abord, industrielle ensuite. Cette dernière phase a pu constituer un facteur de stabilisation, remis en cause désormais par l'unité de ces formes, ce que nous avons nommé la révolution du capital. Aujourd'hui tout n'est pas que question de profit. Les jeux de puissance des dirigeants, des actionnaires et des créatifs concourent à une innovation permanente et nécessaire à la dynamique d'ensemble. Mais si ce processus fait encore société c'est parce que les individus s'approprient cette puissance à travers la consommation des objets techniques. Le capital n'a pas engendré une domestication totale car il se fait milieu, valeurs, culture, provoquant une adhésion contradictoire d'individus qui participent ainsi à des modes de vie de la société capitalisée.

Nous assistons à ce mouvement au cours duquel la société capitalisée s'émancipe de ses contraintes parce que nous-mêmes avons pour le moment échoué à révolutionner ce monde. Alors, quels types de luttes et quelle articulation des luttes sociales sauraient, face aux articulations de la puissance redonner sens à ce mot de révolution, à savoir celui de révolution à titre humain ?

LA TENDANCE ACTUELLE DU CAPITAL À PRIVILÉGIER LA CAPITALISATION (ses formes liquides et financières) plutôt que l'accumulation (de nouvelles forces productives et immobilisations), s'appuie sur une organisation dans laquelle les flux de production et d'information, de finance et de personnes, dépendent des jeux de puissance au sein de réseaux interconnectés, mais malgré tout hiérarchisés. L'État a perdu l'autonomie relative qui était la sienne dans la société de classes à l'époque des États-nations. Il ne peut plus être perçu comme la superstructure politique d'une infrastructure capitaliste comme le concevait le marxisme. Son passage progressif à une forme réseau à travers laquelle il est présent, actif et englobant, tend à agréger État et capital. L'État n'est plus en surplomb de la société, puisqu'il a recours à différentes formes d'intermédiation qui tendent à transformer ses propres institutions en de multiples dispositifs spécifiques de remédiation. Il en résulte que la forme de domination qu'il exerce n'est plus extérieure aux individus, mais basée sur l'internisation/subjectivisation des normes et des modèles dominants. Parmi ces modèles, celui de la technique joue un rôle central dans la transformation des forces productives et des rapports sociaux. Ce modèle technique, induit par le développement capitaliste, est aujourd'hui indissociable de choix politiques qui se présentent comme une nécessité. Il finit par s'imposer comme une seconde nature. Nous critiquons toutefois l'hypothèse d'un « système » technique autonome ou « macro-système », même si ce dernier terme peut avoir une valeur heuristique, à condition de ne pas lui accorder des qualités d'autonomie dont il est dépourvu.

[suite en 3^e de couverture]

ISBN 978-2-906623-32-3



ISSN 1146-6197

L'Impliqué

8 €